

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 33. Septembre-octobre 2008. Prix : 1,5 € Prix de soutien : 2 €.

**SALAIRES ROGNÉS, OFFENSIVE PATRONALE, CONTRE-
RÉFORMES GOUVERNEMENTALES, GUERRE
IMPÉRIALISTE**

L'HEURE EST À LA PRÉPARATION D'UNE RIPOSTE UNIE DE CLASSE

**SALE GUERRE EN AFGHANISTAN
RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES !
VIVE LA RÉSISTANCE DU PEUPLE AFGHAN CONTRE L'IMPÉRIALISME !
POUR LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET DES AUTRES !**

Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

- Contribution du Groupe CRI au débat des comités NPA
- Non à l'exclusion de militants CRI du NPA !
- Pour la démocratie et le droit de tendance dans le NPA !

Guerre Russie-Géorgie

*L'affrontement
des grandes puissances
et la place de la Russie
dans le nouvel ordre
mondial*

Tibet

Les émeutes du
printemps n'auront pas
perturbé les jeux
olympiques capitalistes

**V^e Conférence de la FTQI
Le Groupe CRI devient section sympathisante de la
Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale !**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XX^e siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IV^e Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la I^{ère} Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la II^e Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la III^e Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IV^e Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut

leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IV^e Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IV^e Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, souvent sectaires, plus ou moins despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Pour nous en tenir ici aux organisations les plus connues en France, **la direction de la LCR est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002. **La direction de LO est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière » et *électoraliste* (un cap décisif ayant été franchi en ce sens par l'alliance avec le PS et le PCF pour les municipales de 2008). Quant au courant « lambertiste », **sa direction centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment *opportuniste à l'égard de la bureaucratie syndicale* (notamment de FO), défendant depuis des années une orientation petite-bourgeoise « républicaine », vient de faire un nouveau pas dans la liquidation de toute référence au trotskysme en constituant le POI, parti ouvertement réformiste et nationaliste, avec des bureaucrates syndicaux notoires et quelques maires « républicains » et chauvins.

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IV^e Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Résolument internationaliste, le Groupe CRI est depuis juillet 2008 section sympathisante de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI), dont le site est <http://www.ft-ci.org/>

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 32 (mai-juin-juillet 2008) : 210 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, près de 5 300 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

SALAIRES ROGNÉS, OFFENSIVE DU PATRONAT, CONTRE-RÉFORMES GOUVERNEMENTALES, GUERRE IMPÉRIALISTE : L'HEURE EST À LA PRÉPARATION D'UNE RIPOSTE UNIE DE CLASSE

La situation économique et les attaques du gouvernement

François Fillon cherche à (se) rassurer en affirmant (le 18 août) : « *Il n'est pas raisonnable de parler de récession.* » De fait, selon les critères de l'économie officielle, on parle de « récession » après deux trimestres consécutifs de recul du PIB (produit intérieur brut). Pour l'instant, l'Europe et la France n'en ont connu qu'un : dans la zone euro, le PIB est en recul (-0,2 %) au 2^e trimestre (-0,3 % en France). Si le ralentissement économique est commun à l'ensemble de l'Europe, ses modalités et les réponses des gouvernements varient. L'Allemagne connaît elle aussi un recul du PIB (-0,5 % au 2^e trimestre) mais est épargnée par la crise immobilière, qui affecte en revanche très fortement l'Espagne et le Royaume-Uni (où la croissance est néanmoins restée positive : +0,2 % au 2^e trimestre). Parmi d'autres, l'Italie également les prémisses de la récession (-0,3 % durant la même période). Les réactions des bourgeoisies européennes divergent elles aussi selon leur situation budgétaire : « plan de relance » de 20 milliards d'euros en Espagne (financé grâce

aux excédents budgétaires), destiné à faciliter le financement des entreprises ; rejet de ce type de plan en Allemagne (dont les finances publiques sont à l'équilibre suite aux réformes drastiques contre les travailleurs), au Royaume-Uni et en France (où les déficits publics sont au contraire importants).

Cette forte fragilisation de l'économie s'est traduite sur l'emploi : pour la première fois en France depuis 2003, le nombre d'emplois détruits a été plus important que le nombre d'emplois créés (avec un solde négatif de 12 200 postes). L'industrie française a ainsi supprimé 44 000 emplois en un an. La direction de Renault vient d'annoncer 6 000 licenciements d'ici 2009 en France, dont 1 000 sur le seul site de Sandouville, et ce alors que les bénéfices versés aux actionnaires sont en hausse (4 % au premier semestre 2008 contre 3,5 % au premier semestre 2007). Le chômage progresse (selon les chiffres officiels, +0,3 % en mai et +0,2 % en juin). On sait aussi combien le pouvoir d'achat est affecté par cette situation économique : l'INSEE elle-même prévoit une nette décélération

(+0,9 % en 2008 contre +3,3 % l'an passé), cette moyenne cachant la véritable régression pour des millions de salariés, chômeurs et retraités ; le salaire de base a quant à lui perdu 0,5 % de pouvoir d'achat depuis le début de l'année. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement d'annoncer cet été son lot d'augmentations : 2 % pour les tarifs de l'électricité et 5 % pour ceux du gaz. De surcroît, le budget de l'État en 2009, pour la première fois, affichera une « progression zéro valeurs », c'est-à-dire une baisse des crédits. Les travailleurs subissent au quotidien la hausse des prix, la dégradation de leurs conditions de vie, la lutte de tous les jours pour boucler les fins de mois, rognant sur les loisirs, sur les vacances...

L'option retenue par le gouvernement est d'accélérer le rythme de ses contre-réformes, dans le domaine, *dixit* Fillon, « *du marché de l'emploi, du travail, de l'organisation du travail, de la législation du travail* » (*Le Monde*, 20 août). Bref, il s'agit d'intensifier les attaques contre les droits et les conditions de travail des salariés.

La rentrée scolaire et les attaques contre le service public d'enseignement

Les attaques contre l'école et les enseignants se poursuivent à un rythme accru et violent. Alors que les 11 200 suppressions de postes pénalisent déjà les conditions de la rentrée, Xavier Darcos en a d'ores et déjà annoncé 13 500 de plus pour l'an prochain. Dans le premier degré, deux heures de classe par semaine sont supprimées. La remise en cause du droit de grève se confirme par la loi du 20 août qui instaure « un droit d'accueil pour les élèves des

écoles ». En outre, la réforme du lycée, calquée sur le modèle de la loi Pécresse dans l'enseignement supérieur, débouchera dès son application (prévue à la rentrée 2009) sur l'autonomie des établissements et leur mise en concurrence sur la base de critères de « rentabilité ». Enfin, alors que le coût de la vie augmente plus vite que les bourses, le gouvernement veut inciter les étudiants à s'endetter (au prix du marché). Les enfants des

classes populaires ont donc le « choix » entre arrêter leurs études ou s'endetter jusqu'au cou¹. C'est tout bénéfique pour le patronat : un travailleur endetté tend à être un travailleur docile.

¹ Cf. le communiqué national de la FSE, <http://lutttes-etudiantes.com>

Accélération du processus de privatisation de la Poste

Le « contrat de service public 2008-2012 » a été signé par les dirigeants de La Poste et les représentants de l'État le 22 juillet, assignant à La Poste une série de « missions », en échange desquelles l'État lui verse une compensation financière (estimée à un peu plus de 800 millions d'euros). Des « partenariats locaux publics ou privés » sont envisagés afin d'adapter le « réseau des points de contact », autrement dit pour pallier la disparition de milliers de bureaux

de poste, remplacés par des points de vente dans des épiceries ou, bientôt, des supermarchés... Le prix unique du timbre sera sans doute remis en cause, comme toutes les autres prestations postales fondées sur le principe de la péréquation sur l'ensemble du territoire. C'est l'une des étapes sur le chemin de la privatisation : la transformation en société anonyme est prévue pour 2010, ainsi que son introduction en Bourse. Quant à la libéralisation du marché du courrier, impliquant sa

totale mise en concurrence, elle est fixée au 1^{er} janvier 2011. Le processus de privatisation va provoquer la suppression d'au moins 7 000 emplois par an. Pour les salariés de la Poste, la dégradation des conditions de travail, en marche depuis plusieurs années, ne pourra que s'accélérer avec cette course aux profits. Pour les millions d'utilisateurs, c'est une remise en cause radicale du service public.

Délocalisation des administrations centrales pour compenser la fermeture des sites militaires

Suite à la fermeture de sites militaires en province, le gouvernement a annoncé cet été la délocalisation de 10 % des effectifs de l'administration centrale (soit 5 000 agents) dans les régions d'ici 2012. Puisque, selon Sarkozy, les militaires ne sont pas là pour faire de l'aménagement du territoire : « *Dans mon esprit l'armée, ça assure la sécurité de la nation, pas l'aménagement du territoire* », a-t-il déclaré le 17 juin. Il entend bien imposer le départ forcé de 5 000 fonctionnaires franciliens pour « boucher les trous ». Début

septembre, Sarkozy a annoncé la création d'un pôle statistique à Metz de 1 500 agents pour fin 2011 : cela signifierait que la majorité des effectifs de l'INSEE à Paris seraient délocalisés. Dans les semaines qui viennent, les annonces de services délocalisés vont sans doute se multiplier. Pour le gouvernement, les fonctionnaires ne sont que des « ressources humaines », sans attaches, qu'on peut trimballer d'une ville à l'autre. En outre, ces délocalisations ne créeraient pas un poste, coûteraient très cher et déstructureraient les services. C'est

sans doute un des objectifs : profiter de la délocalisation pour éliminer les services « gênants », à savoir ceux qui produisent des chiffres ou font des études qui déplaisent au pouvoir politique.

Ce projet de délocalisation à Metz est applaudi par les élus locaux de gauche et de droite, qui se réjouissent qu'on déshabille Pierre pour habiller Paul. Pendant ce temps-là, la saignée des effectifs de la fonction publique continue, et le gouvernement supprime des postes dans les écoles, les bureaux de postes, partout, y compris à Metz...

Le RSA, nouvelle machine à baisser le coût du travail

Le RSA (revenu de solidarité active), qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} juin 2009, est destiné officiellement à favoriser le « retour à l'emploi ». Il s'agit en fait de faire travailler à n'importe quelles conditions des salariés au chômage au lieu de leur verser des aides. Ce dispositif, qui remplacera le RMI quand il entrera en vigueur, est censé compenser les trop faibles revenus du travail en permettant aux intéressés la sortie de la pauvreté — on estime en France à 1,75 million le nombre de travailleurs pauvres. Ainsi le taux de cumul entre revenu d'activité et revenu de solidarité est-il fixé à 62 % : quand un RMIste reprend un travail et touche 100 euros, il garde 62 euros de

l'allocation qu'il percevait jusque-là. Toutefois, il faut savoir qu'aujourd'hui, outre la PPE (prime pour l'emploi), les salariés à temps partiel sortant du RMI ont également droit pendant un an au dispositif d'intéressement, qui permet de conserver temporairement une partie du RMI. Les calculs montrent que ces salariés vont perdre la première année où ils reprennent un travail précaire... et qu'en revanche, ils y « gagneront » avec le nouveau système s'ils restent enfermés dans la précarité !

L'économiste et journaliste Denis Clerc, qui a pourtant participé à la commission présidée par Martin Hirsch, à l'origine du projet de RSA, reconnaît que celui-ci va augmenter

« les miettes d'emploi » : « *Le RSA risque d'augmenter le travail à temps partiel* » (*Le Monde*, 30 août). En effet, les personnes privées d'emploi seront désormais incitées, voire forcées, à accepter des emplois « à temps très partiel », en raison même de ce complément de revenu. L'État y encourage déjà par des déductions fiscales et des baisses de cotisations sociales (services à domicile, hôtellerie-restauration...). Aucune obligation n'est imposée aux employeurs, en termes de droits ou de salaire notamment. C'est donc là une manière d'institutionnaliser un peu plus encore la précarité, avec tous les bénéfices pour les patrons avides d'embaucher des salariés

pour quelques heures par semaines avec exonérations à la clef.

En outre, les actuels RMistes vont devoir désormais, pour pouvoir continuer à toucher le RMI-RSA, s'inscrire à l'ANPE — ce que beaucoup ne faisaient plus, par

découragement. Ainsi, ils auront l'obligation de chercher un emploi et ne pourront refuser deux offres « raisonnables » d'emplois : sinon leur RMI, jusqu'à présent inconditionnel, leur sera supprimé. Cette mesure « sociale » permet

donc de mettre fin à un véritable « scandale » : le RMiste, victime par excellence l'irrationalité du capitalisme devra mériter son RMI, ou alors il crèvera.

La politique fiscale du gouvernement : au service de sa classe

Le financement du RSA est estimé à 8,5 milliards d'euros annuels ; mais 7 de ces milliards proviendront d'autres allocations tels le RMI (revenu minimum d'insertion), la PPE (prime pour l'emploi) et l'API (allocation de parent isolé) ; reste donc à trouver 1,5 milliard de complément. Le gouvernement et les médias à sa solde ont pu laisser croire un moment que, pour financer le RSA, Sarkozy et Fillon allaient « taxer le capital » ! En quoi consiste donc la surtaxe d'1,1 point sur les revenus du patrimoine et de placements, et qui va-t-elle toucher ? Plus de la moitié des ménages pourrait être mise à contribution : en particulier, les 12,5 millions de Français détenteurs d'un contrat d'assurance-vie (40 % des ménages ouvriers et

39 % des ménages d'employés ont souscrit un contrat de ce type). Autrement dit, « la surtaxe d'1,1 % sur les revenus du capital pourrait toucher plus de la moitié des ménages » (Claire Guélaud, *Le Monde*, 31 août-1^{er} septembre 2008). En revanche, Sarkozy a très vite déclaré, pour rassurer sa classe et sa majorité, que la nouvelle taxe serait incluse dans le bouclier fiscal qui limite à 50 % des revenus la somme d'impôts directs et des contributions sociales : dans les faits, donc, les hauts revenus seront exonérés de ce nouvel impôt. Et ce, bien qu'ils croissent infiniment plus vite que la moyenne : les revenus des 1 % de ménages les plus riches ont augmenté de 20 % entre 1998 et 2005, à comparer à la hausse de

4,3 % du revenu médian durant la même période.

L'an passé, le bouclier fiscal à 50 %, la réforme des droits de mutation et celle de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) ont déjà coûté à l'État plus de 3 milliards d'euros. D'autres bonnes grâces fiscales sont prévues pour la bourgeoisie de la part du gouvernement. L'IFA (imposition forfaitaire annuelle), payée par les entreprises en proportion de leur chiffre d'affaires, disparaîtra en 2009, ce qui représente 1,6 milliard d'euros. La taxe professionnelle versée par les entreprises va quant à elle fortement diminuer, passant de 3,5 % de la valeur ajoutée à 1,5 % (soit un montant estimé à 8 milliards d'euros).

Contre les attermolements des appareils, une riposte de classe est nécessaire

Les conséquences de la situation économique (salaires rognés, pouvoir d'achat en berne, précarité, chômage...) et les contre-réformes gouvernementales dans tous les secteurs touchent les travailleurs et l'écrasante majorité de la population. L'urgence absolue est à l'organisation de classe et à la riposte sociale.

La déstabilisation du gouvernement dans l'affaire du fichier Edvige, obligeant Sarkozy à intervenir personnellement pour

désamorcer la crise, prouve sa fragilité potentielle. Ce dispositif policier de fichage généralisé est une attaque très grave contre les droits démocratiques, justifiant la forte mobilisation, notamment la pétition regroupant plus de 700 organisations, dont le Groupe CRI, et près de 150 000 signatures individuelles (cf. http://nonaedvige.ra.s.eu.org/petitions/index.php?petition=2&pour_voir=oui)

Tout en poursuivant ce combat indispensable jusqu'au

bout, il s'agit de réunir les conditions d'une riposte d'ensemble des travailleurs sur le terrain de la lutte de classe.

Or, les directions syndicales ne s'engagent nullement sur cette voie, mais présentent toujours le même visage : celui, au mieux, de l'attentisme, au pire, de la collaboration de classes. Et les partis ouvriers demeurent passifs, en les couvrant.

L'habituel saucissonnage des journées d'action et la collaboration de classe

À la SNCF, la CGT-cheminots a, sans appeler à la grève, invité les salariés à se rassembler devant le siège de RFF (réseau ferré de France) le 3 septembre, en ouverture d'une négociation, pour « refuser le

dumping social dans les chemins de fer ».

Dans l'Éducation nationale, les dirigeants des principales fédérations syndicales (FSU, CGT, etc.) avaient refusé d'appuyer réellement la

mobilisation des enseignants du printemps, pourtant importante dans certains endroits, notamment en Île-de-France¹. Et, dans le secondaire, à

¹ Voir notre précédent numéro.

l'exception de SUD et de FO, elles avaient terminé l'année en osant signer avec Darcos un protocole d'accord pour sa réforme du lycée, qui vise pourtant à démanteler le cadre national de l'enseignement et, à terme, du baccalauréat. Dès lors, elles ne s'inquiètent aujourd'hui que du calendrier de mise en application de cette réforme, jugé « *intenable* », non de son contenu. D'autre part, face aux conditions insupportables de la rentrée, dues aux 11 200 nouvelles suppressions, une intersyndicale regroupant toutes les fédérations sauf le SNALC a dans un premier temps (26 août) appelé à une journée nationale d'action le 11 septembre, « *sous des formes diversifiées* », avec « *des possibilités de grèves locales* » — le SNES proposant également des « *rendez-vous hebdomadaires* » d'action. Libre à chacun, dans son for intérieur, de déterminer ce qu'il fera de ces « rendez-vous » ! Pas d'appel à la grève, donc, pour ce 11 septembre, mais des « actions symboliques » telles que les directions syndicales les aiment. Il est question à présent de tout centrer

sur une manifestation un dimanche d'octobre, le 19 !

À La Poste, les fédérations appellent à une grève nationale d'un jour le 23 septembre, mais demandent aussi au gouvernement « *une véritable concertation* ».

Les unions syndicales de retraités appellent quant à elles à une journée de manifestations régionales le 16 octobre pour la défense du pouvoir d'achat.

Par delà ces mobilisations sectorielles émietées, envisage-t-on une riposte unitaire ? Ne rêvons pas ! Chérèque (CFDT) ne déroge pas à sa position habituelle : il n'est « *pas question d'une opposition systématique* » (*Le Journal du dimanche*, 31 août). « M. Thibault : "Nicolas Sarkozy devrait se méfier, la souffrance des salariés est réelle" », titrait *Le Monde* le 2 septembre 2008. Pourtant, ce n'est certainement pas le secrétaire de la CGT qui peut faire peur au gouvernement : Thibault ne quitte pas sa posture de bureaucrate amené à justifier sa propre existence en appelant de temps en temps les travailleurs à faire grève une journée : cette fois, ce sera le

7 octobre. Quant à Mailly (Force ouvrière) refuse tout appel à la grève le 7 au nom du rejet de la « *confusion des genres* » — car cette journée a été retenue par la CSI (Confédération syndicale internationale) comme journée mondiale pour un « travail décent » ; ce jour-là, FO appellera donc au seul rassemblement prévu le soir au Trocadéro (avec meeting et concert...).

3, 11 et 23 septembre, 7, 13 et 19 octobre : une fois de plus, la caricature des journées d'action isolées secteur par secteur et dispersées bat son plein. En outre, la préparation des élections prud'homales qui se dérouleront le 3 décembre aiguïsent encore plus que de coutume les rivalités d'appareil et contribuent à freiner toute initiative commune. Des journalistes du *Monde* (26 août) estiment cependant, pour le redouter, que « *cette difficulté des syndicats à s'entendre n'est pas sans risque : elle pourrait favoriser l'émergence de microconflits car la grogne sociale, elle, reste forte* ». Ils ont raison !

La défense de la classe passe par la lutte de classe, et par elle seule

Le PCF et sa principale représentante Marie-George Buffet triomphent quant à eux : ils ont réussi à rallier le PS, le MRC et le PRG à une campagne commune contre la privatisation de la Poste : leur campagne consiste en une... pétition. Elle emboîte ainsi le pas à SUD-PTT qui, début septembre, avait rassemblé 10 000 signatures sur un texte condamnant la privatisation mais demandant « *l'organisation d'un débat public national sur l'avenir de La Poste* ». La CGT a pour sa part recueilli à cette date 85 000 signatures sur un autre texte exactement du même tonneau. Quant à FO, elle demande la tenue d'un référendum sur le sujet — comme le fait aussi le patron de *Libération*, Laurent Joffrin, qu'on avait connu moins soucieux de défendre les services publics !

Le PCF est également fier de pouvoir brandir une probable prochaine alliance en vue d'un futur attelage gouvernemental avec le PS. On peut supposer que sa base « *programmatische* » réside dans les suggestions faites récemment par le toujours Premier secrétaire du PS François Hollande : baisser l'impôt sur les sociétés à 20 % pour la part des bénéficiaires réinvestis, alléger la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements, créer un livret d'épargne dont la collecte financerait les investissements des PME, diminuer les cotisations sociales des entreprises qui créent ou préservent des emplois : un vrai programme de faveurs pour le patronat (entretien avec François Hollande, *Le Monde*, 15 août 2008) ! Ce doit être ce que Marie-George Buffet nomme « *les*

grandes réformes nécessaires pour un nouveau mode de développement soutenable » (*Le Monde*, 31 août-1^{er} septembre 2008).

Il n'y a rien à attendre de la bourgeoisie, de son gouvernement comme de ses autres représentants (ses partis notamment, qu'on les classe officiellement « à droite » ou « à gauche »). Il est essentiel que les organisations ouvrières ne sèment aucune illusion à ce sujet. Proposer de gentilles pétitions en laissant croire que le gouvernement va se laisser impressionner par des paraphes sur des bouts de papier, organiser, comme le fait le PCF le 26 septembre, une paisible « marche pour le pouvoir d'achat », sont autant de leurres destinés à empêcher toute mobilisation de classe et de masse.

Sur l'orientation de LO

Se satisfaire d'attendre, sans proposition aucune, comme le fait sempiternellement LO, que la mobilisation tombe du ciel, ce n'est pas à la hauteur d'une organisation ouvrière. Éditorial après éditorial, journal après journal, les dirigeants de Lutte ouvrière réitérent pourtant leurs éternels rappels prophétiques : « *Plusieurs fois dans l'histoire, ils [les travailleurs] ont su utiliser leur force collective et à chaque fois le patronat a dû céder sur des revendications qu'il paraissait impossible d'imposer la veille. Souvenons-nous en, en ces jours de rentrée* » (éditorial d'Arlette Laguiller, *Lutte ouvrière*, 29 août 2008) ; l'escroquerie de Sarkozy sur le RSA « *sera à ajouter à tout ce qu'il faudra lui faire payer au moment du règlement de comptes* » (LO, 5 septembre)... Dans l'enseignement, « *le chemin des mobilisations devra suivre* » (LO, 29 août). Partout, les travailleurs doivent « *imposer que les salaires suivent l'évolution des prix* » (LO, 15 août). Oui, mais comment ? Jamais la direction de LO ne propose de répondre concrètement à cette question. Il lui arrive il est vrai de s'inquiéter de la politique menée par les directions syndicales : « *Il aurait été souhaitable que les organisations qui se prétendent au service des salariés annoncent qu'elles aussi avaient un plan qui permette de faire pièce à l'offensive de la droite et du patronat et qui prépare à la contre-offensive. Elles ne le font pas. C'est regrettable, mais guère surprenant. Finalement, le meilleur ferment de la riposte pourraient bien être la droite et le patronat qui, parce qu'ils se croient désormais tout permis, multiplient les mauvais coups. À un moment ou à un autre — le plus tôt sera le mieux — leur arrogance peut provoquer des réactions qui s'étendront à l'ensemble du monde du travail.* »¹ Le morcellement, la

division des luttes et par là même, s'ils ne sont pas contrés, leur défaite programmée, tout cela ne serait que « *regrettable* ». Et il ne s'agit pas de l'expliquer — que les travailleurs se débrouillent avec le fait que ce n'est « *guère surprenant* ». Dès lors, LO se contente d'attendre que le « *ferment* » de la lutte vienne de la bourgeoisie, sans assumer le rôle élémentaire d'une organisation révolutionnaire : exposer précisément les conditions d'une mobilisation victorieuse des travailleurs.

Sur l'orientation du POI (ex-PT)

De son côté, le POI de Gluckstein-Schivardi, désormais ouvertement réformiste et nationaliste, déplore que le gouvernement Sarkozy n'opte pas pour un « *plan de relance* », c'est-à-dire pour une autre politique capitaliste. Daniel Gluckstein se lamente sur « *cette politique d'abandon de la nation* » et souhaite un gouvernement français « *digne de ce nom (sic)* ». Certes, ce gouvernement, dit-il, confisquerait les milliards de la spéculation et des exonérations sociales au patronat, renationaliserait les banques et les secteurs clés de l'industrie... Mais comment ferait-il ? Loin de préconiser un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, expropriant les capitalistes sans indemnités ni rachat, D. Gluckstein met en avant une autre politique bourgeoise, celle qui « *commencerait par le rétablissement de la souveraineté sur la politique monétaire* », gage de la « *survie de nation* »². Au pire, c'est là du nationalisme écœurant. Au « *mieux* », les « *renationalisations* » dont il est question seraient analogues aux mesures prises par le gouvernement Mitterrand-Mauroy en 1981-1982, qui étaient purement bourgeoises et ne permirent évidemment pas de résister d'une quelconque façon à la

pression du grand capital, comme le prouve la politique de ce même gouvernement dès l'année suivante !

D'ailleurs, la direction du POI sème des illusions sur le PS, à qui elle a écrit cet été, comme aux autres « *partis de gauche* », pour lui proposer de lutter contre Sarkozy ! Et Daniel Gluckstein s'étonne de ce que les dirigeants du PS soutiennent la politique du gouvernement, par exemple le RSA : « *Que ce gouvernement, au service des exploités, veuille condamner les travailleurs et les jeunes à la pauvreté et à la précarité, c'est révoltant... mais c'est dans l'ordre des choses... Mais comment comprendre François Hollande, pour qui, avec le RSA, "les socialistes ont fini par être entendus" ? Et Martine Aubry, pour qui "c'est une mesure qui va dans le bon sens, il faut la voter" ?* »³ Les dirigeants du PS ne seraient donc pas, quant à eux, « *au service des exploités* » ?

Bref, le POI, à peine né, se confirme n'être rien d'autre qu'une nouvelle mouture caricaturale du réformisme et du nationalisme typiques de la social-démocratie d'après 1914, aux antipodes de l'internationalisme ouvrier et bien sûr du trotskysme.

Sur l'orientation de la LCR

Sur le dossier crucial de la privatisation de la Poste, le porte-parole de la LCR estime que l'on pourrait préserver le service public postal dans le cadre de l'Union européenne : c'est une supercherie. Lorsque Olivier Besancenot propose à juste titre de lutter contre la privatisation de la Poste, il déclare : « *Ce qu'un gouvernement demande de faire, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas revenir dessus ensuite. On ne sortirait pas de l'Europe pour autant, d'autant plus qu'il y a une alternative pour un service public européen : on*

¹ J.-P. Vial, *Lutte ouvrière*, 15 août 2008.

² *Informations ouvrières*, n° 10, 21 au 27 août 2008.

³ Éditorial d'*Informations ouvrières*, n° 12, 4 au 10 septembre 2008.

pourrait imaginer une coopération immédiate de tous les opérateurs publics pour faire un premier pas vers un service public postal européen » (interview sur LePoint.fr). Et quand Besancenot se veut plus précis, il dit : « Cela signifie qu'on pourrait très bien, par le biais d'une nouvelle directive courageuse, envisager une coordination des divers acteurs publics de l'Union pour mettre en œuvre un service public postal européen. » Vouloir une directive pour mettre en place un service public européen, c'est clairement s'inscrire dans le cadre de l'UE et faire croire qu'on peut l'utiliser au service des travailleurs. Il ne s'agit pas d'une « gaffe » isolée, mais d'une ligne politique réformatrice : la LCR refuse de mettre cause le cadre de l'UE, et fait croire aux travailleurs qu'on pourrait mettre en œuvre une directive qui contredit les traités européens. La démarche de Besancenot est le contraire d'une démarche transitoire, qui vise à démontrer (et ce n'est pas bien dur avec l'UE) que la défense des intérêts des travailleurs exige la rupture avec les institutions capitalistes. Besancenot dit exactement le contraire, en affirmant qu'il n'y a pas besoin de sortir de « l'Europe » (naturalisant ainsi l'UE sous le vocable « l'Europe ») pour faire avancer les droits des travailleurs, et en ne traçant pas la perspective d'un gouvernement des travailleurs.

En revanche, la LCR a raison d'affirmer que, pour lutter contre les licenciements, il faut « un mouvement interprofessionnel et interentreprises » (Communiqué contre les licenciements, 10 septembre 2008). Elle a aussi raison de dire qu'à la Poste « les syndicats doivent donner rapidement des perspectives aux salariés, qui ne se contenteront pas de journées d'action successives, dont les limites ont bien été visibles dans d'autres secteurs » (Rouge, 4 septembre 2008). Cependant, la LCR ne fait pas de cette question la question centrale, alors qu'il faudrait la populariser par tous les moyens, tracts, presse, militantisme quotidien, et proposer aux travailleurs les outils pour l'affronter, notamment l'auto-organisation et le combat politique contre les directions syndicales collaboratrices.

Dans tous les secteurs et de façon interprofessionnelle, il faut être très clair sur les perspectives de lutte. Il est urgent de proposer un plan d'action alternatif fondé sur l'unification des revendications, l'auto-organisation des travailleurs, l'exigence du front unique et la dénonciation des appareils. Certes, il sera difficile à ceux — cheminots, étudiants, enseignants... — qui se sont le plus battus l'an passé, mais ont finalement été défaits, car trahis par ces appareils, de repartir immédiatement dans la lutte. Mais

d'autres secteurs peuvent commencer la bataille et être un point d'appui décisif entraînant l'ensemble de la classe : les postiers, les salariés des administrations touchés par les attaques du gouvernement, les travailleurs du privé où les grèves se sont multipliées en début d'année, les travailleurs sans papiers dont la grève pour la régularisation se poursuit depuis mi-avril, malgré le refus des directions confédérales d'étendre le mouvement et de réaliser la jonction avec les autres salariés. À l'INSEE, des assemblées générales très importantes ont déjà eu lieu (par exemple une AG d'environ 300 agents sur 600 sur le site parisien principal) face aux projets de délocalisation, et ont voté le principe de la grève.

Au lieu des journées dispersées, sans lendemain et sans perspective, il faut, partout où s'abattent les contre-réformes, les attaques contre les salaires et les conditions de travail, aider les travailleurs à s'auto-organiser, à se réunir en assemblées générales, pour tirer les leçons des défaites subies l'an passé et débattre des conditions de la riposte de classe la plus efficace, avec l'objectif de la grève tous ensemble et en même temps, seule à même d'imposer une défaite au patronat et au gouvernement. C'est dans cette perspective que des propositions comme les suivantes peuvent être discutées et adoptées.

Laura Fonteyn

Pour un plan d'action immédiat pour les travailleurs, les jeunes, leurs organisations

La multiplication des grèves dans le privé depuis le début de l'année, la lutte des enseignants, des lycéens, des agents des Impôts et d'autres fonctionnaires au printemps, la grève des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation... montrent que de nombreux travailleurs et jeunes sont prêts à combattre, d'autant plus que Sarkozy est très impopulaire (beaucoup plus qu'à la rentrée de l'année dernière). Il s'agit donc d'aider les travailleurs à s'organiser, à imposer l'unité de leurs organisations et à réaliser la convergence des luttes jusqu'à la grève interprofessionnelle, seul moyen d'obtenir des victoires :

- Il s'agit d'abord d'unifier les travailleurs et les jeunes par une plate-forme de revendications claires et communes :
- **Pour une augmentation générale d'urgence des salaires de 300 euros pour tous** et pour l'indexation des salaires sur les prix (échelle mobile des salaires), seule façon d'empêcher l'inflation de rogner le pouvoir d'achat des travailleurs !
 - **Contre l'allongement à 41 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein**, pour le retour aux 37,5 pour tous !
 - **Contre les plans de licenciements**, pour leur faire échec par la grève avec occupation et la convergence des grèves !
 - **Pour la régularisation de tous les sans-papiers** (travailleurs, familles et étudiants), contre les expulsions, les rafles et les centres de rétention, abrogation des lois anti-immigrés, contre la division et le racisme, pour l'égalité des droits.

- **Contre la mise en cause des droits des chômeurs**, pour l'indemnisation de tous et le respect de leurs qualifications !
- **Un CDI pour tous, contre la précarité**, l'allongement de la période d'essai, la prétendue « rupture à l'amiable »...
- **Pour la défense des acquis du statut de fonctionnaire** : contre la loi sur la mobilité qui prévoit la mise au chômage de fonctionnaires, pour l'abandon du rapport Pochard et du rapport Silicani pour la titularisation de tous les précaires
- **Pour le rétablissement des 22 000 postes de fonctionnaires supprimés (dont 11 200 postes d'enseignants)**, contre la « révision générale des politiques publiques » qui prévoit d'en supprimer plusieurs dizaines de milliers d'autres d'ici 2012.
- **Contre la privatisation de la Poste**, pour un service public postal de qualité sur l'ensemble du territoire !
- **Pour la défense des acquis de l'École et de l'Université publiques** : rétablissement des heures de cours supprimées dans le primaire, contre l'allègement des programmes qui en découle, maintien des BEP et du Bac Pro en 4 ans, abrogation de la loi « LRU », défense et rétablissement des diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail, contre la réforme « Darcos du lycée, pour le retrait de la signature des principales fédérations sur l'accord en 15 points !
- **Contre le plan de suppression d'hôpitaux et de services hospitaliers**, qui concerne 240 établissements dans le pays.
- **Contre la répression policière et judiciaire des mouvements sociaux**, des jeunes, des militants.
- **Défense du droit de grève**, à bas la loi sur le « service minimum » dans les transports, contre son extension ailleurs !
- **Retrait du fichier Edvige**, à bas le fichage, la surveillance et le contrôle policier généralisés !
- **Retrait des troupes françaises d'Afghanistan**, vive la résistance du peuple afghan à l'occupation impérialiste !

Pour porter ces revendications, pour gagner contre le MEDEF et Sarkozy, une grève générale sera nécessaire. La stratégie des journées d'action secteur par secteur et sans perspective mise en œuvre par les directions syndicales revient à multiplier les coups d'épée dans l'eau, jusqu'à l'épuisement, sans la moindre chance de gagner. C'est ce qu'enseignent toutes les mobilisations des dernières années, vaincues malgré leur puissance. Pour gagner, il faut lutter tous ensemble par l'arme de la grève, qui n'est efficace que si elle se reconduit et se généralise. Combattons donc tous ensemble :

- **Pour l'auto-organisation des travailleurs et jeunes en lutte, au moyen d'Assemblées générales**, intégrant les représentants syndicaux mobilisés. Ces AG permettent à tous de débattre, de décider démocratiquement et d'unifier le mouvement. Dès qu'un mouvement commence, il faut le coordonner à tous les niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables.
- **Pour imposer aux directions syndicales la préparation et l'appel à la grève interprofessionnelle, à commencer par l'appel à reconduire la grève dès qu'un secteur se mobilise fortement, car il peut servir alors de volant d'entraînement aux autres secteurs**. Les principales directions syndicales ne veulent pas appeler à la grève interprofessionnelle et à la reconduction, car elles préfèrent « négocier » avec le MEDEF et le gouvernement et craignent un mouvement qu'elles ne pourraient pas contrôler. Mais elles subissent la pression des travailleurs qu'elles sont censées représenter, lorsque ceux-ci s'organisent et se battent : c'est sous cette pression qu'elles appellent à des « journées d'action » et autres vraies-fausse mobilisations. Or *elles seules auraient aujourd'hui la capacité de lancer au niveau national une grève jusqu'à la victoire*. C'est pourquoi il faut exiger qu'elles préparent et appellent à la grève interprofessionnelle : multiplions les motions de syndicats et d'AG en ce sens et mettons-nous en grève dès que les conditions sont réunies !

Le Groupe CRI combat par ailleurs pour la construction d'un courant de lutte de classe dans les syndicats, contre la collaboration de classe et la bureaucratie. Ses militants syndicaux participent, avec d'autres syndicalistes, au CILCA (cf. <http://courantintersyndical.free.fr>) et aux Forums du syndicalisme de classe et de masse.

SALE GUERRE EN AFGHANISTAN

LA TÂCHE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES EST DE LUTTER PIED À PIED CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

« Ils sont tombés pour une certaine idée de la dignité humaine et de la liberté » : c'est en ces termes que Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes, et Hervé Morin, ministre de la Défense, ont évoqué les dix soldats français morts en Afghanistan le 18 août¹. Dignité humaine et liberté du peuple afghan : quatre jours plus tard, des bombardements dans le

district de Shindand ont fait au moins 90 morts dans la population civile, dont 60 enfants. Les habitants de la région touchée par ces bombardements ont immédiatement refusé l'aide de l'armée afghane, jetant des pierres à ses soldats aux cris de « *L'armée afghane est notre ennemie, nous ne voulons rien de nos ennemis* »². La population afghane est victime de cette guerre dans sa chair : elle sait que les

troupes impérialistes qui occupent son pays et celles qui combattent à leurs côtés sont ses véritables ennemis et qu'il faut leur résister.

¹ Bernard Kouchner et Hervé Morin, « Afghanistan : le sens de notre engagement », *Le Monde*, 30 août 2008.

² Cité dans *Lutte ouvrière*, 29 août 2008.

Vive la résistance du peuple afghan contre l'impérialisme !

Le gouvernement Karzaï à la botte de l'impérialisme est tout autant un ennemi de classe du peuple afghan. Terribles conditions de vie (70 % des habitants vivent avec moins d'un dollar par jour, 35 % souffrent de malnutrition), corruption, oppression des femmes, emprisonnement des journalistes s'ils critiquent l'application du droit islamique : l'exploitation et l'obscurantisme règnent toujours en maîtres dans le pays. Les chevaliers blancs occidentaux prétendant lutter contre les talibans, ces « *barbares moyenâgeux* » (l'expression est de Sarkozy) qu'ils avaient pourtant bien soutenus financièrement et militairement lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979, n'en ont cure. Et ils s'embourbent dans leurs euphémismes, comme au temps de la guerre d'Algérie non reconnue comme telle par l'État français : Hervé Morin, comme François Fillon, « *conteste absolument le mot guerre* » ; officiellement, il s'agit d'opérations de « stabilisation », de « maintien » ou de « restauration » de la paix... L'armée française compte 3 000 hommes en Afghanistan, sur un total de 70 000 soldats postés là-bas au nom du programme « Liberté immuable ». Sarkozy comme Bush, comme Mc Cain et comme Obama, sont tous d'accord pour renforcer davantage encore cette présence militaire, à l'heure où certains experts des questions de défense estiment que « *l'OTAN est en train de perdre cette guerre* »¹. Et de fait, les impérialistes sont fortement mis à mal dans leur entreprise guerrière. Il leur faut reprendre le contrôle du Pakistan voisin — en aidant un valet à leur service, comme le veuf de Benazir Butto, à accéder au pouvoir —, à l'heure où la résistance afghane en impose aux puissants impérialismes qui lui font face.

Certes, toutes les organisations qui se réclament encore du mouvement ouvrier demandent le

retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Mais, au nom de prétendues « *exigences sécuritaires* », la direction du PCF en appelle comme d'habitude à l'ONU pour se substituer à l'OTAN. Elle brandit le drapeau de « la France » pour assurer son rôle impérialiste de gendarme du monde parmi les autres gendarmes du monde : « [La France] *peut et doit agir en Afghanistan, comme ailleurs, afin de contribuer à une issue. C'est sa responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité. Des forces sont certainement nécessaires pour garantir la sécurité des populations civiles. Elles doivent agir sous drapeau de l'ONU.* »² La « *tragédie* » qu'évoque la direction du PCF, celle qui « *suscite un choc émotionnel légitime* », c'est la mort de dix soldats français, « *morts pour la réalisation de la mission qui leur a été donnée par les autorités françaises* », et à qui le PCF a rendu hommage, en s'associant au « deuil de la nation » décrété par Sarkozy³. Et ces gens-là ont l'hypocrisie et le cynisme de parler d'« *opérations de maintien de la paix* » !

Pour sa part, le POI dévoile un peu plus encore à cette occasion ses positions nationalistes et réformistes constitutives. Daniel Gluckstein déplore que « *l'engagement français en Afghanistan se [fasse] au compte d'intérêts étrangers aux intérêts de la nation* » et taxe le gouvernement Sarkozy-Fillon de « *gouvernement de supplétifs de l'OTAN et de l'Union européenne* »⁴ : comme si le gouvernement français, au service de la bourgeoisie française, ne défendait pas ses propres intérêts et n'entendait pas lui aussi s'emparer d'une part du gâteau dans une région stratégique pour le contrôle des ressources énergétiques. Dans son communiqué sur le sujet, le POI, évoquant l'« *alignement de cercueils couverts du drapeau français* » après l'embuscade du 18 août, juge qu'il est temps pour « la nation » de sortir

² Jacques Fath, « Afghanistan : quelques éléments pour un positionnement », *Info hebdo*, n°343, 27 août 2008.

³ Déclaration du PCF, 19 août 2008.

⁴ *Informations ouvrières*, n°11, 28 août au 3 septembre 2008.

de l'Union européenne non parce qu'elle est capitaliste, mais parce qu'elle serait « *acoquinée au capitalisme américain* », et non pour mettre en place un gouvernement des travailleurs, mais pour... « *permettre à la France de redevenir une vraie nation et de retrouver la démocratie par l'adoption d'une nouvelle Constitution garante de la République une et indivisible que nos aïeux nous ont transmise* ». Rien n'est dit de la nature de classe de cette République, mais l'héritage revendiqué indique clairement qu'elle assume sa filiation chauvine et bien bourgeoise. De fait, le mot d'ordre « *Pas d'engagement de la France dans la défense des intérêts américains, qui ne sont pas les intérêts du peuple américain* » n'effleure pas même l'idée d'un impérialisme français⁵.

La position de LO est quant à elle plus correcte, mais elle est minimale et purement passive. C'est une position de principe sur le retrait des troupes qui ne va pas au-delà. Si elle rappelle qu'il y a deux poids, deux mesures entre l'émotion suscitée par la mort de dix soldats français et le silence sur la population afghane massacrée, elle juge quand même qu'il y a là « *dix morts de trop* »⁶. C'est refuser de prendre le point de vue du peuple envahi et opprimé : nos « révolutionnaires » se sont-ils demandé ce que la population afghane pense des revers subis par les armées d'occupation ? Se placer d'un point de vue réellement anti-impérialiste suppose de dire clairement et sans détours que toute défaite de l'impérialisme est une victoire pour le peuple afghan et par là pour les autres peuples opprimés par l'impérialisme et les travailleurs de tous les pays. Évidemment, pareilles défaites supposent des morts. Dans le cas d'une armée composée pour l'essentiel d'appelés (comme durant les guerres inter-impérialistes ou la guerre d'Algérie), les organisations ouvrières doivent appeler les jeunes travailleurs et

⁵ Communiqué du POI, « Morts français en Afghanistan », 20 août 2008, *IO*, n°11.

⁶ François Duburg, « Le poids des morts », *Lutte ouvrière*, 22 août 2008.

¹ Michael O'Hanlon, expert de la Brookings Institution à Washington, cité dans *Le Monde*, 22 août 2008.

étudiants sous l'uniforme à la fraternisation avec leurs frères de classe et avec la population que l'impérialisme les envoie combattre. Dans le cas d'une armée de métier, comme c'est à présent la situation en France, la position de classe doit être claire : cette armée et ses soldats sont des ennemis, quand bien même les individus qui la composent sont des jeunes ayant fait ce choix parce que le système capitaliste leur propose là un métier, quand la situation socio-économique est difficile partout ailleurs. Avec une telle position, LO se refuse à soutenir explicitement la résistance afghane. Plus largement, elle ne se donne pas les moyens de mener un véritable combat anti-impérialiste. Au-delà de quelques articles dans son journal, elle ne propose rien, ne fait strictement rien. Elle ne prend aucune des responsabilités qui devraient incomber à une organisation révolutionnaire digne de ce nom.

Quant à la LCR, elle estime qu'« *il faut une aide politique, diplomatique et économique internationale pour permettre au peuple afghan, à ceux et celles qui veulent résister (aux talibans) de le faire* » et « *non une troupe d'occupation militaire* » (dépêche AFP, 23 août, citant Besancenot). Autrement dit, à l'intervention militaire de l'impérialisme, la LCR oppose une autre forme d'intervention impérialiste — car une aide internationale aujourd'hui ne peut être que l'œuvre des gouvernements impérialistes —, démocratique et pacifiste. Il est donc logique qu'elle ne distingue même pas les partis qui ont organisé le déploiement militaire français en Afghanistan et ceux qui lui résistent, O. Besancenot pour la LCR a dans un premier temps appelé « *tous les partis de gauche* » à organiser ensemble une manifestation pour le retrait des troupes françaises. C'est pourtant Jospin qui avait décidé la participation à cette guerre, « *avec une détermination absolue et dans la durée* », selon ses propres mots. Et les principaux responsables actuels du PS entendent bien maintenir ce cap, comme le rappelle le secrétaire

national chargé des relations internationales, Pierre Moscovici : « *Nous voulons autant que la droite lutter contre le terrorisme* », c'est-à-dire en fait contre le peuple afghan qui résiste à l'occupation impérialiste. Si quelques voix divergentes se font entendre au PS, telle celle d'Henri Emmanuelli, c'est pour réclamer que l'engagement se mène sous l'égide de l'ONU et non sous la tutelle de l'OTAN. Dès lors, pendant des semaines, la direction de la LCR, attendant peut-être que le PS effectue un virage à 180 degrés et s'enthousiasme soudain pour sa proposition, n'a avancé aucune date et est restée dans les faits passive. À présent, elle co-organise, avec le PCF, les Verts, ATTAC, les Alternatifs, etc., une manifestation le 20 septembre sur la base d'un appel scandaleux. Il s'agit une fois de plus de s'en remettre à « la France » pour qu'elle cesse de collaborer avec l'OTAN et déploie « *une politique indépendante, pour la primauté du droit international* », de réclamer les « *aides internationales promises* », et d'attendre « *une solution politique internationale* ». En fait, cet appel regrette avant toute chose « *l'alignement inacceptable sur la politique des États-Unis* ». Comble de l'ignominie : cette manifestation à laquelle se joint la LCR ne se prononce pas pour le retrait des troupes, mais contre l'envoi de renforts — elle se conclut par ces mots : « *Nous exigeons que le Président de la République renonce à l'envoi de renforts en Afghanistan et à la réintégration de la France dans le haut commandement militaire de l'Otan.* » Cela revient de fait à valider la présence de troupes impérialistes en Afghanistan.

Certes, le battage médiatique est puissant : on a rarement vu autant de lamentations sur la mort de dix soldats. Mais les organisations ouvrières n'ont pas à crier avec les loups de la bourgeoisie, elles doivent défendre une orientation clairement anti-impérialiste, c'est-à-dire défaitiste révolutionnaire. C'est pourquoi il faut refuser la position, si facile et si massivement adoptée par les organisations ouvrières, consistant à

renvoyer dos à dos les impérialistes envahisseurs et ceux qui leur résistent, tous taxés de « talibans ». La politique réactionnaire des talibans, ennemis de la classe ouvrière, doit être, évidemment et impitoyablement, condamnée. Pour autant, les révolutionnaires soutiennent toutes les forces et formes de résistance militaire aux impérialistes. Pour se défaire des talibans, qui se nourrissent de l'opposition populaire à l'occupation impérialiste, la classe ouvrière et les paysans pauvres d'Afghanistan ne peuvent compter que sur leur propre auto-organisation de classe et sur la solidarité ouvrière anti-impérialiste à l'échelle mondiale, et non pas sur une quelconque intervention, qu'elle soit militaire, économique ou diplomatique, des impérialistes. Mais la première des victoires en ce sens sera la défaite des impérialistes.

L'internationalisme exige donc de lutter ici même, en France, contre la sale guerre en Afghanistan, non seulement pour le retrait des troupes françaises, mais pour leur défaite, pour le soutien inconditionnel à la résistance afghane, pour sa victoire contre l'impérialisme français¹.

L. F.

¹ Le Groupe CRI est l'un de seuls groupes politiques en France à soutenir clairement la résistance du peuple afghan. Ni les principaux partis d'extrême gauche, on l'a vu, ni les plus petites organisations qui se revendiquent pourtant du programme de la IV^e Internationale ne le font. Ainsi le GSI (Groupe Socialiste Internationaliste) dans son communiqué du 20 août ou le Groupe pour la construction du Parti ouvrier Révolutionnaire dans son communiqué du 6 septembre, se contentent-ils d'appeler à se mobiliser pour le retrait des troupes françaises, mais ne se prononcent pas pour leur défaite et ne soutiennent pas la résistance afghane. Ces groupes cèdent ainsi à la pression de la bourgeoisie au lendemain de la mort des 10 soldats français sous les coups de la résistance afghane anti-impérialiste. Quant au Groupe Bolchevik (GB), il n'a toujours rien publié à ce sujet sur son site à la date du 11 septembre ! Mais, dans son texte du 1^{er} août, il ne soutient pas lui non plus la résistance et ne se prononce pas pour la défaite de l'impérialisme !

COMMUNIQUE DU Groupe CRI APRES LA MORT DE DIX SOLDATS FRANÇAIS EN AFGHANISTAN (23 AOÛT)

Dix soldats français ont été tués lundi 18 et mardi 19 août en Afghanistan. Ils faisaient partie des 70 000 soldats de la coalition impérialiste qui occupe l'Afghanistan. La propagande impérialiste tente de faire croire que les troupes sont sur place pour défendre les « droits de l'homme » et aider le régime démocratique de Karzaï contre des hordes barbares et terroristes. En réalité, l'occupation de l'Afghanistan est dictée par la défense des intérêts du capital monopoliste qui a besoin d'envoyer toujours plus de soldats pour maintenir en place le régime fantoche qu'il a installé. Régime qui torture, massacre, condamne à mort les libres penseurs (cf. le communiqué CRI sur la campagne pour la libération de Parviz Kambakhsh, jeune étudiant afghan en journalisme condamné à mort par lapidation pour « blasphème » : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=484> ; cf. aussi la traduction de l'appel envoyé par la Left Radicals of Afghanistan à ce sujet : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=485>), promeut la culture de l'opium au détriment de la production alimentaire pour enrichir les caïds du pouvoir, mais qui a l'immense « qualité » de servir au mieux les intérêts impérialistes.

Alors que la résistance afghane marque de plus en plus de points contre les troupes impérialistes et que la démoralisation gagne les troupes impérialistes, Sarkozy persiste et signe. Alors que, pendant la campagne électorale, Sarkozy avait promis qu'il rapatrierait progressivement les soldats français (cf. la vidéo de l'extrait de l'émission « À vous de juger » du 26 avril 2007), Sarkozy déclare

aujourd'hui : « *Si c'était à refaire, je le referais* », à propos de l'envoi de troupes supplémentaires en avril 2008. Et il ordonne aux soldats français de « relever la tête » : « *Ici se joue une part de la liberté du monde* », ose-t-il affirmer des trémolos dans la voix ! Ce cynisme écœurant est celui qui accompagne toutes les expéditions impérialistes : avec l'aide des médias aux ordres, il faut abreuver les travailleurs de beaux discours fausement humanistes pour qu'ils soutiennent une cause (et les morts qui vont avec) qui défend des intérêts opposés aux leurs.

Sarkozy peut compter sur le soutien du parti « socialiste » qui, au delà de gesticulations politiciennes pitoyables, ne réclame aucun retrait des troupes françaises, pas même celles qui ont été envoyées en supplément en avril dernier ! Rappelons-nous que la décision d'envoyer des troupes en Afghanistan a été prise conjointement, en 2001, par Jospin et Chirac. Aujourd'hui, Hollande prône simplement une redéfinition des missions des troupes : « *nous sommes maintenant dans le maintien de l'ordre* », a-t-il estimé, en jugeant que le rôle du contingent français devrait se limiter à celui d'« encadrement » de l'armée afghane. Autrement dit, il faut laisser en première ligne les troupes de Karzaï et se placer derrière pour éviter les pertes ! En bon « patriote », Hollande préfère que ce soit des Afghans qui se fassent massacrer pour la défense du capital monopoliste français !

Quant au parti « communiste », il exige le retrait des troupes françaises (et uniquement

françaises...), mais il veut en fait, comme le PS, une redéfinition des missions des troupes d'occupation et réclame « *une mise à plat urgente des opérations de maintien de la paix, en particulier concernant l'Afghanistan, pour en redéfinir les principes, les moyens et les finalités* ». Le PCF veut un impérialisme « à visage humain » qui apporterait le pain, l'amour et la démocratie au peuple afghan...

Face au déferlement de la barbarie impérialiste, les communistes révolutionnaires ne sont pas « neutres » : nous sommes pour la défaite de l'impérialisme, et notamment de l'impérialisme français qui participe à la coalition impérialiste. Même si la résistance du peuple afghan face aux troupes impérialistes est dirigée par des ennemis des travailleurs (les Talibans), nous soutenons inconditionnellement la résistance. Car le retrait des troupes impérialistes est une condition nécessaire, mais évidemment pas suffisante, de l'émancipation des travailleurs afghans.

Sarkozy a décrété un hommage national jeudi 21 août : « *Aujourd'hui, c'est un jour de deuil pour la nation française.* » Il a pu notamment compter sur la présence aux cérémonies d'union sacrée de Delanoë, Giscard, Hollande, ou encore Le Pen. Ce deuil national n'est pas le nôtre.

Il est de la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier de ne participer d'aucune manière à l'union sacrée autour de Sarkozy, et de s'unir pour imposer le retrait immédiat des troupes.

Retrait immédiat des troupes françaises et de toutes les troupes d'occupation !

À bas le régime d'oppression de Karzaï à la botte de l'OTAN !

**Vive la résistance du peuple afghan à l'occupation,
jusqu'à la défaite des impérialistes !**

APPEL À LA MANIFESTATION DU 6 SEPTEMBRE À PARIS

POUR LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES D'AFGHANISTAN

La manifestation du 6 septembre, organisée par de petites organisations à l'initiative de l'association CAPJPO-Palestine, a été un premier pas concret pour la mobilisation contre la sale guerre en Afghanistan, pour le retrait des troupes françaises. Le Groupe CRI a donc immédiatement signé et diffusé cet appel important (malgré la phrase suggérant que l'armée française aurait servi autrefois à défendre le pays, alors qu'elle a en fait toujours été au service de la classe dominante). Malheureusement, ni le PCF, ni le POI, ni la LCR, ni LO, ni même les petits groupes soi-disant « trotskystes » n'ont voulu appeler à cette manifestation et y participer.

Que fait l'armée française en Afghanistan ? À part semer la mort et la désolation dans un pays détruit par trente années d'occupation étrangère et de guerres civiles ? Il y a déjà longtemps que l'armée française ne sert plus à défendre notre pays, au point que le gouvernement a annoncé la liquidation de la plupart des régiments censés défendre le territoire, pour ne garder que des troupes dédiées aux « opérations extérieures » (soit 13 000 soldats français aux quatre coins du monde, pour quoi faire ?) On ose nous parler de défense de la « liberté », des « droits de l'homme » voire, comble de cynisme, de "défense des droits de la femme", alors qu'il n'y a jamais eu

autant d'hommes et de femmes tuées, de veuves et d'orphelins, avant que des troupes étrangères envahissent l'Afghanistan. Curieusement, nos dirigeants qui se prétendent émus par la condition de la femme afghane, entretiennent d'excellentes relations avec des pays comme l'Arabie Saoudite, qui n'ont pas la réputation d'être particulièrement féministes.

Quelle « civilisation » les engins de mort sont-ils en train de défendre ? Quelles leçons de démocratie ont à donner des États qui lâchent des bombes sur les populations, qui ont semé le chaos en Indochine, en Algérie, en Afrique comme en Amérique du Sud, sans parler d'Hiroshima et de Nagasaki ? Ils ont détruit l'Irak, mis à sac le Liban et étranglent la Palestine. Pour quel résultat ?

Quant au « terrorisme », nos gouvernements ne le combattent pas, ils le développent dans le monde entier, en agressant des pays, en semant la terreur. N'oublions pas au demeurant, que ces fameux talibans ont été armés, financés, entraînés par les États-Unis et considérés comme des « soldats de la liberté », avant d'être désignés comme des terroristes.

Assez de mensonges ! Comment, dans notre « démocratie », un président peut-il envoyer des troupes dans un pays qui ne nous attaque pas, après avoir affirmé lors de son élection, qu'il était opposé à la

présence de troupes françaises en Afghanistan ?

Enrôler des jeunes à partir de 17 ans et demi pour aller tuer des milliers d'hommes, des femmes et des enfants, est criminel.

Mais il y a un moyen simple et immédiat pour que ces engagés cessent de mourir et de tuer pour une cause qui n'est pas la nôtre : c'est en quittant tout de suite ces pays où ils n'auraient jamais dû aller.

À bas les guerres impérialistes !

Troupes françaises, troupes de l'Otan, hors d'Afghanistan !

TOUS PLACE DU CHATELET
A 14 H 30
SAMEDI 6 SEPTEMBRE

Premiers signataires : CAPJPO-EuroPalestine, Américains Contre la Guerre, Droits Devant !, Réseau Solidaire Citoyens, GUPS, Théâtre du Tiroir, Association Solidarité Mayenne Algérie, Enfants de Palestine, Comité Poitevin France Palestine, "5 minutes pour rêver", ASTR (Association de Solidarité Tourcoing Rafah), Niort pour la Palestine, Odile Tobner (auteur du livre « Le racisme français »), Jean Baumgarten (auteur de « Pâle Palestine »), SOS Sexisme, ISM (International Solidarity Movement), MIR (Mouvement des Indigènes de la République), Groupe CRI.

ENSEIGNEMENT

CONTRE-REFORMES ET « RESTRUCTURATION » DU SYSTÈME ÉDUCATIF

En mars 2000, le Conseil européen de Lisbonne a décrété que, d'ici 2010, l'Union Européenne devait « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Le vocabulaire emprunté aux secteurs soumis aux lois du profit pour définir les objectifs en matière d'éducation, annonçait l'extension des pratiques de ces secteurs à celui de l'Éducation. Sous couvert de nécessaires réformes, de modernisation, le gouvernement ne fait que désorganiser le système

éducatif de manière à éponger les suppressions de postes : 11 200 personnels de moins pour la rentrée 2008, 13 500 suppressions supplémentaires programmées pour la rentrée 2009 et environ 55 000 de 2009 à 2012. Malgré les communiqués d'auto-satisfaction du ministère, la rentrée se déroule dans des conditions ubuesques : classes sans professeur, suppression massive des dédoublements de classe, augmentation du nombre d'enseignants affectés sur deux ou

trois établissements, professeurs surchargés d'heures supplémentaires et mesures de rétorsion contre ceux qui les refusent, etc.

La communication du ministre de l'Éducation nationale pour camoufler cette saignée n'est qu'une tromperie. Dans le premier degré, il annonce du soutien pour les élèves en difficulté. Cette mesure dont la mise en œuvre reste encore assez floue ne compensera jamais les difficultés créées par les deux heures de classe en moins pour tous chaque semaine,

des programmes alourdis et des effectifs par classe en hausse. De plus, cette annonce intervient alors que les suppressions de postes touchent essentiellement les Réseaux d'Aides Spécialisés aux Élèves en Difficulté (RASED), réseaux constitués de psychologues scolaires, d'enseignants spécialisés chargés de rééducation et d'enseignants spécialisés chargés de l'enseignement et de l'aide pédagogique.

Au collège, Xavier Darcos annonce vouloir « offrir aux élèves modestes la possibilité de recevoir des "petits cours" que d'autres peuvent s'offrir dans des officines privées ». Cependant, au fil des années, les horaires n'ont cessé de diminuer, les possibilités de dédoublement et les conditions de vie de classe permettant de suivre correctement tous les élèves ont disparu. L'accompagnement éducatif que propose le ministre n'est pourtant que peu financé. Les établissements ont reçu à peine de quoi payer un seul professeur, une heure par soir. Davantage de moyens ont par contre été débloqués pour payer des intervenants extérieurs, mais ce choix est à relier à la volonté sous-jacente de faire assurer l'enseignement de l'Éducation Physique et Sportive ou encore des Arts Plastiques par des personnels qui ne seraient pas à la charge directe de l'État.

Concernant le lycée, le ministère de l'Éducation nationale a décidé de supprimer les Brevets d'Études Professionnels (BEP) en les remplaçant par des Baccalauréats Professionnels préparés en 3 ans au lieu de 4 jusqu'à présent, afin de mieux répondre aux besoins du patronat. D'abord, il reste à faire le bilan des ouvertures de BAC pro et des fermetures de BEP. Des cas

d'élèves forcés de redoubler leur troisième car n'ayant trouvé de place ni en BAC pro, ni en BEP, ont été signalés. De plus, quelle est la solution pour les élèves ayant 16 ans et dont le niveau scolaire ne leur permet pas d'accéder à un BAC pro ? La sortie du système scolaire sans diplôme et la perspective d'une carrière précaire semblent attendre ces élèves.

Mais le gros morceau de cette année sera la réforme Darcos du lycée. Il s'agit de mettre en place une « organisation modulaire » : au lieu d'heures de cours correspondant à une grille horaire et des programmes nationaux, les élèves auraient un « parcours individualisé » (cours obligatoires, options et heures d'étude ou de soutien) avec une autonomie accrue des établissements, dans le contexte de la suppression de la carte scolaire. L'objectif est de briser le caractère national et principalement public de l'enseignement, de diminuer massivement les heures de cours et de redéfinir les programmes dans le sens des besoins du capital. Le baccalauréat risque d'être bientôt remis en cause. Une telle réforme suppose la destruction de l'actuel statut des enseignants, dont les obligations de service sont définies en nombre d'heures d'enseignement devant les élèves. C'est le projet commun à tous les gouvernements au service du capital. Les enseignants travailleraient plus longtemps et seraient astreints à une présence accrue au lycée, tout en faisant des tâches jusqu'ici réalisées par d'autres personnels (COPSY, surveillants).

Les mesures annoncées du gouvernement sont censées régler des problèmes que crée ou accentue sa propre politique. Perversion à laquelle doit être ajoutée celle-ci :

l'accompagnement éducatif se faisant sur la base du volontariat, les élèves en échec, qui rejettent souvent l'école, risquent de ne pas participer à ces dispositifs. La technique consistant à présenter des solutions à un problème dont on se débarrasse préalablement est assez caractéristique de l'arrogance idéologique de ce gouvernement vis-à-vis des laissés pour compte, les renvoyant à leur propre responsabilité comme prétendue cause de leur échec. Il s'agit ainsi de refuser de donner aux élèves le maximum de moyens pour qu'ils réussissent scolairement, en délivrant à la majorité des enfants des classes populaires une formation *a minima*, tandis qu'une éducation de qualité sera encore plus réservée à une minorité privilégiée. Cela favorisera encore davantage le développement de la précarité et des bas salaires nécessaires au système capitaliste.

Dans ces conditions, il est clair que les « réformes » de Sarkozy-Darcos doivent être combattues frontalement avec la plus grande détermination. Il est donc inadmissible que la plupart des directions syndicales refusent de les combattre réellement, allant dans le secondaire jusqu'à signer un protocole d'accord pour co-élaborer la contre-réforme avec le ministère ! Les signatures syndicales sur cet accord doivent être retirées et le combat pour mettre en échec l'ensemble des réformes Darcos immédiatement engagé. C'est ce qu'attendent dans leur majorité les enseignants qui se sont mobilisés massivement ces deux dernières années pour défendre leur métier et les acquis de l'école publique.

Nicolas Faure

EXPÉRIENCE DE MOBILISATION À CLICHY ET DANS LE 92 NORD. QUELLES PERSPECTIVES POUR LA RENTRÉE 2008 ?

Tribune libre d'un syndicaliste enseignant, publiée par le CILCA, <http://courantintersyndical.free.fr>

Le désengagement de l'État en matière d'Éducation s'est déjà fait sentir à la rentrée 2007 avec environ 5 000 suppressions de postes. Cependant, l'annonce du gouvernement de supprimer plus de 11 000 postes pour la rentrée 2008 et les conséquences concrètes en termes de conditions de

travail (augmentation du nombre d'élèves par classe, impossibilité de dédoublement des classes dans les matières expérimentales, les langues, etc.) et d'offre de formation (suppression d'options et de filières BEP) ont constitué les éléments déclencheurs d'une mobilisation puissante. Cette

puissance s'explique également par le refus du gouvernement d'augmenter les salaires et par le projet de casse de la fonction et du service publics d'éducation que le rapport Pochard.

La limite du supportable a été atteinte pour de nombreux enseignants qui jusque-là restaient sceptiques sur la

possibilité de mettre un frein au plus vite à la politique gouvernementale. Les résultats de la grève nationale du 18 mars, à l'appel des syndicats, ont été particulièrement bons dans trois des cinq établissements de Clichy. Cependant, de nombreux échanges ont fait apparaître la conscience que les journées d'action éparpillées ne constituaient pas une réponse susceptible de contrer les attaques du gouvernement. Des militants syndicaux de lutte ont alors entrepris d'organiser la suite de la mobilisation, dans un premier temps au niveau de la ville, en relation avec les collègues mobilisés de l'AG d'Île-de-France, notamment du 93.

Le jeudi 20 mars, une première assemblée générale a réuni une cinquantaine de lycéens, de parents d'élèves et de professeurs des cinq établissements secondaires de Clichy. Un bilan des attaques a été dressé (environ 20 suppressions de postes sur la ville !) et une liste de diffusion constituée afin de faire circuler les informations et d'organiser le mouvement.

Le mardi 25 mars, une deuxième assemblée générale s'est tenue, une liste de revendications et un calendrier d'action ont été adoptés. Afin de mobiliser le maximum de forces en présence, ces actions ont visé à informer les parents d'élèves et la population (tractage, signature de pétition, contacts avec la presse), à étendre le mouvement au primaire et aux enseignants du secondaire non encore mobilisés. Une manifestation a été organisée dans Clichy et des délégations d'enseignants se sont adressées aux professeurs non grévistes du jeudi 27 mars. Ces interventions ont permis de faire émerger des débats et de rompre un cercle vicieux, transformant le « pourquoi je bougerais si les autres ne le font pas ? » en « les autres bougent, pourquoi pas moi ? ». Cet effet d'entraînement a été un facteur important dans la mobilisation, la participation des professeurs des établissements les moins mobilisés a été plus importante aux AG et aux actions (grèves, tractages, campagne de signature de pétition...) qui ont suivi. Des tournées dans certains établissements des villes voisines et dans quelques écoles de Clichy ont également été organisées.

La volonté des enseignants, parents et élèves en lutte d'agréger le maximum de forces s'est également concrétisée en invitant des enseignants d'autres établissements du bassin à l'assemblée

générale du mardi 1er avril. Des enseignants de Levallois, d'Asnières, de Villeneuve-la-Garenne, de Courbevoie, de Gennevilliers et de Nanterre se sont rendus à cette AG et à celles qui ont suivi. Des responsables syndicaux du 92 se sont également joints à ce noyau de mobilisation et ont soutenu les revendications exprimées, telles que la nécessité d'accélérer le calendrier de mobilisation proposé jusqu'alors par les directions syndicales, d'appeler à une grève « Île-de-France » le jeudi 10 avril (alors que seuls les syndicats du 93 avaient appelé dans l'unité à celles des 20 et 27 mars) ou encore de faire la jonction avec les actions des enseignants du primaire le mardi 15 avril. Ces journées s'inscrivant dans une logique d'extension du mouvement ont connu un succès, même si certains enseignants ont fait une « pause » mardi 15 avril. Des actions après les vacances de Pâques ont également été programmées : inauguration d'une banderole sur la Mairie (les élus locaux ont soutenu le mouvement et ont écrit à l'Inspection d'Académie pour appuyer les revendications), tenue de réunions dans certains établissements ainsi que d'une réunion publique pour informer les parents d'élèves et réussir les journées d'action nationales des 15, 18 et 22 mai.

Lors de l'AG Île-de-France du 27 mars, il a été fait part du besoin pour les directions syndicales que des indices de mobilisation existent avant qu'elles ne lancent des appels à la grève. Dans le 92 Nord, des enseignants, des parents, des lycéens et des représentants syndicaux (notamment du SNES, de la CGT, de SUD et de la CNT) ont participé à la construction des indices nécessaires aux directions nationales pour qu'elles appellent à la grève du 15 mai.

Ils ont également construit les conditions d'une lutte volontariste, misant sur la capacité de la « base » à s'organiser et à se mobiliser. Ils ont ainsi mis en œuvre une culture d'appropriation du mouvement, opposée à la lutte par procuration qui laisse le champ libre au gouvernement pour corrompre certaines directions syndicales. Celles-ci, par malhonnêteté ou par absence de vision à long terme, et pour garder les prérogatives de leurs appareils, font le jeu du gouvernement en s'efforçant de dissoudre le mécontentement des salariés dans des grèves ponctuelles ; grèves dont les mots d'ordre n'ont cessé de varier malgré leurs insatisfactions, entérinant ainsi les

défaites passées et ne faisant pas apparaître de perspectives de victoires futures.

S'il fallait trouver un caractère positif à leurs manières de conduire la lutte cette année, il faudrait oser dire que les divers accords que ces directions ont pu signer avec le gouvernement ne feront qu'accélérer la prise de conscience pour la base qu'elle ne peut vaincre en luttant par procuration, par l'élection de délégués à qui il est laissé carte blanche.

La tenue d'assemblées générales locales, leur coordination aux niveaux départemental, régional et national, l'élection de délégués révocables dont les interventions dans des assemblées générales plus larges ou dans les instances syndicales doivent se faire sur la base de mandats clairs, faisant notamment état des revendications et des actions envisagées pour en obtenir la satisfaction, sont des éléments essentiels pour la victoire sur le gouvernement Sarkozy.

Certaines sections syndicales, notamment le SNES 92, a fait un premier pas en ce sens en proposant que se tiennent des AG dès la prérentrée. Des propositions d'actions émergent également comme le recours à la grève reconductible et le blocage de l'appareil de production. L'Inter FSU 87, de Limoges, émet même quelques précisions : blocages des dépôts d'hydrocarbures, blocage des hypermarchés, barrages routiers... Des axes de revendications se distinguent : les salaires (des retraites et des services publics...) et l'emploi (suppressions de postes, attaque des statuts...). Concernant ces problèmes, le gouvernement Sarkozy a montré son incapacité à les résoudre et son acharnement à continuer de mettre en place ses mesures tenant de l'acharnement idéologique. S'étant attribué dans ses discours le monopole du pragmatisme, ce gouvernement montre non seulement son caractère idéologique, mais également sa capacité éhontée à user d'une propagande intellectuellement malhonnête. Notons également que ces axes concernent tous les secteurs, privés comme publics, et constituent la base de l'essentielle convergence de ces secteurs pour la victoire.

**S., syndicaliste
enseignant 92 Nord**

NON AUX LICENCIEMENTS ! NON AUX 4x8 ! RÉSISTER POUR EXISTER SOLIDARITÉ DE CLASSE AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DU SITE GOODYEAR DUNLOP D'AMIENS !

Tract de militants du Collectif pour un Syndicalisme de Classe et de Masse
de la région lyonnaise, soutenu notamment par le CILCA

Grâce à leur mobilisation et à leur détermination, les travailleurs du site Goodyear Dunlop d'Amiens ont remporté le rejet massif de l'accord instaurant les 4x8. Suite à cette victoire, les patrons prétendent engager des procédures de licenciement dès la rentrée de septembre. Le combat continue. La lutte de la rentrée de septembre s'annoncera dure et déterminante surtout que des écueils seront à surmonter.

Le premier écueil : le syndicalisme d'accompagnement et de collaboration de classe

Les travailleurs de Dunlop viennent d'en faire l'amère expérience. Elle existe jusque dans les rangs de la CGT après la signature d'un accord 4x8 par les délégués CGT aux côtés de CGC, FO et CFTC.

Dès le lendemain, ils ont récusé cet «accord» de la honte et ont manifesté leur désaccord et surtout leur refus en brûlant des pneus et en se rassemblant devant la boîte pour élaborer la riposte. Cette première démonstration a eu pour effet de balayer l'équipe dirigeante CGT collabo qui fut remplacée par une nouvelle équipe CGT plus proche des travailleurs. Fort heureusement.

L'accord signé a été dénoncé auprès des tribunaux par les travailleurs et leurs syndicats CGT et SUD du site Goodyear Dunlop qui ont obtenu gain de cause. Mais ce n'est pas pour autant que l'écueil du syndicalisme d'accompagnement et de collaboration de classe avait disparu. Pour s'en sortir le patronat embarqua donc les syndicats dans des négociations de «contre plan» de développement industriel. Ce terrain là, c'est celui des patrons et des experts où les travailleurs n'ont aucune prise. Il les éloigne de la défense de leurs intérêts, de leurs emplois et leurs conditions de vie et de travail.

Mais les travailleurs de Goodyear Dunlop soudés, déterminés contre les 4x8 sont très vigilants. Ils savent que pour remettre en cause ces horaires d'un autre âge, gagner le maintien de tous les

emplois, il va falloir qu'ils continuent dans la même unité et avec la même détermination, en défendant leurs intérêts de classe de travailleurs.

Le deuxième écueil : s'en remettre aux tribunaux.

Les travailleurs et leurs syndicats en lutte ont eu recours aux tribunaux contre les actes de délinquance patronale (blocage lockout, accord 4x8 contre lequel la grande majorité des salariés du site s'étaient prononcés). Les tribunaux ont tranché en leur faveur, mais il faut bien avoir à l'esprit que c'est leur lutte soufflant le vent de la colère et de la révolte qui en a été le déterminant. Ce n'est pas la force du légalisme qui a permis ce succès, mais celle de leur mobilisation. Les batailles juridiques, l'interpellation des pouvoirs publics font partie de l'arsenal des travailleurs en lutte et de leurs syndicats, mais attention danger aux illusions légalistes.

Les jugements des tribunaux et les déclarations de soutien des pouvoirs publics, aussi favorables soient-ils aux travailleurs, ne seront jamais des remparts, des protections. Les travailleurs doivent prendre conscience avant tout de leur propre force et alors tout est possible.

Le troisième écueil : l'isolement

Pour l'instant, l'absence de solidarité des travailleurs des autres boîtes de pneumatiques et de tous les exploités est un constat. Patronat, bon nombre de médias aux ordres, de dirigeants syndicaux et politiques font tout pour rendre leurs luttes inaudibles aux autres travailleurs. Les Goodyear Dunlop en savent quelque chose avec le chantage et les pressions que leur direction leur fait subir, en prétendant que c'est leur refus des 4x8 qui oblige à licencier plus de 400 personnes.

Les GOODEYAR DUNLOP savent bien que partout où les travailleurs ont consenti des sacrifices au prétexte de

sauver des emplois chaque fois ce sont eux qui ont payé la note par des licenciements voire des fermetures de boîtes quelque temps après. Car pour ces charognards malgré un taux de productivité accrue leur taux de rentabilité financière leur est encore insuffisant.

L'heure n'est pas à l'attentisme, à l'hésitation, rien ne sera plus néfaste

La lutte des Goodyear Dunlop contre les 4x8 et pour le maintien de tous les emplois est la nôtre. Nous devons la soutenir ! Résolument, largement et sans aucune hésitation !

C'est pourquoi, nous militants du syndicalisme de classe et de masse, avons la volonté de populariser vos luttes, démontrer que votre combat est le nôtre, faire partager aux autres boîtes que c'est ensemble que nous vaincrons et que les 4x8 seront envoyées aux poubelles de l'Histoire et que tous les emplois seront sauvés. Aujourd'hui, c'est Amiens mais demain ? !

Nous nous engageons à les populariser :

- En faisant connaître les sites des travailleurs et leurs syndicats en lutte :

- Forum des salariés Goodyear : <http://goodyear.exprimetoi.net>

- Syndicat CGT Goodyear : <http://www.cgt-goodyear-nord.fr>

- Syndicat SUD Goodyear : <http://www.sudgoodyear.org>

- En leur envoyant des messages de soutien : <mailto:contact@cgt-goodyear-nord.fr>

- En faisant s'impliquer nos syndicats pour organiser le soutien financier (collectes) et physique en préparant des déplacements à Amiens pour soutenir leurs luttes prochaines

Lyon, 4 août 2008
Des membres du Collectif pour un Syndicalisme de Classe et de Masse, soutenu notamment par le CILCA

BULLETIN « RÉSISTONS ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES » (n° 67, septembre 2008)

Pour l'information de ses lecteurs et par solidarité militante, Le CRI des travailleurs a décidé d'intégrer désormais régulièrement dans ses colonnes le bulletin Résistons ensemble, édité par un réseau militant contre la répression et les violences policières. Ce bulletin étant mensuel, alors que notre journal est bimestriel, nous n'en reproduisons qu'un numéro sur deux. Tous les numéros sont sur le site <http://resistons.lautre.net>

Les mamelles de l'impérialisme français

La France est engagée dans « *un combat essentiel contre la barbarie, l'obscurantisme et le terrorisme* », elle a « *en charge avec les autres grands pays du monde la responsabilité de la paix dans le monde* ». Non, ça ne date pas de l'empire colonial français. C'est Sarkozy à Kaboul le 21 août justifiant l'engagement militaire français en Afghanistan, mais aussi les interventions militaires et politico-économiques en Afrique et ailleurs. Parce qu'il faut utiliser un gros mot : c'est l'impérialisme français. Sous couvert de la défense des droits de l'homme, il s'agit pour l'État d'opprimer, soumettre, exploiter des pays, des peuples. Pour les USA, la Russie, la Chine, pareil. En ex-Yougoslavie, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, le sang coule.

Mais Sarkozy ajoute encore : « *la défaite à l'autre bout du monde se paiera d'une défaite sur le territoire de la République* ». Kezako ? Pour nous aussi un lien existe entre cet impérialisme à l'extérieur et la politique sécuritaire à l'intérieur. Pour assurer sa place entre autres nations, le pouvoir a besoin d'un arrière-pays calme. Fichage, lois répressives, prisons bourrées, campagne contre la « *mouvance anarcho-autonome* » et la fraîche « *nébuleuse libertaire* », déportation des sans-papiers... Sans oublier que les guerres là-bas permettent un certain maintien des conditions de vie ici, où nous profitons des miettes du

profit. Ne chialons pas sur le sort des soldats professionnels en Afghanistan, ne jouons pas aux pacifistes naïfs. Ce sont les liens entre ici et là-bas qu'il faut éclairer.

Loi du silence sur les CRA : ne laissons pas faire !

Ce gouvernement veut nous imposer le silence en criminalisant systématiquement toutes les formes de solidarités aux justes révoltes. Oui, le CRA de Vincennes a été réduit en cendres, oui les retenus par leur révolte, réprimée dans une violence inouïe, ont dénoncé cette politique du chiffre qui tue. Alors oui nous sommes solidaires avec les retenus qui brûlent leurs prisons. Les 5 retenus du CRA de Vincennes ont été mis en examen et sont incarcérés, suspectés de mise à feu. La *Cimade*, seule assoc à être jusque-là admise dans les CRA, est priée de se calmer ou de dégager : après son rapport de 2007 sur les CRA, ses 4 plaintes auprès de L'IGS en février pour des retenus hospitalisés suite à des violences policières, plus une vingtaine d'autres déposées au parquet, il fallait, pour le gouvernement, pouvoir contrôler davantage sa capacité critique. Autre fait cet été : une plainte a été déposée par Hortefeux et Dati contre *SOS sans papiers* (pétition de soutien à signer sur

<http://comitesoutien.sospap.free.fr/>) qui milite, avec d'autres militants et collectifs, pour la fermeture des CRA. Cette assoc, qualifiée par les ministres de « *groupuscule d'extrême gauche* », a été accusée d'avoir appelé à « *brûler* » les centres. Mais tenter de réduire au silence les révoltes des retenus des CRA a échoué et continuera d'échouer. D'ailleurs la preuve en était faite au mois d'août avec les incendies du CRA de Mesnil Amelot. Les 5 retenus incarcérés, tout comme les militants luttant contre toutes les formes d'enfermement eux aussi incarcérés ne serviront pas de boucs émissaires aux mains de cet État d'exception qui fiche et enferme. Mobilisons nous pour la création de

comités de soutien, larges et solidaires.

Ça continue

C'est au tour de Damien d'être enfermé préventivement sous instruction anti-terroriste à Villepinte depuis le 14 août. Sous contrôle judiciaire depuis janvier, il a été accusé comme Isa et Juan d'avoir tenté de brûler une voiture de flics en mai 2007. Le 2 septembre à 9h, des taulard-e-s de Rouen (où est Isa) ont pu voir une banderole « *Feu aux prisons* » flotter dans les airs et entendre pétards et feux d'artifice. À 21h30, un autre feu d'artifice éclate à Villepinte. Le lendemain, on voit une banderole « *Liberté pour les prisonniers* » près de la maison d'arrêt de Villepinte, et sur l'A1 en direction du camp de rétention de Roissy : « *Au Mesnil-Amelot comme ailleurs, à bas les prisons* ». Rappelons que suite au rassemblement du 2 juillet devant la prison de Fresnes (où est Juan), 4 personnes passaient en procès le 3 septembre (reporté au 14 octobre, 13h30, 11^e chambre du tribunal de Créteil).

Nouvelles démonstrations du cynisme d'État

En Juillet, une première : deux enfants (de 5 et 7 ans) ont été mis en rétention avec leurs parents au CRA d'Hendaye. Réaménagé à cet effet voilà quelques mois, on a simplement attendu la fin de l'année scolaire rendant bien plus difficile une mobilisation autour de ces enfants qui bénéficiaient pourtant de nombreux soutiens à Pau.

Début août, la police a interpellé quatre travailleurs sans papiers sur un chantier, deux d'entre eux ont été enfermés au CRA du Mesnil Amelot, leurs employeurs n'ont pas été inquiétés. Jusque-là rien de plus tristement habituel. Mais on apprend ensuite que ce chantier est celui de l'extension de ce CRA : l'employeur de ces hommes est ce même État qui ensuite les enferme et les expulse !

Employés à construire leur propre prison ! Qui ose encore prétendre que la réponse de ces hommes et femmes à tant de cynisme devrait être mesurée ?

Pass Navigo : un million de « récalcitrants »

Cela fait un moment que la RATP et la SNCF ont décidé d'en finir avec la carte orange et d'imposer aux franciliens le pass navigo, sorte de carte d'identité bis qui au moyen d'une puce RFID enregistre tous nos déplacements. Mais un tiers des usagers entendent rester fidèle à leur carte vieille de trente ans ; pourtant les annonces et les leçons de morale des agents sont continuelles. On réduit de façon drastique les guichets qui vendent des cartes oranges qu'on ne peut acheter que par chèque. Certaines institutions (Éducation nationale, ANPE...) ne veulent plus prendre en charge le remboursement de ce titre de transport... On ne saurait alors plus prêter le refus de ce million de « récalcitrants » (selon la SNCF) à la seule force de l'habitude : à ce degré-là il s'agit d'une vraie résistance, alors tenons bon !

Non à l'extradition de Marina Petrella !

Marina est toujours hospitalisée dans un état grave que les médecins qualifient de « crise suicidaire majeure ». Abrogation du décret d'extradition et l'application de la clause humanitaire. Rassemblement hebdomadaire tous les jeudis à 18h30 devant Beaubourg à Paris. Infos, pétition à signer : <http://www.paroledonnee.info/>

Bientôt : Police Academy dans le ghetto

Susceptible d'accueillir 6 000 flics en formation, l'école de police fait près de 500 mètres de long. Un projet de 2 Mds de dollars dans le Queens. Avec l'ancien maire de New York, Rudolf Giuliani, les effectifs policiers ont presque quadruplé et c'est au nouveau, le milliardaire Bloomberg, qui veut « améliorer la qualité du service à la communauté », que revient le boulot de formation. À l'intérieur pourront s'aligner au même moment près de 100 flics pour s'entraîner au tir. Parmi tous les

équipements, le « tactical village », où seront reproduits trois blocks de New York et une station de métro. Les flics s'y exerceront à appréhender et zigouiller les malfrats et terroristes à l'aide de paintballs. Un ver de plus dans la grosse pomme.

Ma 6-T a Craké à Montréal-Nord !

Le soir du samedi 9 août, l'agent Jean-Loup Lapointe du Poste 39 et sa partenaire débarquent dans un parc où des jeunes jouent aux dés. Les flics tentent une arrestation aussi brutale qu'illégale sur un jeune et dans la mêlée qui s'ensuit, Lapointe dégainé et tire 4 balles. Le jeune Freddy Villanueva, 18 ans, frère de celui qui était menotté, atteint de 3 balles meurt à l'hôpital. Deux autres jeunes sont aussi blessés par balles. Le lendemain soir, après une manif spontanée et pacifique une émeute éclate. Des feux de poubelles sont allumés dans la rue, les pompiers sont pris pour cible, de même que les flics, un ambulancier et des journalistes. Des voitures de pompiers sont brûlées et la caserne vandalisée. Des commerces sont pillés. Une policière est atteinte par un coup de feu. 500 flics sont mobilisés et 7h plus tard ils reprennent le contrôle de la cité... Jusqu'à la prochaine explosion sociale !

Infos: <http://cobp-mtl.ath.cx> – cobp@hotmail.com – <http://www.cmaq.net/node/30723> – <http://www.cmaq.net/node/30802>

Sidi Ifni (sud-ouest du Maroc)

Intervention policière sauvage du 7 juin suite à une manifestation de jeunes chômeurs. 110 personnes arrêtées, plusieurs dizaines de blessés, entre 4 et 8 personnes auraient été tuées. Depuis les manifestations continuent, notamment pour exiger la libération des arrêtés et la vérité sur la répression. Infos : <http://www.france.attac.org/spip.php?article8719>

Gafsa (Tunisie)

La justice tunisienne inflige le 14 août une lourde peine d'emprisonnement à Zakia Dhifaoui et à ses co-accusés, criminalisant ainsi toute solidarité avec le mouvement social (manifestations, grèves, occupations...) qui dure

depuis janvier 2008 dans le bassin minier de Gafsa. Solidarité ! Contact : www.crltdt.org

Gènes (Italie)

Sept ans après les violences commises dans la caserne Bolzenato lors du sommet G8, quarante-cinq carabinieri, membres de l'administration pénitentiaire et médecins étaient accusés de sévices et traitements vexatoires... Seuls quinze parmi eux ont été condamnés. Trente ont été acquittés !

Pas de guerre propre

L'association militante CAPJPO-EuroPalestine est poursuivie en justice depuis le 29 août par l'Association de Défense des Droits des Militaires (ADEFDROMIL) pour avoir parlé de « sale métier » à propos de la soldatesque professionnelle française en Afghanistan. Et le député UMP Damien Meslot a demandé sa dissolution, tout simplement. Le 6 septembre à Paris 300 personnes ont manifesté contre cette guerre.

Banalité ?

Dans la nuit du 1er au 2 août à Vernon (Eure), lors d'un contrôle par deux flics de la BAC, David Sémy est atteint au côté droit du crâne par une électrode d'un Taser. Il s'enfuit jusqu'aux urgences, puis est transféré au CHU de Rouen pour une intervention chirurgicale. Le parquet d'Evreux a ouvert une enquête...

Une Assistante Sociale fait le cafard

Elle a dénoncé à la Police Kantu, un jeune Sénégalais sans papier. Des gens ordinaires voient donc la délation en « citoyenneté », et le racisme en « valeurs culturelles ». On apprend également que cette AS est syndicaliste. Si l'on fait rien la pourriture s'installe dans la tête des gens qui devraient être de notre côté de la barricade.

Refus d'ADN à Marseille

Le lundi 25 août procès suite d'une expulsion d'un squat (avec GIPN et Cie). Refus du prélèvement ADN parce que refus du déterminisme génétique et refus

d'une société de contrôle où chaque individu est tracé comme une marchandise, un numéro, un code barre. Jugement : 300 euros de jours amendes, soit 30 jours à 10 euros, avec 20 % de réduc si l'amende est payée dans le mois.

Chronique d'une brutalité policière

Ou brutalité policière chronique. À Lyon, depuis le nouvel Hôtel de Police, les contrôles d'identité intempestifs sont en recrudescence dans le 3ème arrondissement. Le 26 juillet dans le parc à proximité, une patrouille de police interpelle violemment deux jeunes qui ont eu le malheur d'ouvrir une bouteille de bière. En garde-à- vue, le médecin diagnostique de nombreux traumatismes, hématomes, lèvre inférieure déchirée, os du nez déplacé ou cassé... La suite est aussi tristement déjà vue : accusé d'« outrage, rébellion, violences et menaces de mort » en comparution immédiate, Saïd et Abdelatif seront condamnés à la peine plancher, 1 an de prison avec 9 mois de sursis sans mandat de dépôt... Avec cette affaire, les 5 flics ont gagné 200 euros chacun, plus le remboursement de leurs frais d'avocat. Lire : <http://rebellyon.info/article5425.html>

EDVIGE et CRISTINA

Derrière ces sigles se cache un fichage toujours accru des populations. ARDOISE, STIC, JUDEX, FNAEG... les flics ont leurs fiches... EDVIGE, CRISTINA... la police politique aussi. Bien sûr rien de neuf là-dedans, mais avec la création des SDIG – Sous-Direction à l'Information Générale – et DCRI – Direction Centrale du renseignement Intérieur – issus de la restructuration des anciens RG et DST l'État en profite pour renforcer son contrôle. Les fichiers changent de nom et élargissent leurs champs d'actions. Nous parlions dans le dernier numéro d'EDVIGE, fichier informatisé commençant dès l'âge de 13 ans. Voilà maintenant CRISTINA le nouvel outil de la DCRI classé « secret-défense », parions-le truffé de données issues des écoutes téléphoniques et Internet de ceux qui auront l'heur de déplaire à notre « FBI à la française ».

Mordu à la gorge par un chien policier

Le 5 août vers 5h30 dans le quartier Plumerau à Tours, trois potes sortent de discothèque. Lorsque passe une patrouille de police, deux des acolytes se mettent à courir sans trop savoir pourquoi. Rattrapés, plaqués au sol et menottés... durant l'interpellation un chien policier mord au coup un des jeunes, à quelques millimètres d'un vaisseau vital. Après

un passage au CHU pour recoudre les plaies, le jeune homme finira en garde-à- vue... n'ayant aucune charge à retenir contre lui, il sera libéré en fin d'après-midi.

Les flics forcent la porte de la voisine

Le 14 août à Croix près de Lille, les policiers décidés à interpellier les présumés voleurs d'un supermarché se trompent de porte. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, en entrant chez la voisine les policiers tombent sur son chien, prompts à défourailler ils buttent l'animal et blesse au passage la propriétaire...

Délit de solidarité

4 passagers du vol Air Maroc où se trouvaient des sans-papiers expulsés du foyer Terre aux curé passent en procès le 26 septembre à partir de 13h à la 16ème chambre du TGI de Bobigny Paris 13°. Ils ont été désignés par la police comme responsables de l'opposition qui a empêché le départ de l'avion. Soyons-y nombreux ! Soutien financier : MRAP 5ème-13ème, Boite postale 243 75 227 Paris cedex 05 en précisant au dos du chèque solidarité avec les passagers. N° de compte : PA 9 286 85 W. Concert de soutien, débat le 21 sept. à partir de 17h au CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 11°.

ORIENTATION GÉNÉRALE DU CRI

LA SITUATION EN FRANCE ET LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Contribution du Groupe CRI pour la conférence internationale de la Fraction Trotskyste- Quatrième Internationale (cf. ci-dessous), valant résolution générale pour l'année

I. Une puissance impérialiste de second rang et un des moteurs de l'Union européenne

La France, membre du groupe des 8 pays les plus industrialisés (G8), est une des plus importantes puissances impérialistes de second rang. Loin derrière l'Allemagne, dépassée par la Chine en 2006, son poids économique global (mesuré par le Produit Intérieur Brut) la place au 5° rang mondial, juste devant le Royaume-Uni, et à la 7° si l'on mesure le PIB en parité de pouvoir d'achat. Elle est notamment le 5°

exportateur mondial de biens, le 4° pour les services, le 3° pour les produits agricoles et agroalimentaires. Toutefois, la baisse séculaire de son poids économique relatif et de son influence dans le monde depuis la première et surtout la seconde guerre mondiale, ne lui permettent plus de prétendre jouer un rôle hégémonique dans le monde (sauf dans son pré carré africain, où elle

est cependant contestée désormais par les États-Unis, voire la Chine).

C'est pourquoi elle est avec l'Allemagne, depuis les années 1950 et tout particulièrement depuis la fin des années 1970, l'un des plus fervents artisans de la « construction européenne » capitaliste. L'Union européenne (UE) est destinée d'une part à faire contrepoids aux États-Unis, au Japon et aujourd'hui à la Chine dans

le contexte de la concurrence mondiale ; et, d'autre part (depuis l'offensive néo-libérale du début des années 1980), à coordonner et conduire de façon autoritaire (hors de la pression relative du suffrage universel direct) les politiques de contre-réformes visant à démanteler les acquis sociaux, historiquement comparables dans les principaux pays de l'UE : de nombreuses décisions se prennent désormais au niveau européen, tenant compte des rapports de forces entre les

États, par exemple pour les questions monétaires, la réglementation de la concurrence, etc.

Les États nationaux continuent de jouer leur rôle d'instruments décisifs pour la domination de chaque bourgeoisie nationale et pour la régulation des relations sociales dans chaque pays. Enfin, au niveau international, les intérêts stratégiques de chaque État impérialiste restent dans une large mesure particuliers. C'est le cas notamment pour la France, dont le

poids politique international est surdimensionné en raison de son statut de puissance coloniale et de son poste au Conseil de sécurité de l'ONU, qui lui donnent des responsabilités stratégiques, diplomatiques et militaires importantes (avec par exemple la participation à l'occupation du Kosovo, de la Bosnie, de l'Afghanistan, du Liban, de nombreux pays d'Afrique, sans parler des restes de colonies directes, les « départements et territoires d'outre-mer » ou DOM-TOM).

II. Un prolétariat majoritaire, mais un recul de l'industrie et des concentrations ouvrières

La France compte 62 millions d'habitants en métropole, auxquels s'ajoutent les près de 2 millions des colonies. La population active approche les 28 millions, dont 2,4 millions de chômeurs officiels. Selon la nomenclature bourgeoise (qui présente une description en partie déformée de la réalité, mais permet de repérer un certain nombre de tendances générales), le secteur tertiaire est largement dominant, avec 72,5 % de la population active, contre 24 % au secteur secondaire et 3,5 % au secteur primaire. Cependant, la contribution du secteur

secondaire au PIB reste assez importante (30 % pour l'industrie, 8 % pour la construction) malgré sa baisse (40 % pour l'industrie au milieu des années 1970). De plus, des processus de restructuration et notamment de filialisation des grandes entreprises ont conduit un certain nombre de services d'entreprises industrielles à être pris en compte dans le secteur tertiaire.

Les statistiques officielles indiquent que le nombre global de salariés est de 23 millions, en hausse continue. Plus de 16 millions sont employés par le capital privé, 800 000

par des entreprises nationales ou partiellement privatisées, mais dans lesquelles l'État reste majoritaire (ces salariés bénéficient encore pour la plupart d'un statut qui leur garantit l'emploi) et 5,1 millions sont fonctionnaires (employés par l'État, les collectivités territoriales ou les hôpitaux, et bénéficiant d'un statut qui leur assure notamment la garantie d'emploi). Si l'on considère les secteurs d'activité, tous ces salariés se répartissent de la façon suivante :

Secteur d'activité	Nombre de salariés (arrondis)
Agriculture, sylviculture et pêche	330 000
Industrie (agricole et agro-alimentaire, biens de consommation, biens d'équipement et biens intermédiaires, automobiles...)	3 000 000
Construction	1 500 000
Transports	1 100 000
Énergie	230 000
Commerce	3 000 000
Activités financières	700 000
Immobilier	280 000
Services aux entreprises	3 300 000
Services aux particuliers	2 000 000
Éducation, santé et action sociale	4 100 000
Administration	2 900 000
Total	22 440 000

La majorité de ces salariés sont des prolétaires au sens strict du terme¹.

¹ Notre *Projet de programme CRI* définit le prolétariat comme l'ensemble des « *travailleurs salariés du capital* — ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non-qualifiés ou qualifiés, industriels, commerciaux ou agricoles, travaillant dans les entreprises privées (grandes et petites) ou dans les entreprises capitalistes d'État (transports, énergie, télécommunications, banques, etc.) (...). C'est la classe des travailleurs qui produisent, réalisent et servent à répartir la valeur et la plus-value capitalistes, leur force de travail étant achetée à sa valeur socio-historiquement définie et rapportant

Quel que soit leur secteur d'activité, 24 % sont ouvriers au sens professionnel du terme (sens de l'Institut national de la statistique, INSEE) et 30 % employés. De plus, en France, la majorité des très nombreux fonctionnaires a des intérêts communs avec les prolétaires et fait ainsi partie de la « classe ouvrière » au sens large du terme.

(Note : cf. à ce sujet notre *Projet de programme CRI* : « De

plus au capital qu'elle ne lui coûte (théorie marxiste de l'exploitation capitaliste). »

nos jours, la plupart des *travailleurs salariés employés pour assurer les fonctions publiques* exécute des tâches plus ou moins utiles à toute société complexe ou, grâce aux conquêtes que le prolétariat et ses organisations ont imposées à l'État, assure à la population en général une certaine qualité de vie (travailleurs de l'administration publique, personnels de l'Éducation nationale, de la santé, de la culture, etc.). Ces travailleurs ne contribuent pas à la production et à la réalisation du produit et du surproduit sociaux (en l'occurrence,

de la valeur et de la plus-value capitalistes), ils ne sont donc pas exploités comme les prolétaires proprement dits. Mais, privée des moyens de production, la grande majorité d'entre eux n'a d'autre choix que de vendre sa force de travail pour vivre et, notamment dans les pays où les acquis sociaux sont importants, les intérêts de ces travailleurs assurant des fonctions publiques rejoignent dans une large mesure les intérêts immédiats du prolétariat : en effet, ils sont rémunérés par une partie de la masse de valeur globale produite par les prolétaires proprement dits, mais leur travail réalise des services utiles pour ces prolétaires et pour la population en général ; cette valeur représente donc pour les uns et pour les autres une sorte de *salaires différenciés* qui fait partie intégrante de la valeur sociale acquise de la force de travail. En ce sens, les travailleurs employés par l'État pour assurer ces fonctions publiques sont les alliés immédiats du

prolétariat proprement dit, ils font partie intégrante de la classe ouvrière au sens large du terme et, dans les faits, ils s'organisent et combattent tous ensemble. — En outre, même s'il y a une assez grande hétérogénéité entre leurs revenus selon leurs fonctions, ces travailleurs sont souvent mal payés (notamment par rapport à ce qu'ils pourraient toucher dans le privé à qualification égale) et ils sont soumis aux impératifs de rentabilité — ou de réduction au minimum de leur non-rentabilité — imposés par les gouvernements bourgeois : les méthodes de l'administration contemporaine, par exemple, tendent de plus en plus à copier celles de la production de plus-value, les travailleurs de la santé sont souvent harassés de travail à cause du manque de postes, les enseignants sont victimes de conditions de travail très pénibles dans de nombreux établissements (classe surchargées, baisse et l'hétérogénéité du niveau scolaire,

violence de certains élèves, etc.)... Aujourd'hui, tous ces travailleurs sont de plus en plus confrontés aux mesures imposées par les gouvernements pour casser leurs avantages acquis, pour liquider les services publics jugés trop coûteux, pour privatiser les autres ou les soumettre aux impératifs de la rentabilité capitaliste. Ils doivent donc se battre plus que jamais pour se défendre et faire valoir collectivement leurs intérêts contre l'État-patron. »)

Cependant, la concentration du capital est assez faible pour un pays impérialiste aussi développé : la France compte 2,6 millions d'entreprises (hors agriculture et finance), mais l'écrasante majorité n'a pas ou a très peu de salariés, tandis que les très grosses sont relativement peu nombreuses ; même dans l'industrie, celles qui comptent plus de 500 salariés n'emploient que la moitié des salariés de ce secteur. Le tableau suivant permet de mesurer globalement cette réalité :

Nombre de salariés	Nombre d'entreprises
0	1 500 000
1 à 9	916 000
10 à 49	152 000
50 à 199	22 100
200 à 499	4 200
500 à 1999	1 700
2000 et plus	368

Cette situation est le résultat d'une part de l'histoire structurelle du capitalisme français (ce n'est pas une nouveauté), mais d'autre part aussi des restructurations des trente dernières années, qui ont vu notamment se multiplier les entreprises sous-traitantes, selon une stratégie capitaliste claire

visant à briser les bastions combatifs des grosses concentrations ouvrières.

Or l'une des principales conséquences de cette situation est que la classe ouvrière est physiquement très atomisée. Cela nuit objectivement non seulement au respect du droit du travail dans de nombreuses petites entreprises, mais à la reconstruction d'une véritable

conscience de classe résultant des luttes, de la capacité à éprouver une force collective et plus généralement de toutes les possibilités de liens qu'offrent les grandes concentrations ouvrières. Inversement, la nécessité de défendre celles-ci et d'y intervenir en priorité est impérieuse pour les marxistes révolutionnaires.

III. Les faiblesses structurelles du capitalisme français exigent des « réformes » profondes

La croissance de l'économie française est assez faible, tout particulièrement celle du secteur industriel. Après avoir été sensiblement plus forte entre 1998 et 2000, la croissance du PIB tourne autour de 2 % depuis 2001, un peu au-dessous de la moyenne constatée depuis la fin des « Trente Glorieuses ». La France connaissant un certain dynamisme démographique, la croissance du PIB par habitant est même sensiblement inférieure à celle des autres pays de

l'UE, avec un net décrochage ces vingt dernières (selon ce critère, la France est passée de la 6^e à la 16^e ou 17^e place mondiale entre 1980 et 2004). En outre, aujourd'hui, avec les effets de l'inflation (pétrole, mais aussi produits de consommation courante), de la crise financière et de ses effets sur l'économie réelle, la croissance pourrait tomber à 1,5 % pour l'année 2008 (prévision du FMI). Si l'on combine les faiblesses structurelles du capitalisme en France, le niveau élevé du taux de

change de l'euro et, plus conjoncturellement, la hausse des prix des matières premières, on comprend l'important déficit du commerce extérieur apparu en 2004 (notamment à l'égard de l'Allemagne et de la Chine) et qui n'a cessé de se creuser pour atteindre le record, préoccupant pour la bourgeoisie, de 38 milliards d'euros en 2007.

Le manque structurel de compétitivité et d'adaptabilité des entreprises françaises s'explique en

partie par une certaine frilosité légendaire des patrons français, par l'insuffisance du secteur recherche-développement (concurrenté de fait par un fort secteur de recherche publique non encore démantelé par les gouvernements) et par une certaine mentalité petite bourgeoise conduisant à la multiplication excessive de très petites entreprises peu viables, au détriment d'entreprises moyennes capables d'exporter (notamment par

comparaison avec l'Allemagne). Cependant, le principal problème pour les capitalistes réside dans des coûts salariaux qui, malgré leur baisse des dernières années, restent trop élevés par rapport aux autres pays européens, notamment dans l'industrie (record de la zone euro). En effet, en raison d'une certaine tradition de combativité du mouvement ouvrier et surtout de l'activité révolutionnaire des masses en 1936, 1944-47 et 1968, les acquis de la

lutte de classe ont été particulièrement importants en France : congés payés, Sécurité sociale, système de santé publique performant, statuts protecteurs pour un quart des salariés, conventions collectives avancées pour beaucoup d'autres, école publique, gratuite et laïque jusqu'à 16 ans, Université publique et plus accessible aux enfants des classes populaires que dans d'autres pays...

IV. Facteurs objectifs et facteurs subjectifs de la crise de la combativité prolétarienne et de la conscience de classe

Depuis près de 30 ans, l'offensive capitaliste mondiale (« néo-libérale ») a été menée alternativement sous la direction de gouvernements de gauche (à commencer par celui du PS et du PCF dirigé par Mitterrand au début des années 1980, et jusqu'au gouvernement PS-PCF de Jospin en 1997-2002) et par des gouvernements de droite (dominés par la figure de Jacques Chirac, Premier ministre en 1986-1988 et président de 1995 à 2007). Cette offensive constante a permis aux capitalistes français, tout particulièrement aux plus gros, de rétablir leur taux de profit et de faire remonter leurs profits de 10 points dans la valeur ajoutée, au détriment des salaires.

Les dégâts sociaux sont d'ores et déjà importants. Avec les restructurations, d'importants bastions du prolétariat ont disparu (mines, sidérurgie du Nord et de l'Est) ou ont été fortement réduits (chantiers navals, automobile et même cheminots). L'atomisation des prolétaires s'est fortement accrue. En plus du fort taux de chômage, il y a une augmentation du nombre de travailleurs à temps partiel imposé et environ 13 % de précaires parmi les salariés (contrat à durée déterminée, intérim et « emplois aidés »), dont un nombre croissant de

pauvres, voire très pauvres. Les estimations officielles dénombrent 6 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté. De façon générale, les acquis sociaux ont fortement reculé. La durée de cotisation pour les retraites est passé de 37,5 à 41 années pour tous. La Sécurité sociale rembourse de moins en moins de soins et de médicaments. L'état de l'école publique est de plus en plus déplorable, conduisant des centaines de milliers de jeunes à l'échec. Ce qu'il reste des autres services publics fonctionne de plus en plus mal et/ou est de plus en plus cher.

Ces facteurs objectifs expliquent en partie la faible combativité du prolétariat des usines et le fait que la majorité des luttes, notamment les grands mouvements de 1995, 2003 ou 2006, ont été conduits avant tout par les salariés protégés des entreprises publiques et de la Fonction publique, touchés par les privatisations et le recul du prétendu « État-Providence ». Cela limite fortement la capacité de résistance globale des travailleurs. De plus, le poids des reculs et des défaites accumulés depuis trop d'années aggrave à son tour le désarroi et le manque de perspectives.

Cependant, le caractère réformiste des directions traditionnelles du

mouvement ouvrier (social-démocrates et staliniennes) reste un facteur décisif de ce manque de combativité générale du prolétariat et des défaites subies. Il explique en effet qu'elles n'aient ni voulu, ni pu résister à l'offensive néo-libérale du capitalisme. C'est pourquoi la crise historique de la direction du prolétariat s'est transformée en crise du mouvement ouvrier organisé lui-même. La classe ouvrière n'a plus de représentation politique propre, fût-ce sous la forme frauduleuse que lui avaient donnée le PS réformiste et le PCF stalinien : le PS a achevé sa mue en parti ouvertement bourgeois (partisan sans complexe du capitalisme et du contre-réformisme (cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=PS>) et le PCF moribond ne vit plus que par la perfusion électorale du PS et les moyens matériels de son appareil sclérosé. Enfin, les organisations syndicales sont affaiblies numériquement et dirigées par des bureaucrates qui acceptent désormais ouvertement l'horizon du capitalisme et donc la « nécessité » des contre-réformes, allant toujours plus loin dans la collaboration de classe ouverte.

V. Depuis novembre-décembre 1995, de puissants mouvements sectoriels ont limité les dégâts de l'offensive « néo-libérale »

Cependant, malgré ces conditions objectives et subjectives difficiles, et malgré les défaites successives, la résistance à l'offensive capitaliste a été réelle et a donné lieu à des mobilisations massives à partir du grand mouvement de novembre-décembre 1995, emmené par la grève

générale des cheminots et la vague de grèves des fonctionnaires. Ce mouvement a même constitué un tournant dans la lutte de classe, dans la mesure où il a montré que la classe ouvrière (représentée par ses fractions les plus protégées et les plus syndiquées) n'était pas morte,

contrairement à ce que prétendaient depuis 15 ans et plus encore après l'effondrement de l'URSS les idéologues de la bourgeoisie. C'était le retour de la lutte de classe sur le devant de la scène, même si les directions syndicales ont réussi sans difficultés à la canaliser par la

recherche d'un compromis avec le gouvernement. La victoire revendicative a été partielle (maintien du plan Juppé contre la Sécurité sociale), mais réelle (retrait du contrat de plan État/SNCF, abandon de la réforme des retraites des fonctionnaires). Cela a conduit à la paralysie relative du gouvernement Juppé pendant plus d'un an, obligeant Chirac à dissoudre l'Assemblée nationale début 1997, au prix d'une victoire de la « gauche plurielle » (PS-PCF-Verts) et de la constitution du gouvernement Jospin.

Avec le soutien des directions syndicales, celui-ci a pu conduire à pas tranquilles une politique de contre-réformes progressives¹, selon une méthode qui a globalement réussi à éviter les luttes — avec de notables exceptions, comme la grande grève victorieuse des agents des Impôts ou les nombreuses grèves dans le privé contre les dispositions réactionnaires des lois Aubry aggravant l'annualisation et la flexibilité à l'occasion du passage aux « 35 heures » (en moyenne annuelle). Mais elle n'en pas moins suscité un fort mécontentement ouvrier et populaire, comme l'a montré la sanction massive infligée par les travailleurs lors de l'élection présidentielle de 2002 (élimination du PS dès le premier tour et effondrement du PCF).

Le gouvernement de droite qui a suivi la réélection triomphale de Chirac contre Le Pen (le leader de l'extrême droite raciste et chauvine), dirigé par Raffarin, était chargé d'accroître le rythme et l'ampleur des réformes. Mais il s'est heurté de nouveau à une puissante contestation, avec notamment la grève générale des enseignants et la forte mobilisation d'autres secteurs de la Fonction publique en mai-juin 2003. Cette fois, le mouvement a subi une défaite revendicative totale (passage de 37,5 à 40 années de cotisation pour les retraites des fonctionnaires, désormais alignées sur celles du privé, et « décentralisation » consistant à faire prendre en charge par les collectivités territoriales des services publics jusque-là assurés par l'État, au prix de nouvelles

privatisations). Cependant, les travailleurs avaient montré une nouvelle fois leur capacité de résistance et la trahison de leur lutte par les directions syndicales a été largement comprise dans le cas de la CFDT (signataire de la réforme du gouvernement après quelques concessions minimales) et partiellement perçue par l'avant-garde dans le cas de la CGT (la trahison des directions de FO et surtout de la FSU, qui jouaient un rôle clé en tant que directions de gros syndicats de fonctionnaires, a été en revanche moins bien saisie, en raison du langage assez « gauche » par lequel elles ont couvert leur politique).

Dès lors, la politique de contre-réformes du gouvernement Chirac-Raffarin a été plus profonde que celle de ses prédécesseurs, mais a dû tenir compte de la disponibilité des travailleurs au combat. — Les salariés d'EDF-GDF (entreprises nationales de l'électricité et du gaz) se sont notamment mobilisés massivement en 2004 contre la privatisation, mais de façon isolée, avant d'être trahis honteusement par leurs directions syndicales. — Au printemps 2005, un important mouvement lycéen a déferlé contre une contre-réforme de la scolarité, forgeant une nouvelle génération militante malgré sa défaite. — En mai 2005, sur le terrain électoral, les travailleurs, en majorité les électeurs de la « gauche », ont infligé une défaite politique importante au gouvernement (et au PS) en votant massivement Non au référendum de ratification du Traité constitutionnel européen, ce qui a provoqué un changement de Premier ministre. — En novembre 2005, une importante révolte des jeunes des quartiers populaires, enfants de la classe ouvrière, issus de l'immigration et principales victimes de l'échec scolaire, du chômage et du désarroi social, a montré qu'une importante fraction de la jeunesse la plus pauvre n'avait aucune confiance dans le système et n'était pas prête à se laisser écraser sans combat ; son manque d'un véritable programme politique a limité la peur de la bourgeoisie, mais la responsabilité en incombe fondamentalement à la faillite des organisations ouvrières, à

commencer par celles qui se réclament de la révolution : elles ont refusé de soutenir clairement la révolte et de lui proposer une perspective politique, passant par la jonction avec le mouvement ouvrier et le combat uni contre le patronat et le gouvernement. — Enfin, au printemps 2006, la grève générale des étudiants et la grève partielle des lycéens, soutenues par des manifestations extrêmement massives de salariés (3 millions dans la rue, un record historique) ont infligé une défaite significative au gouvernement Villepin, obligé de retirer son projet de CPE (contrat précaire pour les jeunes) — même s'il a pu maintenir le reste de sa loi réactionnaire dite « sur l'égalité des chances ».

C'est à cause de cette résistance multiforme des travailleurs et de la jeunesse, conduisant à des blocages pour un certain nombre de contre-réformes, que la bourgeoisie a fait le choix de rompre avec la méthode trop lente du « chiraquisme », en promouvant la candidature à la présidentielle de Nicolas Sarkozy, représentant l'aile dure du parti de Chirac. Il s'agissait de passer à la vitesse supérieure dans l'offensive contre les acquis sociaux (et même contre certains acquis démocratiques), afin de briser la spirale infernale du déclin relatif du capitalisme français dans la concurrence internationale. Malgré la campagne ultra-droitière de la candidate du PS, Ségolène Royal, soutenue par l'ensemble de la gauche et, au second tour, de l'extrême gauche (LO et LCR), la bourgeoisie a préféré le candidat de la droite dure en raison de la plus grande détermination dont il faisait preuve et de son populisme à l'égard de la petite bourgeoisie et des couches les plus arriérées du prolétariat lui-même.

¹ Cf. <http://groupepci.free.fr/journal.php?numero=24>

VI. Après un an de Sarkozy, de premières luttes sectorielles ont été défaites, mais la capacité de résistance reste globalement intacte : la situation est ouverte

La victoire de Sarkozy représente donc le franchissement d'un palier dans l'offensive « néo-libérale » menée depuis près de trente ans. Elle aggrave nettement le rapport de force historique qui, malgré la résistance ouvrière et populaire, était déjà largement favorable à la bourgeoisie. Le plan stratégique du patronat français (représenté par le MEDEF) et du nouveau gouvernement est un plan d'ensemble cohérent et conséquent, appliqué suivant un rythme soutenu : contre-réforme du droit du travail, allongement de la durée de cotisations pour les retraites, remise en cause de la Sécurité sociale, blocage des salaires, nouvelles attaques contre les droits des chômeurs, lois anti-immigrés et traque encore accrue des sans-papiers, « plan banlieues » et aggravation des provocations policières contre les jeunes des quartiers populaires, attaques contre le statut de fonctionnaires, suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, diminution des heures de cours à l'école, contre-réforme des études universitaires, passage en force (par voie parlementaire, avec le soutien du PS) de la nouvelle mouture du traité européen...

Les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe redoutent le gouvernement et beaucoup sont découragés, faute de croire en la possibilité d'affrontements victorieux. En même temps, la disposition des travailleurs et des jeunes au combat continue de se manifester : grève massive de neuf jours des cheminots et grève assez importante de trois semaines des étudiants à l'automne 2007, grèves locales assez nombreuses dans le privé durant tout le premier semestre 2008, notamment sur la question des salaires et de la défense des emplois, mobilisation d'une fraction des lycéens et des enseignants

en avril-mai, grève reconductible des travailleurs des Impôts en mai-juin, auxquelles s'ajoutent les journées d'action puissantes des fonctionnaires et de quelques secteurs du privé dès l'automne 2007, puis de nouveau au printemps 2008... De plus, la popularité de Sarkozy s'est effondrée depuis l'automne, son parti a perdu les élections municipales en mars et des contradictions s'y manifestent régulièrement (notamment sous la pression de secteurs de sa base électorale, victime soit de la hausse du prix du pétrole — pêcheurs, camionneurs chauffeurs de taxi —, soit de la politique de restrictions budgétaires — magistrats, avocats et même militaires).

Après un an de gouvernement de Sarkozy, la situation de la lutte de classe reste donc ouverte. D'un côté, des défaites ont été subies cette année par les premiers secteurs qui ont combattu contre Sarkozy, notamment les cheminots, les étudiants et une fraction minoritaire de lycéens et d'enseignants. Mais, d'un autre côté, aucun de ces secteurs n'a été écrasé et les potentialités de luttes, dans ces secteurs et dans les autres, restent globalement intactes. Enfin, il est évident que la colère ouvrière et populaire est de plus en plus massive, même si elle reste largement latente à ce stade, faute de perspectives. C'est pourquoi l'enjeu majeur de la lutte de classe ouvrière en France se concentre aujourd'hui dans la contradiction entre la disposition maintenue des travailleurs et de jeunes à résister et la politique des partis de « gauche » et des directions du mouvement ouvrier. Au-delà de leurs critiques formelles, voire purement personnelles, contre Sarkozy, les dirigeants du PS (parti bourgeois de gauche) soutiennent sur le fond sa politique, tout en donnant la priorité à leurs querelles internes en vue du

congrès de novembre, destinées à se disputer la direction du parti et la candidature à la présidentielle de 2012. Le PCF, qui prépare lui aussi un congrès crucial pour la fin de l'année, est en crise profonde, sa décomposition historique conduisant aujourd'hui à la mise en question de son existence même, entre un PS hégémonique à gauche et une extrême gauche d'origine trotskyste en mesure de lui disputer sa place à la « gauche de la gauche » (cf. thèse IX ci-dessous). C'est pourquoi il revient aux directions syndicales de jouer le rôle principal dans la canalisation des luttes ouvrières.

De fait, depuis l'automne, les défaites successives des mobilisations ne sont pas dues à leur écrasement par le gouvernement, mais à leur trahison éhontée par les directions syndicales (avec le soutien du PS et du PCF), décidant de trahir ces luttes et les possibilités de convergence interprofessionnelle. Mais le phénomène le plus nouveau est le franchissement d'un palier dans leur politique de collaboration de classe, notamment pour les syndicats qui étaient considérés jusqu'à présent comme les plus combattifs, la CGT, la FSU (et même Solidaires) : depuis janvier, leurs dirigeants, comme ceux de FO et de la CFDT, ont signé « à froid » toute une série d'accords régressifs avec le patronat et le gouvernement, faisant de la co-élaboration directe des contre-réformes un axe central de leur orientation, au-delà même de la trahison des luttes. Nous sommes donc dans un moment historique très important de l'évolution du syndicalisme en France, considéré jusqu'à présent comme relativement plus combatif que ses homologues des pays impérialistes, en raison de la pression des masses.

VII. Les révolutionnaires doivent défendre dans les luttes un programme de front unique articulé par l'objectif de la grève générale et la méthode de l'auto-organisation

De cette situation générale et notamment des potentialités réelles de la lutte de classe découle la nécessité, pour les révolutionnaires, d'un axe d'intervention systématique dans les

luttes. C'est la priorité absolue pour affirmer l'identité concrète d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui en France. Et c'est notamment nécessaire pour gagner

cette partie de l'avant-garde volatile de la classe ouvrière et des jeunes qui se constitue dans les luttes, avec souvent une combativité enthousiaste, une conscience immédiate et une

disponibilité de pensée bien supérieures à celles de l'avant-garde stable, organisée dans les syndicats et/ou les partis d'extrême gauche.

Dès que de nouvelles luttes surgissent ou que l'analyse de la situation met à l'ordre du jour leur possibilité, notre responsabilité est de combattre, même quand c'est de façon avant tout propagandiste, pour un front unique ouvrier, condition *sine qua non* pour faire échec aux plans du gouvernement, sur la base d'un plan de mobilisation générale des travailleurs et des jeunes. Cela passe par la mise en avant des revendications unifiantes, à la fois défensives — contre les projets du gouvernement — et un peu plus offensives — notamment pour l'augmentation des salaires rognés par l'inflation. Cela passe aussi par la proposition de méthodes de lutte efficaces et leur mise en œuvre à notre échelle dès que possible : auto-organisation

et coordination systématique et coordination démocratique des travailleurs et jeunes en lutte, objectif de la convergence des luttes, arme privilégiée de la grève et piquets de grève dès que possible, perspective de la grève interprofessionnelle, vers la grève générale comme seule solution pour infliger une défaite au patronat et gouvernement. Cette orientation se heurte frontalement à celle des directions syndicales, qui font tout pour diviser les travailleurs, avec notamment la priorité à des revendications catégorielles et la stratégie de « journées d'action » secteur par secteur et sans perspective. La dénonciation publique et systématique de leur politique est donc impérative, tout en devant être combinée avec des mots d'ordre positifs pour l'unité, incluant l'interpellation des directions syndicales pour mettre en évidence aux yeux des masses leurs

responsabilités. Naturellement, il est nécessaire aussi d'appuyer sans hésiter les syndicats qui tendent à rompre même partiellement, sous la pression des masses ou de l'avant-garde, avec l'orientation de leurs propres directions confédérales ou fédérales.

En défendant l'orientation ici résumée, le Groupe CRI est capable de nouer des discussions et des relations avec quelques dizaines de militants et de travailleurs. Il est en outre en mesure de la mettre en œuvre concrètement dans les luttes étudiantes, avec une petite influence réelle, et dans les luttes des enseignants. Il est indispensable de préserver et de renforcer cette capacité d'intervention concrète, mais il est crucial de chercher maintenant les moyens de la mettre en œuvre dans au moins un ou deux secteurs supplémentaires, si possible ouvriers.

VIII. Les révolutionnaires doivent combattre pour un courant lutte de classe et antibureaucratique dans les syndicats

Cet axe principal du combat pratique est indissociable d'une activité politique de long terme pour la reconstruction du mouvement ouvrier et de la conscience de classe. Dans ce but, étant donné d'une part le rôle historique du syndicalisme en France, d'autre part le poids aujourd'hui décisif des directions syndicales (relativement moins affaiblies par la crise du mouvement ouvrier que les directions proprement politiques) dans la collaboration de classe, et enfin le fait qu'une bonne partie de l'avant-garde ouvrière organisée est constituée de militants syndicaux de lutte de classe sans parti, il est crucial de combattre pour la mise en œuvre concrète d'une orientation visant à défendre et reconstruire le syndicalisme de lutte de classe.

C'est pourquoi il faut tout particulièrement défendre l'objectif d'un courant lutte de classe à l'intérieur des syndicats, passant par le rassemblement large, au-delà de leurs différentes sensibilités, des syndicats de base et militants syndicaux de lutte, afin de coordonner leurs interventions contre la politique des directions collaboratrices, pour une orientation alternative et pour aider les travailleurs à se réappropriier leurs syndicats. C'est le sens de l'initiative du CILCA, impulsée par le Groupe CRI avec quelques militants oppositionnels de la LCR et quelques syndicalistes de lutte. C'est le sens également de la participation active du CILCA aux Forums du syndicalisme de classe et de masse, organisés conjointement avec des collectifs de militants syndicaux staliniens et maoïstes qui

préconisent la lutte de classe et dénoncent l'orientation actuelle des directions syndicales. Cette activité permet de gagner l'écoute non seulement de militants syndicaux de lutte, mais aussi d'un certain nombre de militants des organisations politiques d'extrême gauche, notamment du courant lambertiste et de la LCR, très présents dans les syndicats. Enfin, ce doit être maintenant un axe prioritaire pour l'intervention dans le processus pour le « nouveau parti anticapitaliste » lancé par la LCR, car les éléments politiquement les plus avancés de la LCR et des comités pour le « Nouveau Parti Anticapitaliste » (NPA) sont aussi, en bonne partie, des militants syndicaux de lutte de classe.

IX. Les révolutionnaires doivent défendre le programme de la IVe Internationale et lutter frontalement contre les révisionismes centristes et leurs capitulations pratiques

Enfin, la construction d'un noyau trotskyste de principe passe évidemment par la promotion vivante du programme de la IVe Internationale, la défense publique des idées et perspectives de la

révolution, du marxisme, du bolchevisme et du trotskysme, l'importance accordée à la formation théorique et historique des militants et des sympathisants. Cela implique une activité de clarification théorique

et politique systématique, d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de résister à la crise généralisée du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, contre toutes les tentations de s'y adapter en

abaissant le niveau du programme, des perspectives historiques, mais aussi des potentialités de lutte immédiates.

En effet, les organisations se réclamant encore officiellement de la révolution, qui se trouvent être principalement, en France, les organisations issues du trotskysme, qui comptent chacune des milliers de militants et sympathisants, qui dirigent ou influencent des centaines de syndicats... renoncent en réalité de plus en plus clairement à cet objectif et à toute l'orientation qui en découle. Or cela survient au moment même où une fraction de l'avant-garde ressent de façon sensiblement plus aiguë que dans la période précédente la nécessité historique d'un parti politique des travailleurs. La situation est en effet propice à l'ouverture d'une large discussion sur cette question, si l'on combine les quatre facteurs suivants : combativité réelle, quoique défensive, du prolétariat et des jeunes ; manque de confiance de ceux-ci à l'égard du PS bourgeois même quand ils votent encore pour lui pour éviter la droite ; crise du PCF historiquement moribond et qui survit en bonne partie par le poids de son appareil et ses accords électoraux avec le PS ; succès électoraux durables de l'extrême gauche (LO en 1995, LO et LCR ensemble en 1999, LO et LCR séparément en 2002, LCR en 2007)... C'est pourquoi la défense intransigeante d'un parti révolutionnaire et d'un programme de transition pourrait trouver un écho favorable dans une fraction significative de l'avant-garde.

Or le point commun à LO, à la LCR et au courant CCI du POI (ex-PT) est que, sous la pression de la crise historique générale du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, ils refusent de dénoncer de façon systématique le capitalisme en tant que tel et, plus encore, de lui opposer la perspective du socialisme, de l'expropriation des capitalistes, de la destruction de l'État bourgeois et de l'édification d'un État des travailleurs eux-mêmes (dictature du prolétariat). Cette capitulation programmatique les conduit, dans la pratique, à un

discours réformiste en lieu et place d'un programme de transition axé sur la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, à l'électoratisme le plus plat, à la couverture par la gauche de la politique des directions syndicales et au refus de prendre de réelles initiatives dans la lutte de classe, qui permettraient de contrer la collaboration de classe et d'imposer un front unique sur la base d'un plan de mobilisation générale. Matériellement, des centaines de militants de ces organisations, surtout du CCI-(ex-PT)-POI et de la LCR, mais aussi dans une moindre mesure de LO, sont des permanents ou des semi-permanents syndicaux, qui se sont plus ou moins incrustés dans les appareils et refusent bien souvent de risquer leurs postes si c'est le prix à payer pour défendre une orientation digne de révolutionnaires.

À ces points communs s'ajoutent des traits particuliers à chacune des trois organisations.

Contre la passivité routinière, le suivisme des appareils et l'opportunisme électoral de LO

En ce qui concerne LO, dont le noyau compte mille militants, mais avec plus de 5 000 sympathisants-militants, ses principaux mérites restent l'implantation dans les entreprises, son usage d'un certain discours ouvrier et sa défense, en interne, des idées communistes. Cependant, son orientation pratique est marquée par une passivité politique constante, le suivisme à peine critique à l'égard des directions syndicales, un électoratisme systématique et une propagande abstraite en guise de formation marxiste. En outre, sa direction a franchi récemment un palier dans son opportunisme : elle a accompagné son auto-isollement sectaire à l'égard du projet de NPA lancé par la LCR d'une alliance électoratiste inadmissible avec le PS (et le PCF) dès le premier tour des élections municipales (aggravant son appel déjà scandaleux à voter pour Royal au second tour de la présidentielle). Ce faisant, elle a contribué à empêcher les travailleurs d'aller jusqu'au bout de leur rupture

avec la « gauche plurielle ». Corrélativement, la direction de LO n'a pas hésité à exclure sa Fraction qui, tout en développant d'habitude une orientation assez proche de la majorité, venait cependant de s'engager dans un combat juste contre le virage droitier sans précédent de la majorité. Celle-ci a voulu de cette façon couper court à toute possibilité de contestation dans ses rangs mêmes, où la nouvelle orientation s'est heurtée manifestement à de nombreuses réticences

Contre le révisionnisme lambertiste, l'impulsion d'un nouveau parti réformiste et la couverture partielle (CGT, FSU) ou totale (FO) des directions syndicales

De son côté, la direction lambertiste de l'ex-OCI et de l'ex-PT a tiré toutes les conséquences de sa dérive à la fois trade-unioniste, « républicaine » des dernières années en prétendant fonder un « parti ouvrier indépendant » (POI) avec des « élus républicains » et des bureaucrates syndicaux notoires (notamment des dirigeants de FO). Ce nouveau parti, créé les 15-16 juin 2008, n'est plus un parti centriste de droite cristallisé, mais un parti ouvertement réformiste. Il se réclame officiellement de la lutte de classe et même du socialisme, mais seulement dans les textes fondateurs. La ligne réelle du POI consiste en fait à dénoncer avant tout l'Union européenne, présentée comme seule source de tous les maux, ce qui revient à un refus de dénoncer réellement le capitalisme, voire à déresponsabiliser les gouvernements successifs, présentés comme otages de l'UE, avec en outre une dérive chauvine latente — et parfois réelle dans la bouche de son ex-candidat à la présidentielle et nouveau co-secrétaire national, le petit patron Gérard Schivardi. De plus, la référence à la lutte de classe reste largement formelle : dans la réalité, les lambertistes et leurs alliés mènent indéniablement un combat partiellement progressiste contre l'orientation des directions de la CGT ou de la FSU, mais ils s'en

tiennent à des questions particulières, sans affronter la politique de ces directions dans leur logique générale ; de plus, ils les couvrent pour l'essentiel quand elles trahissent les grèves (comme lors de la grève des cheminots à l'automne) ; et surtout, ils sont incrustés dans l'appareil du principal syndicat où ils interviennent, FO, cautionnant globalement la politique de la direction confédérale, y compris la signature de la contre-réforme sur le contrat de travail.

Cependant, le POI ne doit pas être négligé en tant que force politique, car il connaît une certaine dynamique : il a suscité un certain nombre de discussions, au-delà des bureaucrates syndicaux et des élus municipaux, avec des syndicalistes de lutte, des travailleurs et des jeunes, et il revendique 10 000 cartes, même s'il compte en fait beaucoup moins de véritables militants (peut-être 4 ou 5 000, pour la plupart membres du CCI). En outre, des contradictions existent dans le POI, notamment dans le CCI, qui reste quant à lui un courant centriste de droite cristallisé. En effet, une partie des militants initialement formés au trotskysme conteste manifestement le nouveau virage à droite de la direction lambertiste, en particulier la couverture de la direction de FO au moment où celle-ci collabore *ouvertement* avec le gouvernement, contrairement à l'époque de Blondel (1989-2004), qui masquait son orientation de collaboration de classe par un discours « contestataire ».

Contre le révisionnisme et l'opportuniste de la direction de la LCR, pour un courant révolutionnaire dans le NPA

Enfin, la direction de la LCR (intégrant depuis le dernier congrès son ancienne tendance de « gauche », le courant Démocratie révolutionnaire, ainsi que le courant ex-moréniste *Avanti !*) veut créer un « nouveau parti anticapitaliste » (NPA). Il s'agit pour elle de créer en France un « parti large », essayant de faire concurrence au PCF pour occuper organisationnellement l'espace ouvert à la gauche du PS,

après l'avoir en partie gagné électoralement. La LCR prétend s'adresser avant tout aux travailleurs et aux jeunes, non aux organisations, mais sa cible prioritaire est en fait plutôt un conglomerat de réformistes assumés (« antilibéraux »), de secteurs de « gauche » de la bureaucratie syndicale, voire de « socialistes » et d'écologistes opposés au « social-libéralisme ». Or ceux-ci ont joué indéniablement un rôle dominant lors de la première réunion nationale des comités NPA, les 28-29 juin, comme le prouve en particulier la déclaration qui en est sortie¹.

Corrélativement, le Bureau politique de la LCR vient de lancer *ès qualité* une campagne nationale d'exclusion, fondée sur des méthodes bureaucratiques, le mensonge et la calomnie, contre le Groupe CRI, dont la poignée de militants n'aurait pas dû beaucoup l'inquiéter s'il ne craignait en fait, à travers eux, l'ouverture d'une vraie discussion sur l'intervention lutte de classe dans les syndicats (impliquant la mise en cause explosive de l'incrustation de nombreux cadres LCR dans les appareils), sur le programme révolutionnaire et sur la constitution d'un possible courant communiste révolutionnaire dans le futur NPA...

Cependant, en lançant son projet de NPA — quelles que soient ses méthodes et ses intentions, notamment sa volonté d'abandonner toute référence au trotskysme —, la direction de la LCR ouvre un cadre de discussion qui intéresse des milliers de travailleurs et de jeunes sensibilisés pas la campagne présidentielle de son porte-parole Besancenot, par ses prises de position médiatiques certes réformistes, mais souvent talentueuses et assez pugnaces contre le patronat, le gouvernement et le PS. De fait, depuis le mois de mars, plus de 400 comités pour le NPA ont été constitués, rassemblant des milliers de travailleurs et de jeunes (9 000, dont un tiers seulement de la LCR, selon la direction de celle-ci, même si un certain nombre de participants ne

¹ Cf. ci-dessous la contribution du Groupe CRI suite à cette réunion nationale.

sont en fait venus qu'à quelques réunions, certains étant même repoussés par le faible intérêt de discussions assez dépolitisées). Or une partie significative de ces travailleurs et jeunes, comme un certain nombre des militants de la LCR eux-mêmes, cherchent manifestement la voie de lutte de classe efficace, de l'anti-capitalisme, voire de la révolution.

C'est pourquoi le Groupe CRI a décidé de participer à ces comités pour le NPA, tout en maintenant son existence autonome à ce stade. La décision finale de participer ou non au NPA sera prise au moment du congrès de fondation. Elle dépendra de l'ampleur de la dynamique du processus NPA dans l'avant-garde, actuellement réelle, mais limitée et peut-être en partie superficielle, en raison de l'orientation droitiste impulsée par la LCR et de l'arrivée de nombreux réformistes. Mais elle dépendra aussi des possibilités concrètes de constituer ou non un courant révolutionnaire avec le maximum de militants de la LCR actuelle et de nouveaux venus radicalisés. Dans ce cadre, il faut mener jusqu'au bout le combat difficile et très inégal, mais indispensable puisque la direction de la LCR l'a décidé, pour la réintégration des militants CRI exclus, pour le maintien des autres dans leurs comités NPA et pour l'entrée de ceux qui n'y sont pas encore. Mais au-delà, les militants CRI doivent, comme dans toutes les tâches qu'ils décident, faire le maximum d'efforts pour construire au mieux les comités NPA, y faire venir de nombreux travailleurs et jeunes, tout en leur présentant leurs propres positions et la nécessité d'un courant communiste révolutionnaire et internationaliste.

Paris, le 12 juillet 2008

SUITE À LA RÉUNION NATIONALE DES COMITÉS NPA... IL EST URGENT D'AMPLIFIER LE COMBAT POUR UN PARTI RÉELLEMENT UTILE À LA LUTTE DE CLASSE, CLAIREMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET VRAIMENT DÉMOCRATIQUE !

Le Groupe CRI se réjouit du succès relatif, mais réel, qu'a rencontré la coordination nationale des comités d'initiative pour un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), tenue à Saint-Denis les 28-29 juin. Même si l'objectif de 1 000 délégués fixé par la direction nationale de la LCR n'a pas été atteint, près de 800 délégués, représentant plus de 300 comités, se sont réunis. Cela a permis de dresser un premier bilan des

comités, de leur dynamique vivante et multiforme, des discussions et contradictions qui les traversent, des orientations diverses qu'ils proposent, des axes et des démarches défendues par les organisations constituées parties prenantes du processus (différentes fractions de la LCR, Gauche alternative [ex-coordination nationale des collectifs anti-libéraux], Fraction de LO, GR, CRI...). Il est apparu clairement que des milliers de

militants, de travailleurs et de jeunes participant aux comités, et une partie significative des délégués présents, cherchent la voie de l'anticapitalisme cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire. En ce sens, disons d'emblée que, compte tenu de la crise actuelle du mouvement ouvrier en général et de la sclérose durable de l'« extrême gauche », la réunion nationale a été un événement important.

Une dynamique prometteuse... mais une préparation et un déroulement de la réunion trop peu démocratiques

Cependant, on ne peut qu'être préoccupé par la façon dont la direction nationale de la LCR a décidé d'organiser cette réunion. Car la méthode employée ne pouvait par elle-même donner que des résultats limités, voire très limités si on les compare aux potentialités extrêmement prometteuses d'une réunion de 700 délégués de comités décidant de construire un nouveau parti anticapitaliste :

1) En amont, la LCR n'avait pas préconisé l'établissement de mandats clairs dans chaque comité pour les différents points à l'ordre du jour, et s'y était parfois opposée frontalement. Or l'élaboration de mandats clairs, intégrant naturellement les points restant en débat, était la meilleure façon de politiser au maximum la préparation de la réunion nationale, de permettre aux participants de s'investir pleinement dans la première phase d'élaboration programmatique, fût-elle provisoire, du nouveau parti¹. Il en a

résulté que, hormis le compte-rendu factuel de l'activité des comités et, dans un certain nombre de cas, de leurs débats, beaucoup de délégués ne défendaient pas des positions clairement définies à la base.

2) À l'entrée de la réunion, les délégués se sont vu remettre une brochure contenant diverses contributions d'organisations (LCR, Fraction de LO, Collectif unitaire antilibéral...), de « personnalités » et de comités NPA locaux ou départementaux. Cependant, les textes rassemblés ont été sélectionnés par la direction de la LCR, alors qu'il aurait fallu, par souci de démocratie et de transparence, que toutes les contributions soient accessibles à tous. En particulier, la contribution du Groupe CRI n'a pas été retenue, d'ailleurs sans la moindre explication².

3) Durant la réunion elle-même, les organisateurs ont décidé qu'il n'y aurait aucun vote, préconisant le « consensus ». Or, par nature, le prétendu « consensus » ne peut aboutir qu'à un accord minimaliste, au détriment de la règle démocratique élémentaire de la majorité, donc aux

dépens de la dynamique réelle des débats. En l'occurrence, cela a conduit à des procédures caricaturales où, après avoir écouté les interventions des délégués, le président LCR de chaque commission décidait seul des propositions et autres amendements retenus, supposés faire consensus ! De plus, la plupart des commissions n'ont pas rendu compte de leurs travaux en séance plénière et les rapports de celles qui l'ont fait n'ont pas pu être discutés, encore moins votés !

4) Même durant la séance plénière du premier jour, consacrée à l'expression des délégués, non seulement le temps de parole de 5 minutes initialement prévu pour chacun a été réduit à 4 minutes, mais en outre une vingtaine de délégués qui s'étaient inscrits pour prendre la parole n'ont pas pu le faire ! La direction de la LCR a invoqué le manque de temps pour sélectionner ceux à qui elle décidait de donner la parole. Cette décision — sans doute unique dans une réunion de délégués du mouvement ouvrier inscrits dans les règles — est très problématique car elle implique nécessairement des critères arbitraires de sélection et porte directement atteinte à l'égalité des délégués et des comités. Il n'est pas possible qu'une organisation expérimentée comme la LCR ne sache

¹ C'est le principe de tels mandats qu'ont défendu les militants CRI dans les comités où ils interviennent. Cf. notamment les mandats des comités des Universités de Tolbiac et de Rouen Mont-saint-Aignan, ainsi que le projet de mandat présenté (avant leur exclusion...) par les militants CRI pour le comité de Paris 5^e-13^e, sur le site

<http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=NPA>

² Cf. <http://groupecri.free.fr/article.php?id=509>

pas gérer le déroulement d'une réunion nationale. L'objectif ambitieux de 1000 délégués devait impliquer des mesures d'organisation permettant à tous ceux qui le souhaitent de s'exprimer. Des solutions à la fois efficaces et démocratiques doivent être trouvées pour la prochaine réunion nationale et pour le congrès de fondation : respect des horaires annoncées, prolongement de la réunion au-delà de midi le deuxième jour, répartition égale du temps de parole disponible entre tous les inscrits.

5) Enfin, la désignation du Comité national d'animation provisoire est elle aussi problématique, puisqu'elle a été décidée par la seule LCR. De plus, si les noms des militants retenus ont été énoncés en

séance plénière, il n'a même pas été avoué que certains candidats avaient été refusés — en tout cas la candidature d'une militante CRI —, là aussi sans débat et sans vote...

A cela s'ajoute le refus de la direction nationale de la LCR de faire élire une commission de contrôle durant la réunion nationale pour traiter le recours demandé par les militants CRI injustement exclus du comité NPA de Paris 5^e-13^e. Sur cette question et l'ensemble des documents relatifs à cette affaire d'exclusion antidémocratique et scandaleuse, cf. le site <http://groupecri.free.fr> — Ajoutons seulement ici qu'il n'est pas crédible de réaffirmer côté jardin, comme le fait l'appel de la réunion nationale, qu'il s'agit de se « rassembler », de construire un « outil pluraliste et démocratique » et

même de « regrouper nos forces dans un parti qui ne lâche rien, n'abandonne personne »... et, côté cour, d'exclure, de faire exclure ou de cautionner l'exclusion antidémocratique de militants qui se contentent de défendre leurs analyses et propositions dans le cadre du NPA et de l'ordre du jour collectivement défini des réunions !

Ces méthodes décidées par la direction de la LCR sont donc préoccupantes, car elles ont limité le débat, voire l'ont canalisé dans un sens soit prédéfini, soit résultant de compromis plus ou moins opaques, en tout cas bien plus « droitier » que ce qu'aurait certainement donné une méthode démocratique de discussion et d'élaboration.

Sur les points positifs fondamentaux et les limites importantes de l'Appel issu de la réunion nationale

Des différentes commissions sont sorties des décisions plus ou moins importantes. Mais la principale est l'« Appel de la coordination nationale des comités d'initiative pour un nouveau parti anticapitaliste ». Ce texte contient un certain nombre de points fondamentaux positifs, qui confirment l'importance du processus NPA et l'utilité, pour les travailleurs, les jeunes et les groupes constitués, d'y

participer. Cependant, il est limité par plusieurs passages contestables et surtout par d'importantes lacunes. La première coordination nationale n'étant pas un congrès, mais une réunion d'étape, son appel ne pouvait certes pas proposer un programme achevé ; cependant, en raison de la méthode adoptée pour la préparation et le déroulement de la réunion nationale, il est non seulement en deçà

de l'Appel du congrès national de la LCR pour le NPA (sans que ce soit une nécessité résultant d'un débat), mais surtout en deçà des potentialités de la réunion, si l'on en juge par les interventions des délégués et, plus profondément, par la dynamique et les débats des comités de base, qui auraient dû conduire à des mandats précis.

Une perspective historique globale anticapitaliste... mais trop floue

L'Appel constate à juste titre que des milliers de travailleurs et de jeunes ont aujourd'hui conscience du fait qu'« on ne peut plus laisser faire un système capitaliste mondialisé qui conduit le monde dans le mur ! Entré dans une crise économique, financière, énergétique, alimentaire dont nul ne peut prédire les conséquences, ce système met plus que jamais la seule recherche du profit au centre de ses décisions au mépris de millions de vies. Les grands équilibres écologiques sont menacés. Parce qu'il est à la source du problème, le capitalisme (...) est incapable d'y apporter une solution. » — Cependant, il est regrettable que cette orientation clairement anti-capitaliste soit surtout négative et ne propose pas une alternative claire au capitalisme.

En effet, beaucoup de travailleurs et de jeunes savent bien que le capitalisme est un système néfaste... Mais le problème historique fondamental auquel nous sommes confrontés, c'est celui de l'absence d'une alternative globale à la fois réaliste et porteuse d'espoir. Seule une telle perspective historique sera capable de nourrir les luttes petites et grandes et de susciter un engagement politique enthousiaste. Or, sur cette question décisive, l'Appel se contente de dire que, « pour changer le monde, il nous faut un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, pour la transformation révolutionnaire de la société. Avec la mémoire des expériences passées, nous allons élaborer ensemble, en prenant le temps du débat, une nouvelle perspective socialiste

démocratique pour le 21^e siècle. (...) En finir avec la dictature que le capital impose à l'économie et à la société toute entière, pour construire la démocratie la plus large que l'humanité ait jamais connue, où la « main invisible du marché » sera remplacée par des décisions collectives. » Le texte ne fixe donc pas l'objectif final d'une société sans classes et sans États, communiste, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous les individus. Il ne dit pas que, pour mettre fin au capitalisme, les travailleurs devront commencer par exproprier les capitalistes pour s'approprier les unités de production. Il ne soutient pas que, pour exproprier les capitalistes, il faudra conquérir le pouvoir politique, détruire l'État

bourgeois (et, au niveau international, l'Union européenne, le FMI, l'ONU, etc.) et l'exercer collectivement pour briser la résistance inévitable des

capitalistes... Bref, le texte reste bien trop vague et ne peut donc pas répondre aux questions que se posent des dizaines de milliers de travailleurs

et de jeunes quant à la possibilité d'en finir réellement ou non avec le capitalisme, ses États et ses institutions.

Une condamnation des régimes staliniens indispensable... mais bien trop vague

De même, quand l'Appel précise que « nous n'avons pas de modèle, et surtout pas les régimes prétendument « communistes » du siècle dernier », il en dit trop ou trop peu : sans définir une seule fois le mot « communisme », et sans l'utiliser de façon positive, il se contente d'affirmer que les régimes qui s'en sont réclamés ne l'étaient pas... mais sans même dire pourquoi (hormis une allusion implicite au fait qu'ils auraient été « productivistes » comme le capitalisme, ce qui ne veut pas dire grand-chose, car tout dépend de ce que l'on produit, pour qui et comment) ! Or de deux choses l'une : ou bien l'on estime que le débat au sein des comités NPA n'a pas encore eu lieu

sur cette question fondamentale, et alors la réunion nationale n'a pas à se prononcer à ce stade ; ou bien l'on décide de délimiter d'emblée le programme du futur parti en condamnant clairement les « régimes prétendument communistes », dans la mesure où ils représentent effectivement des obstacles majeurs au renouveau de la perspective authentiquement communiste, mais alors il faut se donner les moyens de convaincre les travailleurs, y compris les militants rompant avec le PCF. De fait, il faudra à notre avis que le débat se mène démocratiquement dans le cadre du processus NPA et que l'objectif clair du communisme soit défini en opposition ouverte avec le

stalinisme et ses avatars (maoïsme, castrisme, etc.), contre les régimes bureaucratiques, contre-révolutionnaires, qui ont souillé l'idée même de communisme en liquidant des centaines de milliers de militants ouvriers, en empêchant toute démocratie ouvrière (conseils) tant au niveau politique qu'économique, en détournant l'étatisation des moyens de production et le principe de la planification au profit de l'enrichissement privé d'une bureaucratie parasitaire et d'une logique économique déconnectée des besoins des masses et de l'objectif international du véritable socialisme...

Un Appel aux travailleurs et aux exploités... mais rien sur la centralité prolétarienne

Flou sur les perspectives programmatiques, le texte l'est aussi, logiquement, sur les forces sociales qui les défendront et les réaliseront : il parle certes, quoique non centralement, de « travailleurs » et d'« exploités », mais pas une seule fois n'apparaissent les mots « prolétariat », « classe ouvrière », « lutte de classe » ou même « classe » tout court ! Dès lors, les termes de « travailleurs » et « exploités » restent vagues, puisqu'ils incluent aussi bien des secteurs de la

petite bourgeoisie que les fractions supérieures du salariat et les prolétaires proprement dit. Or, s'il est vrai que toutes les catégories de travailleurs et d'exploités ont historiquement intérêt à en finir avec le capitalisme, seul le prolétariat au sens strict du terme (la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales, qui ne possèdent pas les moyens de

production et doivent donc vendre leur force de travail pour vivre) a intérêt à mener ce combat jusqu'au bout. Et seul il peut le faire car, par sa place dans les rapports de production, il a la puissance de bloquer l'économie. C'est donc lui qui doit être au centre des préoccupations d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, et lui qui devra diriger le processus révolutionnaire en entraînant les autres catégories de travailleurs, d'exploités et d'opprimés.

Une condamnation nécessaire de Bush... mais presque rien sur l'impérialisme français

On lit dans le texte que « la guerre « sans limites » décrétée par Bush et ses alliés dont la France, étend ses horreurs à travers le monde ». C'est indéniable, et cela est reconnu bien au-delà des militants anticapitalistes. Mais, d'une part, le lancement de la campagne présidentielle aux Etats-Unis rend nécessaire de préciser que Bush ne représente lui-même que les intérêts de l'impérialisme US, et que Obama ne

mènera pas une politique essentiellement différente s'il est élu. D'autre part, il est préoccupant que le texte ne dénonce pas de façon plus précise l'impérialisme français, qui est l'ennemi principal des travailleurs et des jeunes — français et immigrés — vivant ici. Un parti des travailleurs anticapitaliste cohérent et conséquent doit mettre au centre de son combat internationaliste la dénonciation de l'État français qui, dirigé par des

gouvernements de droite ou de gauche, envoie son armée « maintenir l'ordre » impérialiste et néo-colonial en Afghanistan, au Liban, en Afrique, etc., participe au pillage des pays dominés par le système de la prétendue « dette » et soutient activement les grandes entreprises françaises qui pillent ces pays et surexploitent leurs populations, notamment en Afrique, avec le soutien de « la France » aux pires dictatures.

En ce qui concerne la situation intérieure, le texte part à juste titre de la conjoncture en rappelant que « Sarkozy et le Medef multiplient les attaques qui traduisent l'arrogance des puissants. Rarement la politique de la droite a été aussi ouvertement agressive envers l'immense majorité de la population. Rarement les possédants, les actionnaires, le patronat se sont montrés aussi avides de profits au mépris du bien-être élémentaire des populations. Oui,

l'exaspération est partout, contre la mise en cause des acquis, des solidarités, des services publics, la difficulté à joindre les deux bouts », contre la dégradation des conditions de vie et de logement, le racisme et les discriminations, les politiques sécuritaires... » — Cependant, le texte ne précise pas le fait essentiel que cette politique de Sarkozy, aggravant indéniablement et même qualitativement celle menée par ses prédécesseurs, a été préparée par

ceux-ci, c'est-à-dire par les gouvernements de droite *et de gauche* (PS-PCF-Verts) des vingt-sept dernières années. *A fortiori*, il ne souligne pas que cette politique continue au service du patronat et contre les acquis sociaux est le produit inévitable de la soumission au capitalisme qui définit le réformisme. Il ne permet donc pas aux travailleurs de comprendre qu'une orientation alternative, réellement anticapitaliste, ne saurait être que révolutionnaire.

**Un refus déterminant du « dialogue social » et des « journées saucissonnées »...
mais une critique trop rapide et donc sans perspective des directions syndicales**

Au sujet des enjeux immédiats de la lutte de classe, le texte a parfaitement raison de dire qu'« il ne faut pas gaspiller les potentialités de cette exaspération en se prêtant au jeu de dupes du « dialogue social » avec le gouvernement, par la division, les journées de grève saucissonnées, secteur après secteur. » — Cependant, il ne nomme jamais les directions syndicales : pourquoi ne pas dire explicitement que, aujourd'hui plus que jamais, toutes les directions des grandes organisations syndicales se prêtent justement à ce « jeu de dupes » et appellent à ces « journées d'action » (même pas forcément de grève !) dispersées et sans lendemain ? Pourquoi ne pas avoir repris au moins l'analyse faite par la commission

« entreprises » de la réunion nationale, selon laquelle « les syndicats ont une forte inertie et partagent pour une part le projet du gouvernement (accord sur la représentativité signé conjointement par la CGT, la CFDT et le MEDEF) » ? Pourquoi ne pas avoir repris le constat dressé par cette même commission, soulignant qu'« une première constatation de la part des salariés présents est la compromission des bureaucrates ou leaders syndicaux (notamment la CGT) avec le patronat » ? Pourquoi ne pas dénoncer également son pendant dans la Fonction publique, l'accord sur le dialogue social du 2 juin, signé par la CGT, la CFDT, la FSU (avec l'appui de la tendance École Émancipé, où la LCR joue un

rôle décisif (Cf. <http://courantintersyndical.free.fr/post.php?ID=342>) et même Solidaires ? — C'est de ces différents points qu'il est urgent de discuter dans les comités NPA si l'on veut qu'ils deviennent réellement des instruments aidant les militants syndicaux et plus généralement les travailleurs à comprendre et à surmonter les obstacles dressés par les bureaucrates devant leurs combats. Il faut en particulier avancer vers la constitution d'un courant intersyndical de lutte de classe (incluant la question très problématique de la tendance École émancipée dans la FSU) : c'est une responsabilité majeure des militants NPA que d'y œuvrer dès maintenant.

Un axe d'intervention pour les luttes nécessaire... mais très insuffisant et non concret

Quant à l'alternative proposée à cette politique de collaboration de classe, le texte dit : « Ici et maintenant, nous pouvons réagir ! Un « tous ensemble » déterminé et unitaire, la généralisation des luttes et des grèves, voilà ce qu'il faut pour battre le gouvernement et ses contre-réformes ! » — C'est très juste, mais trop sommaire pour être concret. Il faut au contraire expliquer aux travailleurs que la « généralisation des luttes et des grèves », si elle n'est qu'une multiplication, ne suffira pas à vaincre le gouvernement, qu'il faut pour cela défendre dans chaque lutte la perspective de la grève

générale, tous ensemble et en même temps, jusqu'à satisfaction des revendications mises en avant par les travailleurs eux-mêmes. Pour cela, la dénonciation publique et systématique de la stratégie des directions syndicales est indispensable. Pour convaincre les centaines de milliers de travailleurs qui suivent leurs appels en leur faisant encore plus ou moins confiance, une tactique d'interpellation et de pression multiforme à leur égard doit en même temps être mise en œuvre. Et surtout, l'axe de l'auto-organisation des travailleurs (comités d'action, AG, comités de grève, et dès que

possible leur fédération à tous les niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables) doit structurer toute l'intervention concertée des militants NPA dans la lutte de classe¹.

¹ Sur cette question de l'axe revendicatif et méthodologique d'intervention dans la lutte de classe, cf. les propositions que le Groupe CRI avait faites à la fin de sa Contribution pour la réunion nationale, publiée fin mai : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=509>

Un refus clair de gouverner avec le PS... mais des formules très insuffisantes quant au principe de gouverner dans le cadre de l'État bourgeois

En ce qui concerne la perspective politique à plus long terme, le texte affirme à juste titre qu'« il n'est pas possible de rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et ceux qui s'en accommodent. Il n'est pas possible de rassembler dans un même gouvernement ceux qui défendent les droits des travailleurs et ceux qui défendent le pouvoir des actionnaires, ceux qui veulent rompre avec les politiques libérales et ceux qui les mettent en pratique, ceux qui veulent construire une Europe des travailleurs et les plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence et du profit. C'est pourquoi nous voulons un parti totalement indépendant du Parti

socialiste, un parti qui défende jusqu'au bout les intérêts de tous les exploité(e)s ». — Cependant, pour construire un parti qui soit réellement un instrument de conquête du pouvoir politique par les travailleurs, il ne suffit pas de dire avec qui on ne veut pas gouverner. Pour être crédibles, il faut impérativement dire qu'il n'est pas possible de gouverner non seulement avec les suppôts des « actionnaires », les partisans des « politiques libérales » et les « plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence », mais plus généralement avec les suppôts des *capitalistes en général*, les partisans des *politiques capitalistes en général* (fussent-elles non « libérales », mais par exemple keynésiennes, pour autant que

cela redevienne acceptable un jour pour la bourgeoisie !) et les partisans même moins « zélés » d'une quelconque Europe capitaliste ! Bref, il est impératif de dire clairement que jamais le futur NPA ne participera à un gouvernement (ou ne soutiendra un gouvernement) qui se constituerait dans le cadre de l'État capitaliste. Car tout refus réformiste de la logique d'une révolution politique comme moyen de la révolution sociale conduit nécessairement soit à la défaite (comme Allende au Chili), soit à accepter le cadre de l'État bourgeois et par là même du capitalisme (comme les gouvernements PS-PCF en France).

Une réaffirmation indispensable de l'indépendance à l'égard du PS... mais une promotion du vocable parlementaire-bourgeois de « gauche » et rien sur le PCF

En ce qui concerne la délimitation du futur NPA par rapport aux autres partis, le texte rappelle certes qu'il sera « totalement indépendant du Parti socialiste », mais il se revendique de la « gauche », reprenant à son compte cette catégorie floue du parlementarisme bourgeois, qui concerne historiquement aussi bien des partis du mouvement ouvrier (SFIO, PCF) que des partis purement et simplement bourgeois (parti radical classique, actuels PS, Verts, PRG ou MRC). De fait, le texte s'adresse aux « écologistes » et aux « antilibéraux » en tant que tels, alors que ces courants ne se réclament pas du socialisme ou

même du mouvement ouvrier, et même pas de l'anticapitalisme (ou alors le vocable d'« antilibéralisme » n'aurait aucun sens ; or il en a bien un !). Il se confirme ainsi que les contours de classe du futur NPA, tels que les définit ce texte, ne sont pas bien clairs. — Quant au PCF, pourquoi ne pas dire que le NPA devra en être tout autant indépendant que du PS, alors que l'ex-parti stalinien a participé directement à plusieurs gouvernements du PS, contribuant directement à la mise en œuvre de leur politique réactionnaire, quand il ne se contentait pas de la soutenir au Parlement ? La délimitation à l'égard du PCF est décisive non

seulement pour que le cadre du NPA soit clair, mais aussi pour convaincre des militants ou ex-militants du PCF que leur parti est bien trop incrusté dans le système pour pouvoir être redressé, remis sur les rails de la lutte de classe. Il ne sert à rien de manœuvrer ou de prétendre ménager les susceptibilités : tant que les militants de lutte que compte encore le PCF n'iront pas jusqu'au bout de leurs réserves et de leurs critiques à l'égard de la direction du PCF en comprenant que c'est leur parti lui-même qui est pourri et irrécupérable, ils ne rejoindront pas le processus NPA !

Positions et propositions du Groupe CRI

Du point de vue des communistes révolutionnaires internationalistes, l'Appel de la première coordination nationale des comités d'initiative pour le NPA, principal résultat de cette réunion, est donc mitigé. Si ses points positifs importants justifient amplement la participation active au processus, ses limites et ses ambiguïtés vérifient plus que jamais la démarche que le Groupe CRI a choisi d'adopter. Défendue publiquement et constamment depuis la lettre du 18 juillet 2007 du Groupe CRI à la LCR, cette démarche peut être résumée de la façon suivante :

1) dans le contexte de crise générale extrêmement profonde du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, nous considérons comme positive la décision de la LCR d'ouvrir le débat pour un nouveau parti anticapitaliste et de lancer le processus constituant ;

2) nous sommes partisans d'un parti anticapitaliste clairement et ouvertement révolutionnaire, comme bien d'autres, et voulons donc en convaincre progressivement les participants au processus, même s'ils ne

sont évidemment pas tous d'emblée révolutionnaires ;

3) comme le débat et le combat politique concernant la nature de ce parti ne seront pas tranchés en quelques mois (même si le congrès de fondation constituera un premier moment décisif à cet égard), et comme nous sommes pour notre part partisans du programme historique de la IV^e Internationale, nous estimons qu'il faudra y constituer, avec tous ceux qui le voudront, un courant clairement et ouvertement communiste révolutionnaire, puisque le NPA est

supposé devenir un parti démocratique et reconnaissant le droit de tendances et de courants publics ;

4) jusqu'au congrès de fondation, les militants CRI participent aux comités NPA, y défendent leurs analyses et propositions dans le cadre de l'ordre du jour des réunions et des règles collectivement fixées, tout en continuant de faire vivre le Groupe CRI en tant que tel (réunions, recrutement, publications – incluant le droit

inconditionnel à la critique de la politique d'autres courants ou organisations, y compris la LCR, la FLO et la GR) ; c'est ce que font également la Fraction de LO, la GR et même la LCR jusqu'à présent ;

5) tout comme la Fraction de LO et la GR, et bien que nous soyons acteurs à part entière du processus constituant, nous ne pouvons nous engager inconditionnellement à ce stade à participer au NPA après le congrès de

fondation : tout dépendra du programme et des autres prises de position adoptées par celui-ci, de la dynamique du processus et tout particulièrement de son caractère réellement démocratique ou non, notamment de la reconnaissance effective ou non du droit de tendances et de courants publics. C'est d'ailleurs ainsi que raisonnent également des centaines d'autres participants non-LCR au processus constituant.

MILITANTS OUVRIERS, TRAVAILLEURS, JEUNES RÉVOLTÉS QUI PARTICIPEZ AU PROCESSUS NPA, CE PARTI SERA CE QUE NOUS EN FERONS COLLECTIVEMENT !

**DÉFENDEZ LE PROGRAMME ET LES IDÉES COMMUNISTES DANS VOS COMITÉS :
POUR UN NPA CLAIREMENT ET OUVERTEMENT RÉVOLUTIONNAIRE !**

**COMBATTEZ POUR QUE TRIOMPHENT LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE : CONTRE
LES EXCLUSIONS POUR DÉLIT D'OPINION RÉVOLUTIONNAIRE, POUR LE PRINCIPE DES DÉLÉGUÉS
MANDATÉS,
POUR LE DROIT À L'EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE DE TOUS,
POUR LE DROIT DE TENDANCES ET DE COURANTS PUBLICS !**

**LA DIRECTION DE LA LCR FAIT SON TRI : ELLE VEUT
MAINTENANT EXCLURE TOUS LES MILITANTS CRI DU NPA !**

**ELLE A ADRESSÉ LE 8 JUILLET À SES MILITANTS
UNE CIRCULAIRE INTERNE EN CE SENS !**

**COMMENT CONSTRUIRE UN NPA DÉMOCRATIQUE ET PLURALISTE
EN COMMENÇANT PAR EXCLURE UNE DE SES COMPOSANTES ?**

Interpellée lors la réunion nationale des comités NPA et dans les jours suivants, la direction de la LCR avait d'abord prétendu que l'exclusion de deux dirigeants du Groupe CRI du comité NPA de Paris 5^e-13^e était une affaire locale. Puis, lors de la commission de la réunion nationale consacrée à l'organisation du

processus NPA, Pierre-François Grond, l'un des principaux dirigeants de la LCR, s'était engagé à transmettre la demande de recours des militants exclus au Comité national d'animation. Cependant, en raison de la campagne nationale du Groupe CRI pour la réintégration de ses militants, les protestations individuelles ou

collectives contre cette exclusion mettant en cause le cadre même du NPA se multipliaient... Il n'était donc pas possible, pour la direction de la LCR, de continuer à minimiser l'affaire ou de faire des réponses dilatoires. Or, au lieu de trouver une issue raisonnable à la crise, la direction de la LCR décide finalement une fuite en avant.

**La direction de la LCR envoie à tous ses militants une circulaire interne
visant à exclure le CRI**

Elle a en effet adressé à tous ses militants, le 8 juillet, un « argumentaire [sic] expliquant pourquoi la LCR considère que les conditions ne sont pas réunies pour que le CRI soit partie prenante du processus » NPA. Et cette circulaire interne se conclut de la façon suivante : « Les militants du groupe CRI ont parfaitement le droit de s'opposer au projet politique de la LCR et du NPA.

Mais il faut qu'ils le fassent en dehors. » Les choses sont donc claires : l'exclusion de deux dirigeants du Groupe CRI du comité NPA de Paris 5^e-13^e n'était pas une affaire locale, mais bien la première étape d'une opération politique visant à exclure tous les militants CRI...

D'un côté donc la direction de la LCR affirme partout publiquement

qu'elle veut se dissoudre pour construire un nouveau parti « anticapitaliste, démocratique et pluraliste », regroupant « tous les anticapitalistes et révolutionnaires », reposant sur la « transparence », reconnaissant le « droit de tendances et de courants publics »... mais d'un autre côté elle envoie en interne à ses militants des consignes et des « arguments » pour se débarrasser

d'une composante du processus NPA, qui y participe depuis le début ! Bien consciente de cette contradiction entre ce qu'elle prétend vouloir faire et ce qu'elle fait, la direction de la LCR accompagne sa circulaire interne de la précision suivante : « *Il est inutile de diffuser cette note dans les comités qui ne sont pas au courant de cette affaire et où la question n'est pas soulevée.* » Vous avez dit « transparence » ?

(Cette circulaire et le courrier qui l'accompagne doivent être connus de tous : ils sont désormais publiés,

comme tous les autres documents relatifs à l'exclusion des militants CRI du processus NPA, sur notre site <http://groupecri.free.fr>)

Bien sûr, le Groupe CRI est un petit groupe qui ne pèse pas lourd face à la machine nationale de la LCR, avec son Bureau politique, ses 3 000 militants organisés, ses moyens matériels et de communication, son accès aux médias... : la victoire de cette offensive de la direction LCR contre le Groupe CRI ne serait pas très

glorieuse ! Mais précisément, pourquoi la direction de la LCR, hégémonique dans un processus NPA qui compte selon elle 8 à 9 000 participants, éprouve-t-elle le besoin de mettre en œuvre tout un dispositif fractionnel pour exclure un petit groupe capable d'intervenir dans une poignée de comités seulement ? — Pour que chacun puisse se faire sa propre opinion, partons des faits, des actes et des textes...

La direction LCR est incapable d'invoquer la moindre faute concrète pour justifier l'exclusion

Or le premier fait marquant est que, dans son « argumentaire », la direction LCR n'est en fait pas en mesure de reprocher la moindre faute aux militants CRI intervenant dans le NPA, c'est-à-dire le moindre acte caractérisé qui justifierait sérieusement une exclusion. Pourtant, nul doute que, s'il y en avait eu, elle les aurait dénoncés ! À l'encontre de la justice la plus élémentaire, la LCR voudrait-elle instaurer le principe de la sanction non seulement sans recours (dont elle a refusé le principe même lors de la réunion nationale), mais en outre sans crime, sans délit et sans infraction ?

Dès lors, toute son « argumentation » se réduit à l'affirmation péremptoire que le « projet du CRI » serait « incompatible avec le NPA ». Autrement dit, la direction de la LCR, qui parle officiellement de « processus ouvert », de « parti en construction », etc., se permet en fait de décider quels sont les projets qui seraient « compatibles » avec le NPA ! Mais ce n'est pas à la direction de la LCR de décider à l'avance si le projet d'un parti prolétarien révolutionnaire, proposé par le Groupe CRI, est compatible ou non avec le NPA : c'est et ce sera aux

participants au processus de décider ensemble, après discussion, au moment du congrès de fondation, ce que sera et ce que ne sera pas ce nouveau parti ! À moins qu'il soit déjà décidé par en haut que le NPA doive être une LCR élargie, avec les mêmes orientations et les mêmes méthodes ?

Quant à l'« argument » selon lequel « *les agissements de micro-sectes peuvent être destructeurs, dégoûter et démoraliser des camarades, voire casser des comités* », il est d'une incroyable mauvaise foi ! Comment les idées communistes et révolutionnaires ouvertement défendues par les militants CRI dans le cadre des réunions NPA et de leur ordre du jour, leur volonté d'un programme révolutionnaire le plus avancé possible pour le NPA, leur dénonciation des directions syndicales collaboratrices du MEDEF et du gouvernement, qui brisent les luttes des travailleurs les unes après les autres... pourraient-elles « dégoûter et démoraliser » les participants au processus NPA, qui pour la plupart veulent sincèrement combattre le capitalisme, réfléchir collectivement à une alternative historique, aider efficacement les luttes des travailleurs et des jeunes ? De fait, à l'exception du

comité NPA de Paris 5^e-13^e, la participation des autres militants CRI, depuis trois ou quatre mois, à des comités NPA réellement pluralistes, n'a pas suscité de plaintes : au contraire, plusieurs militants CRI ont été choisis comme délégués par leur comité pour la réunion nationale. Par contre, dans le comité NPA de Paris 5^e-13^e, la décision d'exclure deux militants CRI, reposant non sur la dénonciation de quelconques fautes concrètes, mais uniquement sur des procès d'intention et des délits d'opinion et de style, a été prise par la LCR, certes flanquée d'un bureaucrate syndical et d'une réformiste avérée furieuse que le CRI ose dénoncer les directions syndicales... alors que les rares « indépendants » de ce comité (non organisés hors NPA) ont voté contre ou se sont abstenus !

En fait, n'est-ce pas la direction de la LCR qui, en décidant d'exclure bureaucratiquement, sans pouvoir invoquer la moindre faute, les militants CRI du processus NPA, va « dégoûter et démoraliser » de nombreux participants qui avaient cru jusqu'à présent (comme les militants CRI) à la possibilité de construire réellement un nouveau parti anticapitaliste, démocratique et pluraliste ?

La principale raison invoquée par la direction de la LCR est que... le CRI la critique !

Le principal grief qui nous est adressé par la direction de la LCR, et en fait le seul réellement étayé dans sa circulaire interne, est que... le Groupe CRI la critique sévèrement depuis des années ! La direction de la LCR prétend même révéler un scoop à ses militants (dont la plupart n'a pourtant pas attendu

sa missive pour s'intéresser aux autres organisations trotskystes, même petites !) en brandissant la caractérisation politique que nous faisons de la LCR... et que nous n'avons JAMAIS cachée (ni avant, ni depuis le lancement du processus NPA) ! Au demeurant, faut-il rappeler

que la direction de la LCR n'a jamais essayé de nous convaincre que nous nous trompions éventuellement, malgré les multiples lettres et demandes de rencontre que nous lui avons adressées depuis juillet pour ouvrir la discussion avec elle, bien avant que ne soient lancés les comités NPA ?...

Notre crime impardonnable est donc de caractériser la LCR comme une organisation « centriste de droite cristallisée ». Et alors ? Quand on prétend comme elle vouloir construire « une nouvelle force politique qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier », on ne peut ignorer que, parmi ces « meilleures traditions », il y a les immenses et très véhémentes discussions qui ont nourri les analyses et orientations des grandes organisations historiques du prolétariat, par exemple celles de la Iie Internationale entre Kautsky et

Bernstein, entre Luxembourg et Kautsky, entre les marxistes et les jaoussistes dans la SFIO (il y eut dans tous ces cas une majorité et une minorité, mais aucun des protagonistes ne fut exclu !), entre les bolcheviks et les mencheviks dans le POSDR réunifié après 1905, où ils constituaient deux fractions, entre les bolcheviks eux-mêmes jusqu'à l'interdiction des fractions au Xe congrès de mars 1921, puis de nouveau avec la constitution de l'Opposition de gauche à la fin de 1923, dirigée par Trotsky, jusqu'au triomphe de Staline... Ce sont la social-démocratie définitivement passée du

côté de l'ordre bourgeois en 1914, et le stalinisme contre-révolutionnaire liquidant physiquement les autres courants du mouvement ouvrier, qui ont brisé ces « meilleures traditions » de discussions, incluant des polémiques titanesques ! De ce point de vue, quand on la compare à ce que se disaient les protagonistes de celles-ci au sein de la même organisation, notre caractérisation de la LCR comme « centriste droitier cristallisée » est plus proche de l'eau de rose que de la vodka !

Qu'entendons-nous par « centriste droitier cristallisé » ?

En tout cas, il ne s'agit évidemment pas d'une insulte (contrairement à ce que prétend la circulaire, nous n'utilisons aucun « nom d'oiseau »), mais de la *caractérisation politique d'une organisation du mouvement ouvrier*. La direction de la LCR a tout à fait le droit de ne pas approuver cette caractérisation, voire de s'en vexer si elle se croit révolutionnaire ! Mais elle devrait savoir que, dans les organisations démocratiques du mouvement ouvrier, contrairement aux organisations bureaucratiques et notamment stalinienne, *la caractérisation politique des positions des uns et des autres, même sévère, n'est pas et ne doit pas être motif d'exclusion*, car cela relève de la libre discussion et n'a rien à voir avec une quelconque violation des règles démocratiques ! D'ailleurs, la LCR caractérise quant à elle le CRI comme une « secte » politique et, même si elle ne daigne pas, contrairement à nous, avancer le moindre argument sérieux à l'appui de ses dires, nous ne contestons pas son droit de le penser et de le dire... Même si c'est d'ailleurs contraire à ce que pensent du CRI la grande majorité de celles et ceux qui le connaissent... y compris le responsable de la LCR de Paris 5^e-13^e qui a pourtant piloté avec une hargne incroyable l'exclusion de nos camarades, mais n'en a pas moins reconnu que nous avons bien « un milieu » autour de nous et que nous savons intervenir dans les masses, dans les mouvements, dans les AG¹...

Par « centriste », nous désignons, comme Lénine et Trotsky, l'orientation d'une organisation du mouvement ouvrier qui n'est pas révolutionnaire, mais qui n'est pas non plus réformiste au sens de la trahison ouverte permanente qui caractérisait les directions social-démocrates et stalinienne du mouvement ouvrier au XXe siècle (pour ne pas parler de leurs héritiers aux petits pieds d'aujourd'hui, les Buffet, Thibault, Mailly et autres Aschieri). Jusqu'à présent en effet, la direction de la LCR oscille à notre avis en permanence, selon les moments, selon les articles, selon les tracts, entre d'une part des références révolutionnaires, un discours anticapitaliste plus ou moins radical, la perspective de la grève générale, etc., et d'autre part une ligne d'électorisme réformiste et un comportement de flanc-garde des directions réellement réformistes du mouvement ouvrier. Nos analyses sont sans doute discutables, mais nous les avons faites sérieusement, sur la base des faits, des actes et des textes, dans de très nombreux articles depuis plus de cinq ans (cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=LCR> et <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=extrême-gauche>)

En outre, par « centriste droitier », nous voulons dire que le centriste tend non vers la gauche

(centriste progressiste, comme celui du POUM espagnol après sa rupture avec le stalinisme), mais vers le réformisme (la « droite » du mouvement ouvrier).

Enfin, par « centriste cristallisé », nous voulons dire que des oscillations caractéristiques du centriste en général ne se dégagent pas une véritable évolution conduisant à trancher entre réformisme et révolution ; mais on assiste plutôt à une politique qui tourne en rond pendant des années, au prix d'une routine et d'une stagnation évidentes (alors que le centriste d'un Kautsky pendant la Première Guerre mondiale était éphémère, débouchant d'ailleurs finalement sur le réformisme — tandis que l'évolution du POUM n'a pas pu aller à son terme, puisqu'il a été liquidé conjointement par les stalinien et les fascistes).

Nous parlons également du « micro-appareil » de la LCR pour désigner la position sociale d'une partie de ses dirigeants et cadres qui participent aux appareils syndicaux, non parce qu'ils défendraient des positions révolutionnaires et auraient *sur cette base* gagné la confiance d'une majorité d'adhérents, mais au contraire parce qu'ils ont renoncé depuis longtemps à défendre des positions révolutionnaires dans les syndicats et accepté sur cette base des « accords » avec les authentiques réformistes. C'est le cas dans différents syndicats, mais l'exemple le plus frappant (quand on connaît le poids des enseignants dans la LCR) est celui de la FSU, la principale

¹ Cf. le compte-rendu de la rencontre Groupe CRI/LCR 5^e-13^e du 30 mai 2008,

préliminaire à l'exclusion locale de nos militants, sur notre site Internet <http://groupecri.free.fr/article.php?id=517>

fédération de fonctionnaires du pays, dirigée par un appareil bureaucratique issu du stalinisme; en effet, *des responsables nationaux et cadres de la LCR co-dirigent directement cette fédération et ses syndicats à tous les niveaux, à travers la tendance École émancipée* — et malgré l'opposition interne pour le moment impuissante d'un certain nombre de militants révolutionnaires de la LCR, y compris quelques dirigeants.

Quant aux méthodes « bureaucratiques » dont nous parlons, nous n'avons pas besoin de faire un dessin : par sa circulaire appelant à notre exclusion, la direction de la LCR

montre elle-même à quel point elle y est rompue !

Pour toutes ces raisons, nous avons donc, en effet, écrit explicitement que nous n'avions « aucune illusion » à l'égard de la direction de la LCR en tant que telle. Mais là encore : et alors ? *Quand elle a lancé le projet de NPA, la LCR n'a pas mis comme condition pour y participer qu'il faille avoir des illusions à son égard !* Elle n'a pas mis comme condition qu'il ne faille pas la considérer comme centriste droitière ! Elle n'a pas exigé que l'on s'incline à ses pieds en lui décernant des palmes académiques de la révolution !

Au contraire, elle a annoncé qu'elle comptait se dissoudre. Elle a prétendu qu'elle voulait rassembler largement tous les anticapitalistes et les révolutionnaires, « dépasser les vieilles querelles » et voir si et comment il était possible d'avancer collectivement vers un nouveau parti... Dès lors, il est inadmissible que, près d'un an après que le Groupe CRI eut déclaré son accord avec le projet et quatre mois après le lancement des comités, la direction de la LCR lui interdise soudain le droit de continuer à participer à ce processus... sous prétexte qu'il a osé critiquer jusqu'à présent une organisation de toute façon appelée à disparaître !

Par contre, quand c'est Clémentine Autain qui critique la LCR... elle est conviée à rejoindre le NPA !

Mais l'interdiction de la critiquer que la direction de la LCR voudrait imposer est en fait à géométrie variable : quand Clémentine Autain, la médiatique ex-adjointe au maire de Paris, Bertrand Delanoë (et qui a soutenu sa liste en mars dernier), commet avec quelques autres petits bourgeois réformistes bon teint une tribune dans *Le Monde* où elle critique elle aussi (quoique par la droite) le projet de la LCR, allant jusqu'à mettre en doute sa « sincérité »... la direction de la LCR lui répond immédiatement (dans *Le Monde* du 7 juin), non seulement en acceptant de débattre avec elle, mais en outre en lui proposant de « participer au processus » et en l'invitant comme « personnalité » à la réunion nationale, bref en lui déployant le tapis rose. Nous n'en demandions pas tant, mais force est de constater que c'est deux poids, deux mesures ! Certes, Clémentine Autain n'a pas commis le crime de caractériser la LCR comme

« centriste droitière cristallisée »... Mais les militants CRI, eux, n'ont pas été adjoints au maire de Paris de 2001 à 2008, ils ne sont pas à ce titre co-responsables de la politique bourgeoise menée par ce possible futur chef du PS ! *Du point de vue de l'anticapitalisme, qu'est-ce qui est plus grave ?*

Or nous en arrivons là à l'un des problèmes politiques de fond dont nous aurions justement voulu discuter démocratiquement dans le cadre du processus NPA et dont il faudra bien de toute façon discuter : dans le « projet » de la LCR pour le NPA, qu'en est-il de l'indépendance par rapport aux institutions ? La question se pose car, selon l'appel du congrès de la LCR, il s'agit de construire « un parti en rupture avec le capitalisme et les institutions de la classe dominante », mais dans l'appel issu de la réunion nationale des 28-29 juin, cette idée

n'apparaît plus... Or, entre-temps, justement dans sa tribune du *Monde* le 7 juin où elle répond à Clémentine Autain et ses amis, la direction de la LCR tente de les convaincre de venir au NPA en leur donnant des « gages » politiques et en soulignant tout particulièrement que « la LCR (est) prête à soutenir une expérience gouvernementale qui inverserait le cours néolibéral des politiques dans la perspective d'une sortie du capitalisme » ! Autrement dit, la direction de la LCR, qui proteste avec indignation quand on la qualifie d'opportuniste, reconnaît pourtant qu'elle est prête à soutenir un gouvernement qui accepterait le cadre de l'État bourgeois et mènerait par exemple une politique néo-keynésienne, donc parfaitement capitaliste, tout en promettant de sortir du capitalisme... plus tard (« perspective » des calendes grecques ?)...

Un débat de fond : peut-on « sortir du capitalisme »... sans sortir des institutions bourgeoises ?

Pourtant, faut-il rappeler l'expérience du gouvernement PS-PCF de 1981 en France, dont le programme affichait exactement cette orientation, quoique en plus radical (cf. le programme commun de la gauche des années 1970) ? Faut-il rappeler l'« expérience » en cours du gouvernement de Lula au Brésil, élu sur un programme « anti-libéral » depuis

2003, appliquant en fait (c'est inévitable quand on refuse de rompre immédiatement avec le capitalisme) une politique néolibérale dictée par les capitalistes et les propriétaires fonciers... et auquel un dirigeant de ce qui était à l'époque la section-sœur de la LCR au Brésil a justement pu participer pendant des années sans être exclu de la « IVe Internationale-Secrétariat

Unifié » et sans que la LCR le dénonce une seule fois publiquement ? Faut-il rappeler l'expérience du Parti de la Refondation Communiste au PRC, issu du stalinisme, et où la section-sœur de la LCR, Sinistra Critica, constituait une fraction ? Le PRC a accepté de soutenir le premier gouvernement de « centre-gauche » de Prodi, avant de participer directement au second, alors que la

prétendue « inversion du cours néolibéral » qui était promise aux travailleurs s'est bien vite confirmée être une totale supercherie ; et cela n'a pas empêché les parlementaires de Sinistra Critica d'apporter leur « soutien critique », mais soutien quand même, à ce gouvernement Prodi, capitaliste et néolibéral, pendant la plus grande partie de son existence (votes des budgets, y compris le budget militaire finançant l'intervention de l'impérialisme italien en Afghanistan, et de la plupart des lois).

Serait-ce donc pour éviter certaines discussions de fond que la direction LCR veut exclure le Groupe CRI du processus NPA en invoquant elle-même comme principal « argument » les critiques dont elle fait l'objet de sa part ? En tout cas, il est vraiment paradoxal qu'une organisation nationale de cette importance, lançant un projet ouvert de construction d'un nouveau parti et venant de réussir globalement (quoique avec des

méthodes contestables — cf. ci-dessus la contribution du CRI suite à la réunion des 28-29 juin.) la première réunion nationale des comités NPA... craigne tellement un groupe aussi petit ! Une direction qui voudrait réellement regrouper « tous les anticapitalistes et révolutionnaires » et qui aurait confiance dans ses propres idées devrait se dire qu'elle n'aurait pas de mal soit à convaincre progressivement les militants des petits groupes, soit à les laisser s'isoler eux-mêmes dans leurs comités NPA, face à la puissance de ses propres idées démocratiquement défendues...

Cependant, il est peu probable que, en excluant des révolutionnaires et en faisant tous ses efforts pour convaincre des petits bourgeois occupant des postes exécutifs dans les institutions de la bourgeoisie, la direction de la LCR puisse empêcher les discussions de fond. D'une part, il y a de nombreux militants révolutionnaires dans la LCR. D'autre

part, la direction a beau se permettre d'identifier en interne (évidemment pas dans ses discours officiels !) la LCR et le NPA (« *les militants du groupe CRI ont parfaitement le droit de s'opposer au projet politique de la LCR et du NPA* », lit-on dans sa circulaire intérieure)... il n'est pas sûr qu'elle puisse empêcher le NPA d'être réellement plus ouvert que la LCR ! C'est justement parce que nous avons, malgré nos différences politiques avec elle, considéré comme responsable et audacieux son pari officiel d'ouvrir une discussion large et pluraliste entre anticapitalistes et révolutionnaires, que nous y avons répondu (et nous sommes même la première organisation à y avoir répondu, dès le 18 juillet 2007). Nous avons cru qu'il serait possible de faire avancer les idées révolutionnaires et de se battre politiquement, loyalement, pour que le NPA soit un parti révolutionnaire et ait un programme le plus avancé possible...

**La LCR accuse le CRI de faire de l'« entrisme »...
en insinuant malhonnêtement qu'il serait lambertiste**

Le fait est que la direction de la LCR ne peut pas nous reprocher de n'avoir pas été loyaux : faute de pouvoir nous accuser sérieusement de quelque faute que ce soit, elle se contente... de citer nos textes publics, largement diffusés ! Elle sait que nous avons, depuis le début, joué cartes sur tables — exactement comme nous le faisons par principe pour toutes nos activités, même si cela agace les réformistes et centristes cristallisés de tout poil. En effet, nous n'avons jamais caché, mais toujours défendu ouvertement, nos positions, nos méthodes, notre volonté de nous battre pour construire le NPA en y faisant avancer nos idées et si possible en y constituant avec d'autres, après sa fondation, un courant communiste révolutionnaire.

Or c'est cela que la direction de la LCR appelle « faire de l'entrisme » ! C'est tout de même incroyable ! La LCR prétend « ouvrir » un processus, mais voudrait interdire à certains groupes le droit d'y participer ? La LCR ne se dissout pas (continuant d'intervenir en fraction, comme le

prouve justement sa circulaire intérieure)... et elle voudrait imposer à une organisation partie prenante qu'elle se dissolve avant le congrès de fondation, alors que nul ne sait encore ce que donnera la discussion à peine commencée ? La LCR, ainsi que la Fraction de LO, la GR, la Gauche alternative, etc., auraient le droit de défendre leurs idées dans le cadre de cette discussion, et donc d'en convaincre des participants aux comités... mais le Groupe CRI n'en aurait pas le droit ? *Aucun participant au processus NPA ne peut accepter cette discrimination !*

Pour tenter de rendre crédible sa volonté d'exclusion malgré son manque d'arguments évident, la direction de la LCR prétend établir une différence entre la Fraction de LO et la GR, d'une part, le Groupe CRI, d'autre part, et commence sa circulaire en rappelant que celui-ci vient du PT... Comme nous allons le voir, il s'agit ainsi d'insinuer que sa démarche aurait une quelconque filiation avec l'inadmissible « entrisme » lambertiste ! Une telle « méthode » est-

elle honnête intellectuellement et politiquement ?

Il nous faut donc rappeler d'abord que les jeunes fondateurs du Groupe CRI en 2002 (évidemment très minoritaires en son sein aujourd'hui !) ont certes été militants du PT, mais en ont surtout été exclus bureaucratiquement... en raison des idées marxistes et trotskystes qu'ils ont voulu y défendre ! L'ensemble des documents du dossier de cette exclusion sont disponibles et montrent les méthodes utilisées par la direction lambertiste pour justifier celle-ci auprès des militants : faux prétextes, provocations, calomnies et délits d'opinion. Malheureusement, nous ne sommes donc pas sans expérience à cet égard !

De plus, la direction de la LCR tente d'utiliser le caractère politiquement si repoussant du petit bourgeois chauvin Gérard Schivardi en parlant du « PT de Schivardi »... Or, non seulement le candidat à la présidentielle soutenu par le PT n'était absolument pas membre de ce parti

quand y étaient encore les futurs fondateurs du CRI, mais surtout la direction de la LCR, qui le sait pourtant pertinemment, se garde bien de rappeler que le Groupe CRI dénonce de façon systématique la politique toujours plus droitière du PT, jusqu'à son actuelle transformation en parti même plus centriste droitier cristallisé, mais ouvertement réformiste, le POI. Pour le vérifier, le lecteur peut se référer aux articles parus dans presque chaque numéro du CRI des travailleurs (depuis son premier en février 2003, cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?k>

eyword=PT et <http://groupecri.free.fr/search.php?key=extr√TMme-gauche>) Il pourra constater notamment la dénonciation véhémement que nous avons adressée au choix de présenter Schivardi et à toute sa campagne (cf. notamment <http://groupecri.free.fr/article.php?id=320>), au moment même où, tout en les critiquant, nous faisons campagne pour une candidature anticapitaliste commune de LO et de la LCR !

L'accusation d'« entrisme » utilisée comme arme ultime contre le

Groupe CRI *par la direction de la LCR pour justifier sa volonté d'exclusion est donc viciée à la racine.* Elle repose sur la confusion délibérément entretenue entre l'entrisme trotskyste et l'« entrisme » lambertiste — la direction de la LCR comptant manifestement sur une insuffisance de la formation historique de ses militants les plus récents (et les plus nombreux), dont elle est d'ailleurs responsable. Il nous faut donc rappeler la différence *fondamentale* entre les deux.

L'entrisme trotskyste se fait dans un parti *déjà constitué...* et n'a rien à voir avec des manœuvres secrètes

L'« entrisme » dans un parti déjà constitué, au sens trotskyste du terme, n'a rien de condamnable du point de vue des principes. Pour Trotsky, certaines circonstances historiques peuvent justifier que les organisations trotskystes (c'est-à-dire communistes révolutionnaires, bolcheviks et anti-staliniennes) constituent dans des partis du mouvement ouvrier (réformistes, staliniens ou centristes) des courants, tendances ou fractions (selon les statuts de ces partis et d'éventuels accords). Mais *la condition globale est que ce soit fait « à drapeau déployé », c'est-à-dire en défendant ouvertement, dans le cadre de la démocratie ouvrière, les idées trotskystes !* De ce point de vue, si le NPA était déjà constitué et que le Groupe CRI y fit ce qu'il fait actuellement dans le processus constitutif, alors ce pourrait être comparé à de l'« entrisme » en ce sens trotskyste, authentique, du terme, et cela ne serait pas condamnable du point de vue des principes. Sauf que, encore une fois, *le NPA n'est pas constitué* et le cas de figure est donc nettement différent : *le Groupe CRI entend défendre publiquement ses idées dans le cadre d'un processus ouvert dont nul ne peut dire aujourd'hui quelles seront les positions qu'il adoptera !* À moins que la direction de la LCR n'exclue tous ceux qui ne partagent pas les siennes ?

L'orientation du Groupe CRI n'a donc évidemment rien à voir avec l'« entrisme » lambertiste, consistant tout au contraire à envoyer *secrètement* des militants dans une autre organisation, non pour y défendre leurs

idées, mais pour y faire des manœuvres diverses. C'est ce que l'OCI lambertiste a fait dans le PS des années 1970 (cas fameux de Jospin et 300 à 400 autres), mais aussi dans la LCR, non sans succès — et l'on pourrait comprendre de ce point de vue que la direction de la LCR craigne ce genre de comportements... Mais elle sait très bien que le Groupe CRI, quant à lui, joue cartes sur tables ! De fait, si son but avait quelque chose à voir avec la « méthode » lambertiste, il n'aurait certainement pas écrit noir sur blanc, à de nombreuses reprises, ce qu'il a décidé de faire à l'égard du processus NPA, non dans une circulaire interne, mais dans sa presse publique !

Enfin, quand on connaît l'histoire de la LCR, on ne peut s'empêcher de sourire face à son actuelle indignation, réelle ou feinte, à l'égard de l'« entrisme » : comme ses militants les plus récents ne le savent peut-être pas, il nous faut tout de même rappeler que la LCR est issue historiquement de ce courant majoritaire de la IVe Internationale des années 1950, dirigée par Michel Pablo et Ernest Mandel, qui a justement théorisé et mis en pratique la tactique de l'« entrisme *sui generis* », consistant à envoyer la majorité des trotskystes dans les PC ou les PS... pour y faire du *fractionnisme clandestin* (tout en maintenant de petits groupes autonomes ouvertement trotskystes). Bref, de l'« entrisme » lambertiste avant la lettre, justifié en outre par une stratégie qui revenait à capituler devant le stalinisme en expliquant que, à la veille de la

« troisième guerre mondiale » entre « le camp stalinien » et le « camp impérialiste », il fallait se rallier au « camp stalinien » non seulement militairement, mais aussi politiquement, pour aider les staliniens à aller plus loin qu'ils ne le voulaient, à l'occasion de cette guerre, dans la « construction du socialisme » ! C'est ainsi que les partisans français de la majorité internationale (y compris les plus vieux militants de l'actuelle LCR) entrèrent pour une quinzaine d'années au PCF, à l'UEC et au JC, ou y restèrent après avoir été gagnés au trotskysme — jusqu'à l'exclusion de ce qui allait devenir la JCR, avant la « naissance » (ou réapparition publique) de la Ligue communiste en 1969, puis de la LCR en 1974. Or, pour sa part, le Groupe CRI se réclame depuis sa fondation non seulement d'un combat politique contre les actuelles organisations « centristes cristallisées », mais en outre, historiquement, du combat des oppositionnels (regroupés dans le Comité International de la IVe Internationale) qui refusèrent les analyses et orientations de la majorité de la IVe Internationale de l'époque, notamment cette capitulation de l'« entrisme *sui generis* » (quelles que soient par ailleurs les limites de la propre orientation de ces oppositionnels et leurs diverses capitulations ultérieures, notamment celles du courant lambertiste, évidentes *dès cette époque*).

En outre, après cette période d'entrisme clandestin, la majorité de la « IVe Internationale-Secrétariat

Unifié», dont la LCR est la section française, a constamment préconisé un entrisme à drapeau déployé dans les partis les plus divers, notamment ceux issus du stalinisme, comme en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, etc. (au prix d'ailleurs, généralement, de capitulations programmatiques et stratégiques typiques du centrisme cristallisé). Au Brésil, la section-sœur de la LCR est entrée comme fraction dans le processus constitutif du PT de Lula et y restée comme telle jusqu'à son éclatement en deux, un courant restant dans le PT en soutenant la politique néo-libérale de Lula, l'autre dénonçant celle-ci et allant faire une tendance dans un nouveau parti, construit avec

d'autres exclus ou déçus du PT, le PsoL...

Bref, si l'indignation de la LCR contre l'« entrisme » est vraiment sincère, non un simple prétexte pour exclure le Groupe CRI, elle n'implique rien de moins, au moment même où elle décide de se dissoudre, qu'une auto-critique générale à la fois de son histoire (notamment celle, fondatrice, des années 1950-1960) et de son présent (la très grande majorité des sections de la « IVE Internationale »-Secrétariat Unifié sont aujourd'hui des fractions ou tendances dans un parti plus large !). Mais cela l'obligerait à accepter une démarche réellement ouverte et démocratique, une discussion collective constructive, sans

sectarisme et sans autoproclamation. Cela pourrait conduire notamment à une réflexion collective sur les voies et moyens de refondation et de reconstruction de la IVE Internationale à l'époque actuelle, et notamment d'un courant ou éventuellement plusieurs qui s'en réclament au sein du futur NPA. Si la direction de la LCR n'est pas intéressée par un tel objectif, c'est son droit le plus strict. Mais elle ne saurait interdire à d'autres composantes du processus NPA le droit de le défendre, d'explorer cette possibilité dans le cadre collectif, pluraliste et de toute façon non encore défini du NPA. Car, définitivement, *celui-ci ne lui appartient pas !*

**DIRIGEANTS DE LA LCR, CESSEZ VOTRE FUITE EN AVANT ANTI-DÉMOCRATIQUE,
QUI DISCRÉDITE VOTRE PROPRE PROJET OFFICIEL !**

**HONOREZ VOTRE PARI DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE, DÉMOCRATIQUE
ET INCLUANT LE DROIT DE TENDANCES PUBLIQUES !**

**MILITANTS DE LA LCR, REFUSEZ DE SUIVRE VOTRE DIRECTION : NE VOTEZ PAS L'EXCLUSION DE
MILITANTS TROTSKYSTES, BATTEZ-VOUS POUR LA RÉINTÉGRATION !
COMBATTEZ POUR QUE TRIOMPHE LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE !**

Cf. aussi sur notre site <http://groupe.cri.free.fr> :

- L'intégralité des documents du dossier de l'exclusion, pour que chacun puisse juger sur pièces ;
- Le tract distribué aux délégués lors de la réunion nationale des comités NPA des 28-29 juin ;
- La réponse à la piteuse tentative de justification des expulseurs du comité NPA de Pars 5^e-13^e ;
- L'article du Parti Communiste de Grande-Bretagne (CPGB) sur cette exclusion et sa signification politique.

INTERVENTION D'UN OUVRIER DE PEUGEOT MULHOUSE AU MEETING TENU PENDANT L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ LCR/NPA

Nous publions ici le texte de l'intervention d'un militant ouvrier révolutionnaire de l'usine Peugeot de Mulhouse, prononcée durant le meeting du 23 août à Port-Leucate, dans le cadre de l'université d'été de la LCR et des comités NPA. Ce texte circule sur certaines listes électroniques de comités NPA. Nous ne connaissons pas ce camarade, mais son excellente intervention montre que le cadre du NPA peut être un point d'appui pour rassembler largement les militants révolutionnaires, au-delà des intentions et méthodes de la direction de la LCR. Les caractères mis en gras pour mieux repérer certains passages le sont par nous.

« Bonjour, je m'appelle Yvan, je suis ouvrier révolutionnaire et je travaille en chaîne depuis 12 ans chez Peugeot à Mulhouse où travaillent 10 000 salariés. Comme vous le savez, 5 camarades de travail se sont suicidés sur les derniers mois dans l'entreprise, 3 autres ont fait une tentative et je ne peux toujours pas parler de ça sans être submergé par l'émotion et la colère.

L'émotion, parce que sans bien connaître ces camarades personnellement, ils étaient proches de nous à l'usine, car la souffrance qui a provoqué leur geste est aussi la nôtre. Leur mort nous fait mal, elle est comme un coup de poing dans la figure qui nous rappelle notre

servitude, notre condition commune d'opprimés, d'exploités, d'ouvriers.

Ceux qu'on honore aujourd'hui, ce sont certes des jeunes de milieux populaires. Mais ce sont ceux qui ont cru pouvoir échapper à l'exploitation en défendant le drapeau français en Afghanistan. Et c'est pour l'impérialisme français qu'ils sont morts, pour la cause de ceux qui oppriment les travailleurs tout comme les peuples pauvres. C'est pourquoi Sarkozy a été leur rendre hommage là-bas. Mais, moi, aujourd'hui, je voudrais rendre hommage à tous les camarades que l'exploitation capitaliste tue tous les jours ici et là-bas, dans le silence et le mépris et tout particulièrement à mes cinq

camarades de l'usine pour qu'ils ne soient pas morts pour rien.

Je suis en colère parce que leur suicide a été comme un appel qui nous demande ce que nous faisons, nous, contre l'exploitation mais ce sont encore les serviteurs de cet ordre social capitaliste qui dans l'usine obligent chacun à baisser la tête, à accepter le fait comme une fatalité, à continuer le boulot comme si de rien n'était.

Malgré les quelques vagues qu'ont produites les gestes de nos camarades, ce sont les mêmes larbins ou leurs amis qui à l'usine et dans les médias font l'opinion et donnent à nouveau le ton dominant, le mépris de ceux qui travaillent. Ce sont ceux-là qui disent que pour gagner plus il faudrait travailler plus alors qu'ils protègent ceux qui n'ont jamais travaillé de leur vie.

En fait, pour eux, pour faire gagner plus les patrons, il faudrait crever plus... et en silence. Eh bien non !

Je voudrais rendre cet hommage pour faire entendre et partager le cri de révolte de mes camarades et de moi-même mais aussi pour que ce soit un levier commun pour abattre le capitalisme. Et je voudrais enfin rendre cet hommage contre tous ceux qui disent qu'il n'y a plus d'ouvriers ni de classe ouvrière.

Depuis tout petits, nos parents ou à l'école, on nous dit qu'il faut tout faire pour ne pas être ouvrier, ne pas être productif. Ce serait une tare et une honte. Bien travailler à l'école nous permettrait, paraît-il, d'échapper à cette déchéance.

Eh bien moi, je n'ai pas honte d'être ouvrier. Je ne dirais pas que j'en suis particulièrement fier mais je récuse toute la honte et l'indignité qui pèsent sur notre condition. Et j'espère que le NPA saura agir de telle manière pour que tous mes camarades puissent relever la tête à chaque fois que le NPA se fera entendre.

Ce sont ceux qui boursicotent, s'enrichissent sur le dos des autres, les exploitent qui devraient être montrés du doigt, condamnés, mis au ban de la société pour parasitisme. Construire des voitures, des maisons, des routes, des ponts, transporter les hommes, les nourrir ou les vêtir, bref participer à la production de ce qui est

utile à la vie de tous, c'est ce que cette société dédaigne le plus.

Cette société marche la tête à l'envers !

Cette pression idéologique et sociale qui dévalorise, nie et méprise le travail productif, les travailleurs et en particulier les plus pauvres parmi eux, est considérable. Elle s'insinue dans tous les pores de la société jusqu'au sein du monde du travail lui-même.

Elle a un but : faire accepter les conditions de travail les pires, les salaires les plus bas et le travail comme une punition.

Vous n'imaginez pas comment cette pression se transforme à l'usine en un monde fou, détraqué, malade. Cette pression nous soumet et nous détruit physiquement mais aussi psychiquement. Elle nous use, nous humilie et nous infantilise. Nous n'y sommes plus considérés comme des hommes ou des femmes, tout au plus des robots et parfois pire.

Alors vous n'imaginez pas tout le mal que ça nous fait quand on entend dire qu'il n'y a plus d'ouvriers, de classe ouvrière ou que ces mots sont ringards et dépassés.

Les bourgeois nous nient et méprisent pour des raisons évidentes, les parents font ça pour essayer de faire échapper leurs enfants à l'exploitation. Ça se comprend !

Mais nous, nous n'avons aucune raison de nous inscrire dans ces discours.

Mépriser ceux qui produisent, c'est, sans s'en rendre compte, donner raison à l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est aussi faciliter les attaques contre les autres catégories sociales ; les fonctionnaires par exemple qu'on traite de fainéants, c'est-à-dire tous ceux qui, dans l'éducation, la santé, les transports ou les services travaillent pour la collectivité, se dévouent bien souvent sans compter pour rendre la vie des autres plus humaine. C'est mépriser aussi le dévouement des femmes et de leur double travail. C'est mépriser encore les immigrés qui font bien souvent les métiers les plus pénibles et les plus dangereux. C'est aider ceux qui veulent privatiser les services de santé ou d'éducation

parce qu'il faudrait les rendre rentables. C'est faciliter la tâche de ceux qui veulent faire rentrer cette idéologie du profit et de la rentabilité capitaliste dans tous les rapports humains y compris les plus personnels.

Je comprends bien sûr que certains peuvent se dire que la classe ouvrière n'est pas l'avenir, que c'est le passé, qu'elle n'existe même plus.

Le visage qu'en ont donné ses partis et syndicats toutes ces décennies à certes de quoi dégoûter. Les uns ont participé aux gouvernements du capital pour y mener des politiques de régression sociale au nom du socialisme, du communisme et du mouvement ouvrier. Les autres n'apparaissent que pour donner une orientation corporatiste, émietté et sans efficacité aux luttes du mouvement ouvrier quand elles ne sont pas directement complices et acteurs mêmes des coups portés contre le monde du travail.

Alors je comprends que si on identifie la classe ouvrière au visage exécrable du stalinisme, à celui de la social-démocratie et de ses sales guerres coloniales ou encore aux politiques syndicales d'accompagnement du capitalisme, on soit tenté de chercher des solutions d'un autre côté.

Mais la classe ouvrière n'est pas représentée par ces gens-là et elle n'a plus de réelle représentation politique depuis des dizaines d'années.

Selon le Conseil économique et social, une personne par jour en France se suicide au travail. Et encore, ce chiffre est sous-évalué parce qu'en fait il n'y a pas vraiment de statistiques à ce sujet. Et puis surtout ce n'est que la partie visible de l'iceberg. 61 % des Français trouveraient leur travail stressant d'après une étude récente. Et avec les mesures Sarkozy de cet été qui permettent aux patrons de faire travailler jusqu'à 48 heures par semaine, ça ne va pas s'améliorer.

Les licenciements incessants depuis plus de 20 ans ont fait que nous produisons aujourd'hui toujours plus avec des effectifs toujours moindres. Le chantage à l'emploi est à la base de la résignation face à l'aggravation des conditions de

travail. Les politiques des gouvernements de droite et de gauche depuis plus de 20 ans ont fait le reste : les protections sociales et les solidarités humaines ont commencé à sauter.

Ça se traduit dans mon usine, par le fait qu'après la chasse aux défauts dans la production, on est maintenant passé à la chasse aux temps morts. On ne compte plus en minutes sur les chaînes mais en centièmes de minutes. Du coup on est occupé à 100 %. Dans le passé, on pouvait s'entraider, aider ceux qui coulent en ligne. On avait le temps d'aller manger. Aujourd'hui la direction fait supprimer par exemple les chaînes dans un secteur pour que les ouvrières ne puissent pas s'asseoir entre deux voitures sans aucune autre raison que de mettre la pression.

Quand il fait chaud l'été, la direction n'accorde plus d'arrêts chaleurs. C'est une vraie bagarre pour être remplacés quand on demande à aller aux WC et on est sanctionné si on quitte le poste parce qu'on ne tient plus.

Les secteurs ou les postes pour les travailleurs anciens, usés ou handicapés qui existaient avant ont été supprimés. Des salariés avec de grosses restrictions médicales ont été reclassés en chaîne, des ouvriers proches de la retraite sont remis en ligne. Vieillir en chaîne est une terrible souffrance physique et morale. C'est une vraie torture. On voit sa résistance physique diminuer, on aurait besoin de plus de temps pour récupérer mais on en a moins. On dort dans le bus de transport, on attend la pause, les horaires de doublage deviennent insupportables, on voit des camarades qui meurent avant l'âge, avant la retraite. On le prend pour soi comme un avertissement. C'est la hantise de ne plus pouvoir tenir le poste toujours plus chargé, d'être muté à un poste plus difficile et finalement de « péter les plombs ». On attend alors la préretraite mais Sarkozy les supprime et rallonge le nombre d'annuités. On nous tue lentement. Notre espérance de vie est inférieure de 8 à 10 ans à celle des cadres. Mais dans le bâtiment, on est foutu à 50 ans. Dans la chaudronnerie on a perdu son audition avant 40 ans. Mes collègues de travail autour de moi souffrent du dos, des articulations, du cœur et ont les organes digestifs bousillés. C'est

un champ de bataille. Et je ne vous parle que de la France, pas du tiers monde où on peut commencer à travailler à 5 ans. En France on vient de l'autoriser à 14 ans.

C'est pour ça qu'un de nos camarades, très proche de nous et de nos idées, usé et handicapé par le travail et qui devait être remis en chaîne a préféré boire du détergent industriel pour mettre fin à ses jours plutôt que de retourner à un poste en production.

Aujourd'hui on nous impose des méthodes dites japonaises. Ça s'appelle Hoshin, Apoqua, Apolo. Fini les coups de main, les blagues, les petits mots qui redonnent le moral. On a des postes standards. C'est-à-dire qu'on est soumis à des gestes standardisés comme des robots. Qu'on soit droitier, gaucher, petit ou grand, jeune ou vieux, il faut qu'on se soumette physiquement à des normes de gestes imposés. Soi-disant calquées sur ceux du plus efficace. C'est une idiotie parce que nous ne sommes pas faits de la même manière et ça ressemble plus à une discipline faite pour nous soumettre. Mais c'est surtout une fatigue et une tension nerveuse importante supplémentaire. En perdant la liberté d'organisation de notre travail, on perd nos coups de main, notre savoir faire, nos petits trucs et on perd le peu de goût qui nous restait à faire du bon travail.

Notre camarade Maurice qui s'est pendu dans l'atelier de Mécanique et qui avait un poste de contrôle de la qualité et de la sécurité n'a peut être pas supporté la contradiction entre son souci du travail bien fait c'est à dire de la sécurité pour les automobilistes et les impératifs de productivité à tout prix qu'on lui imposait.

Il a laissé une disquette pour expliquer son geste. Son épouse qui l'a lue nous a dit que c'était ce qu'il avait dénoncé. Mais la direction a expliqué à la presse qu'il s'est suicidé parce qu'il avait des problèmes dans son couple et la disquette a disparu dans les mains de la gendarmerie.

Avec les méthodes dites japonaises, il faudrait signaler le moindre incident sur notre poste de production. Un cariste qui arrive en retard, le collègue précédent qui avait du retard, il faut dénoncer nos camarades. La maîtrise nous donne

des Projets individuels tels que dénoncer ceux qui n'ont pas leurs lunettes de sécurité. Celui qui ne se plie pas à cette délation obligatoire a son évolution de carrière bloquée. Tout le monde est mis en concurrence encourageant mensonges, fraudes, tricheries, injustices ou déloyautés pour parvenir à ses fins. En Mécanique les pièces avec défauts sont exposées aux vues de tous pour mettre la pression. Il y en avait d'ailleurs tellement qu'il a fallu qu'ils renoncent. Mais personne n'est encouragé à dénoncer le poids que pèsent ces pièces, les tonnes qu'on soulève tous les jours, et les dos démolis qui en sont la conséquence, l'exposition permanente aux solvants de mastics ou de peinture, aux fumées de combustion, gaz d'essence ou de diesel, poussières de peinture et d'amiantes qui sont facteurs de cancer. Aucune statistique sur les maladies n'est tenue à l'usine. Les causes de passage à l'infirmerie ne sont même pas utilisables. On ne peut pas faire le lien entre les maladies et l'exposition aux produits dangereux.

Le monde de l'usine est en dehors de tout et les règles les plus courantes de la société ne s'y appliquent pas. Pour le patron, les dépressions sont liées à des caractères fragiles, les maladies ne peuvent être qu'individuelles et contractées à l'extérieur. Il ne se gêne pas pour faire lui-même le médecin ou se payer des médecins maison pour décréter qui est vraiment ou faussement malade. Et il fait bien sûr pression sur tous pour qu'ils viennent travailler en étant malades, avec des béquilles, une minerve ou un plâtre. Il envoie des lettres de menaces à ceux qui sont malades parce qu'ils perturberaient la production à cause de leurs absences, ce qui est une cause de licenciements.

Ce chantage ne gêne pas le patron.

Mais un de nos camarades au Ferrage qui s'est suicidé aurait reçu ce type de lettres.

En plus de ça, le patron nous fait constamment la morale sur notre santé. Il ne faut pas fumer mais il nous fait travailler dans la fumée. Il ne faut pas boire mais on respire des alcools de solvants en veux tu en voilà. Il faut bien manger mais il ferme les selfs et on est réduits aux sandwiches et aux pizzas. Le patron met des affiches partout pour la

prévention des accidents du travail mais il les dissimule ou les nie. Un camarade qui a eu un malaise cardiaque au travail et qui a été hospitalisé n'a pas été reconnu en accident du travail parce qu'il n'était pas tombé.

Mario qu'on connaissait bien et qui s'est suicidé était de ceux qui avaient le dos bousillé et de ceux aussi qui avaient participé ces derniers mois à notre lutte contre la fermeture des restaurants de l'entreprise.

Et puis là dessus il y a l'ambiance.

À l'usine, la direction interdit les postes de radios, il n'y a plus de musique, on ne peut plus chanter, siffler parce que c'est interdit. On ne peut même plus parler parce qu'on n'a pas le temps ou que les postes sont trop éloignés les uns des autres, 40 mètres parfois comme dans un nouveau secteur de l'emboutissage pour la 308. En plus de la charge de travail, il y a les déplacements sur le poste de travail. On a compté que ça fait parfois 10 Km à pied par jour. La direction a le cynisme de nous dire que ça nous fait comme une bonne balade en forêt.

Pour un oui ou un non on est convoqués dans le bureau des chefs. Avant, pour un défaut de production, on avait une remarque du chef. Maintenant ils sont en train de mettre en place une espèce de tribunal où le fautif est convoqué devant le directeur, un aréopage de cadres et des spécialistes en tous genres. Dès que dans une équipe il y a une bonne ambiance, la direction la dissout et en mute ses membres aux quatre coins de l'usine. Les conversations sont surveillées. Les contacts avec les éléments douteux sont déconseillés. Les sanctions tombent pour un rien. Une engueulade un peu vive et c'est le risque d'être mis à la porte.

Quand il n'y a pas de sanctions directes c'est un harcèlement insidieux et permanent avec des

menaces de mutations à un poste plus difficile, de sanctions voire de licenciement. Le temps passé aux WC est parfois chronométré quand on nous autorise à y aller. En mécanique les vestiaires sont surveillés pour qu'on n'y aille pas deux minutes plus tôt. Il est arrivé dans un secteur que les dates de menstruation des femmes soient exigées pour qu'elles n'en profitent pas pour rester plus longtemps aux toilettes.

Les trois camarades qui ont fait des tentatives de suicides ont porté plainte mais combien y en a-t-il d'autres ? Combien vivent une torture physique et psychique quotidienne ?

Alors je crois que le NPA doit faire entendre la souffrance de millions et de millions d'êtres humains exploités et soumis. En le faisant ici nous le ferons aussi pour le monde car l'exploitation est mondiale et la classe ouvrière aussi.

Il y a 40 nationalités dans la seule usine de Peugeot à Mulhouse. Nos révoltes passent d'un continent à l'autre sans être arrêtées par les frontières. L'écho de ce que nous faisons se fait entendre chez nos frères de Madrid, Varsovie mais aussi Dakar, Alger ou Istanbul.

Ce qui permettra au NPA de se développer c'est de redonner une représentation politique à la classe ouvrière. En relevant ce drapeau, nous transformerons la résignation des opprimés en vent de révolte et cette force d'émancipation entraînera toutes les catégories de la population.

La classe ouvrière est forte car elle est nombreuse et concentrée dans des villes et de grandes usines où se fabriquent les richesses. Et on peut être sûr aussi que tous les employés, ceux des services, les enseignants, les employés de la santé, ceux des transports, de la poste, du gaz, de l'électricité, des grands services publics comme des services

municipaux retrouveront dans leurs luttes communes cette fierté de leur travail, du service qu'ils rendent aux autres qu'ils l'avaient montré dans la grande grève de 1995.

Nous saurons alors faire ensemble que ces valeurs deviennent dominantes dans l'ensemble de la société. C'est à partir de là, que tous les combats des autres opprimés trouveront toute leur efficacité c'est-à-dire leur dimension anticapitaliste et révolutionnaire ; les combats des femmes, des peuples opprimés, des minorités et de tous ceux soucieux de l'avenir de la planète ou qui cherchent une autre société où les êtres humains de toutes les couleurs et de toutes les nations coopéreront plutôt que de se faire la guerre, une autre société où lorsqu'on apprendra aux enfants à l'école qu'il a existé un monde où la guerre et la misère étaient la règle, ils n'en reviendront pas que de telles atrocités aient existé.

Pour conclure, je dirais que dans la situation actuelle où les enseignants, les personnels de santé et la grande majorité de la population salariée se prolétarise, dans la situation actuelle où on nous annonce une récession et où Sarkozy redouble ses coups contre le monde du travail, l'urgence sociale va prendre un caractère de plus en plus politique.

C'est pour ça que je crois que le NPA n'existera que s'il est capable de donner un visage et une expression aux prolétaires et à travers eux à tous les pauvres. Ils ont besoin d'un drapeau et d'une boussole. S'ils sentent que le NPA peut servir de pôle de regroupement, je suis sûr que nous trouverons alors dans la classe ouvrière, celle des usines et des chantiers mais aussi des services et dans la grande majorité du salariat et de la population des forces insoupçonnées de révolte, de jeunesse, d'énergie, de dévouement, d'enthousiasme et de détermination qui nous permettront de balayer le capitalisme et toute sa pourriture. »

MAGHREB

**SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET JEUNES EN LUTTE DU
MAGHREB ! À BAS LES RÉGIMES D'OPPRESSION !
FRONT UNIQUE CONTRE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS
QUI LES SOUTIENT !**

Depuis le début de l'année, des événements d'une gravité exceptionnelle se multiplient dans les trois pays du Maghreb, portés notamment par les

jeunes chômeurs et diplômés chômeurs, les étudiants, les syndicalistes... En Tunisie, au Maroc et en Algérie, ces mobilisations se heurtent à des

gouvernements ultra-autoritaires et répressifs soutenus au premier chef par l'impérialisme français.

**Tunisie : vers un nouveau mandat pour le dictateur Ben Ali, « ami de la France »,
sur fond de répression des mobilisations populaires**

Ben Ali, soutenu par son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir depuis plus vingt ans, « postule » pour un nouveau mandat. Il avait accédé à la tête de l'ancien protectorat français en octobre 1987 en faisant constater par des médecins l'incapacité à gouverner de son prédécesseur Habib Bourguiba. Gageons qu'il sera réélu, comme la dernière fois, en 2004, avec 94,4 % des voix. Sa réélection en fera un quasi-président à vie, comme son prédécesseur Bourguiba qui s'était lui-même proclamé président à un moment donné. En vertu du système politique en vigueur, 80 % des sièges de députés sont réservés au RCD. Les 20 % restants reviennent aux six partis d'opposition légaux.

Cet autocrate est « l'ami de la France » ou plutôt de tous ses Présidents de la République, de ses dirigeants, de ses industriels et de ses élites de droite comme de gauche. Il symbolise pour bon nombre le modernisme et le dialogue en terre d'Islam, mais les apparences sont souvent trompeuses. La Tunisie risque en fait, d'écoper à la fois de Ben Ali et de Ben Laden. Les prises d'otages de touristes se multiplient en effet dans le Sud tunisien et les droits les plus élémentaires sont bafoués.

Ce « grand ami de la France » a su pendant 20 ans habiller son pouvoir absolu des oripeaux lui permettant de « suborner » ceux qui ne demandaient qu'à l'être :

- Chirac qui a toujours défendu, becs et ongles, son ami Ben Ali et « le miracle tunisien ».

- Charles Pasqua, qui n'aime rien tant que rejoindre son fils Pierre, longtemps sous la menace d'un mandat d'arrêt international, dans une des plus belles villas de Sidi Bou Saïd.

- Philippe Seguin ou Bertrand Delanoë, natifs de Tunisie, sont les plus constants soutiens de Ben Ali.

Pour tout ce beau monde, l'Union pour la Méditerranée vaut bien un grand-messe car, bien plus que la signature de quelques contrats (Airbus, Alstom), Tunis est l'une des rares capitales arabes, avec Rabat, à soutenir

Sarkozy dans cette vaste usine à gaz. Surtout que l'idée ne marche pas plus fort auprès des pays de l'Union européenne. Angela Merkel, tournée vers l'Est comme les autres responsables européens, ne cache pas sa méfiance à l'égard d'un projet qui les laisserait à l'écart des pays non riverains et servirait de tremplin pour les ambitions et les visées de Sarkozy sur l'Afrique.

Ben Ali règne sur la Tunisie en maître de tous et de chacun, brisant par la répression, pourrissant par la corruption, truquant par la fraude, courbant par la peur, emprisonnant pour l'exemple. Sa « démocratie » depuis son accession au pouvoir connaît bon an mal an une bonne dizaine de procès politiques avec, à chaque fois, une fournée de militants politiques, syndicaux, démocratiques condamnés à des années de prison.

Mais les manifestations et grèves se multiplient depuis le début de l'année. Les « forces de l'ordre » sont débordées et le « charmant régime » de Ben Ali peine à ramener le calme.

Oubliée du « miracle » économique tunisien, la région minière du gouvernorat de Gafsa, dans le sud-ouest du pays, par exemple, se meurt à petit feu. Déjà délaissée du temps de Bourguiba, ce qui reste aujourd'hui de l'exploitation des phosphates ne suffit pas à nourrir les habitants, touchés par un taux de chômage record. Alors, si la Compagnie des Phosphates de Gafsa, la CPG, l'un des rares gros employeurs de la région, organise un concours pour recruter, c'est l'espoir au sein de la population.

Mais on ne se refait pas et le népotisme est une pratique bien ancrée au pays du jasmin ! Résultat : un vaste mouvement de grève et de manifestations sporadiques, sur fond de chômage et revendications sociales, a lieu pour dénoncer le chômage, le renchérissement du coût de la vie, la corruption et le clientélisme ; il touche principalement les trois villes minières de Redeyef, Oum Elaraïes et Mélaoui. Ouvriers, diplômés, chômeurs, lycéens et habitants : tout le monde s'y met, parfois à coups de pierres. Les manifestants ont même

installé pendant un mois et demi des tentes pour bloquer la circulation des trains entre les carrières et les usines, gelant ainsi les activités de l'industrie du phosphate.

Encerclés et harcelés par la police et l'armée, les habitants se battent pacifiquement, au quotidien, pour l'emploi et le droit à une vie plus digne. Multipliant les manifestations, grèves et actions diverses, ils réclament l'ouverture de vraies négociations sur l'emploi et les conditions de vie... *Ce mouvement démontre une organisation et une solidarité populaires fortes autour de revendications sociales, économiques et politiques structurées, et va à l'encontre des idées reçues sur l'absence d'opposition et la léthargie de la population.* Le pouvoir tunisien y répond en emprisonnant et torturant massivement les jeunes, en arrêtant plusieurs dirigeants du mouvement de protestation, en les inculquant de délits graves, en conduisant des interrogatoires musclés. Il y a même eu des morts.

Dans un premier temps, les autorités tunisiennes, réputées pour avoir la matraque facile, se sont contentées d'adopter une stratégie d'encercllement des manifestants sans intervention massive. Objectif des autorités : éviter un embrasement de la région, ce qui en dit long sur les tensions qui y règnent. Puis, les bonnes vieilles habitudes répressives ont été reprises. Pour endiguer la contagion de protestation sociale, pour contenir le mécontentement, Ben Ali a lâché ses chiens de garde des « *Brigades de l'ordre public, unités spécialisées dans la répression des troubles publics* ». Une manifestation organisée dans les rues de Redeyef a violemment été dissoute et une trentaine de personnes auraient été arrêtées. Le lendemain, des responsables locaux de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), ainsi que des leaders grévistes, ont été embastillés après avoir été passés à tabac par la police, toujours à Redeyef.

Le ministre de la Justice, justifiant les exactions des « forces de l'ordre », a précisé qu'elles étaient intervenues « *conformément à la loi* » pour

neutraliser, empêcher toute menace à l'ordre public, précisant toute la détermination des autorités : « Nous ne

tolérerons aucun recours à la violence et refusons qu'un point de vue quelconque soit imposé à l'État par la force. » L'État

policier n'a d'autres ressources que la répression et la violence.

Maroc : après les fausses promesses de Mohamed VI, retour des années de plomb

Le 30 mai dernier à Sidi Ifni, ville portuaire du Sud marocain d'environ 40 000 personnes, s'organisait de manière spontanée un sit-in à l'issue de la proclamation des résultats d'un recrutement public de quelques agents contractuels. Une centaine de « diplômés-chômeurs » laissés sur le carreau entendaient ainsi dénoncer l'absence totale de perspective de développement malgré les très nombreuses promesses des autorités.

Le 7 juin, après une semaine de blocage du port, 1 300 membres de la Compagnie Mobile d'intervention débarquent dans la petite ville et se livrent à une véritable agression-répression : des viols, des vols, des tortures et des rafles sont commis lors de ces perquisitions dans les maisons de Sidi Ifni.

Pour protester, dès le lendemain de l'occupation de la ville, une marche pacifique composée essentiellement des femmes de Sidi Ifni est également violemment réprimée. Associated Press (AP) et Al-Jazira, relayant le Centre

marocain des droits humains (CMDH), font état de plusieurs morts.

La presse est bâillonnée : l'accréditation du directeur du bureau de la chaîne qatarie au Maroc est supprimée pour « diffusion de fausses nouvelles » dans le cadre de la couverture des événements de Sidi Ifni.

La Chambre des représentants décide de constituer une commission d'enquête mais ce contre-feu ne peut suffire pour endiguer la vague de protestation, de rébellion qui monte des quartiers, car il convient de ne pas être dupes au regard de toutes les commissions d'enquête qui se sont multipliées sous le pouvoir de Mohammed VI. En effet, aucune commission d'enquête n'a jamais constaté la moindre des violations graves des droits humains ou de simples fraudes, ni permis de déclencher la moindre action judiciaire.

Depuis des semaines, Sidi Ifni est en état de siège. Sidi Ifni n'est pas un cas isolé et témoigne de la

propension de plus en plus avérée du régime marocain à réprimer une contestation sociale dont les principales revendications sont la fin de la corruption et le respect des droits politiques, sociaux et économiques les plus élémentaires. Les événements de Sidi Ifni illustrent à leur tour le niveau de dégradation de la situation sociale et des conditions de vie qui se manifestent dans tout le Maroc de manière croissante par des mouvements sociaux multiples revendiquant le respect des droits économiques et sociaux. La répression d'État qui leur est opposée témoigne d'une férocité qui tranche avec les « promesses démocratiques » de Mohammed VI, lui aussi « grand ami de la France » et de ses dirigeants de droite comme de gauche (cf. à ce sujet Le CRI des travailleurs n° 20, novembre-décembre 2005, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=18>)

Algérie : révoltes et répression permanentes

Après les graves répressions politiques qu'a subies la Kabylie, les villes algériennes connaissent désormais régulièrement des révoltes incontrôlées, expressions de nouvelles formes de protestation dans un champ politique fermé. Il est difficile de discerner, après la flambée de violences d'Oran, si le discours officiel rassurant, les promesses vont être en capacité de calmer la volonté d'obtenir satisfaction sur les besoins vitaux économiques, démocratiques. Mais, privé de tout courant révolutionnaire, en l'absence de toute alternative, le soulèvement de cette jeunesse enlignée dans la misère ressemble fortement aux révoltes de notre jeunesse dans nos quartiers populaires.

Assise sur sa rente pétrolière, l'un des plus grands pays exportateur de blé, 4^e pays le plus riche d'Afrique, l'Algérie connaît l'une des crises des plus graves depuis 2001 et semble s'y installer dans la durée, avec tous les risques politiques et économiques, puisque le clanisme, le communautarisme, la corruption font des ravages dans une jeunesse en désarroi. La politique libérale de Bouteflika, adossée à

ce pourrissement programmé, conduit donc l'Algérie vers une plus grande paupérisation, car elle est totalement dépendante du marché alimentaire mondial avec toutes les conséquences que cela engendre (augmentation drastique des produits de première nécessité). La majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, car la relance économique n'est qu'un « mirage », malgré l'augmentation des réserves de changes et la diminution de la dette. Le chômage ronge le pays, engendrant des révoltes d'une rare violence tant la répression est féroce. Les libertés individuelles et collectives sont bafouées, les médias sont embrigadés ou interdits.

Face aux mobilisations des travailleurs et des jeunes, les régimes des trois pays du Maghreb durcissent leurs positions vis-à-vis des revendications sociales, s'appuyant sur une gestion par la torture et des exactions humiliantes, dans un contexte d'inflation des prix des biens et services de base et d'accélération du mouvement de vente au secteur privé des services et

infrastructures publics. Les alliances euro-maghrébines pour le contrôle des flux migratoires prennent également une ampleur sans précédent, donnant le jour à une prolifération de véritables camps d'internement dont les principales victimes sont/seront les pauvres et les classes moyennes marginalisées.

Ces exemples illustrent :

- L'acointance qu'entretient la bourgeoisie française avec les dictatures moyenâgeuses ou dites modernistes dans l'espoir de tenir sous tutelle ces peuples sous régime néo-colonial et de les piller.

- La tartuferie des médias qui taisent ces révoltes de la faim et nous vantent l'avenir radieux de ces « démocraties » comme des paradis pour touristes.

- L'espoir qui anime les Sarkozy et Cie de continuer d'en faire des arrières-cours, des réserves, des bases permettant d'endiguer les prétentions américaines sur le Maghreb en particulier et sur l'Afrique en général. Tel est le but de l'UPM.

C'est pourquoi les travailleurs et notamment les révolutionnaires du monde entier doivent soutenir sans réserve les luttes sociales et

démocratiques des pays du Maghreb. Quant à la solidarité que les travailleurs de France peuvent leur apporter, elle consiste tout d'abord à

• **Populariser et soutenir leurs luttes revendicatives et politiques, car les médias aux ordres taisent ces luttes de classe.**

• **Dénoncer Sarkozy, comme ces prédécesseurs, qui non seulement préservent des relations diplomatiques avec ces dictatures, mais en sont les principaux soutiens impérialistes.**

• **Exiger la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des expulsions, la fermeture des centres de rétention,**

l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés.

• **Travailler à la construction d'un front unique pour combattre l'impérialisme français.**

7 août 2008

Jean Veymont

GUERRE RUSSIE-GÉORGIE

L'AFFRONTLEMENT DES GRANDES PUISSANCES ET LA PLACE DE LA RUSSIE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

La guerre qui a fait rage en Géorgie au mois d'août a débouché sur l'écrasement de l'armée géorgienne par l'armée russe, la destruction des bases militaires et des principaux axes de communication géorgiens, enfin l'occupation du port stratégique de Poti, sur la mer Noire. Le 26 août, la Russie a officiellement reconnu l'indépendance de l'Abkhazie (230 000 habitants) et de l'Ossétie du Sud (60 000), jusqu'alors provinces géorgiennes. Les populations civiles ont une fois de plus été les victimes des tensions qui divisent les grandes puissances pour la répartition du gâteau capitaliste et le partage des zones d'influence.

Ce conflit reflète de manière particulièrement aiguë la nouvelle configuration des rivalités inter-impérialistes et la place qu'occupe désormais la Russie dans le « grand jeu » que se livrent les puissances dominant le système capitaliste. L'intervention militaire russe fait figure de véritable avertissement lancé par Moscou aux impérialistes occidentaux et tout spécialement à l'impérialisme américain. De ce point de vue, cette guerre revêt une importance singulière. Elle prend place dans une zone où les conflits vont sans nul doute s'exacerber dans les mois et les années à venir. Elle dicte aussi la tâche urgente pour les révolutionnaires de mener un combat sans merci contre l'impérialisme, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre les régimes mafieux et corrompus soutenus ici par Washington, là par Moscou, dans

une perspective communiste révolutionnaire.

Une zone traditionnelle de conflits

Le 7 août, le président géorgien Mikheil Saakachvili a ordonné une offensive militaire sur Tskhinvali, la « capitale » sud-ossète. Ripostant par une guerre-éclair, Moscou a lancé une attaque combinée terre-air-mer : 20 000 hommes, 2 000 chars et un déploiement aérien écrasant ont anéanti en quelques jours l'armée géorgienne. Ces combats ont fait plusieurs milliers de morts parmi les civils ossètes et géorgiens. En ce mois de septembre, les troupes russes occupent toujours la Géorgie.

Le Caucase du Sud est de longue date une région où s'expriment les rivalités des grandes puissances ; il a ainsi longtemps été un enjeu entre Russes et Turcs : à la fin du XVIII^e siècle, les Russes postèrent des troupes en Géorgie pour contrer les invasions ottomanes et perses. Les principales puissances qui dominent la région ont toujours eu pour politique de diviser pour mieux régner en provoquant et attisant les tensions inter-ethniques dans cette région composée de peuples d'origines diverses. Ainsi l'Ossétie du Sud comprend-elle des villages ossètes et géorgiens, deux communautés qui ne se mêlent pas. Les Ossètes, rattachés à la famille indo-européenne, ont leur propre langue, d'origine iranienne, différente de celle des Géorgiens (famille caucasique). Les peuples ossète et abkhaze avaient salué et proclamé

le pouvoir des soviets, en 1918 et 1920, avant d'être réprimés par le gouvernement bourgeois géorgien d'alors. Le gouvernement bolchevik leur accorda un statut de régions autonomes. Sous Staline, l'Ossétie du Nord fut rattachée à la Fédération de Russie, l'Ossétie du Sud à la Géorgie. Désormais, la langue officielle de l'Ossétie du Sud est le russe (utilisé comme langue « véhiculaire » dans les relations interethniques)¹. En outre, 95 % des Ossètes du Sud auraient opté pour la nationalité russe — un régime spécial permet aux Ossètes, aux Abkhazes et aux Adjars d'acquérir très facilement la citoyenneté russe ; c'est là un des arguments brandis par Moscou pour justifier son intervention militaire : la Russie prétend ainsi voler au secours, non seulement de russophones, mais de compatriotes.

Les séparatismes ossète, abkhaze et adjar se sont tout particulièrement renforcés lorsque la Géorgie prit son indépendance de l'URSS en 1990. Son gouvernement développa alors un fort nationalisme, de tendance belliqueuse, qui raviva le combat pour l'indépendance dans les zones frontalières où sont essentiellement présentes les minorités nationales. Familier d'un discours chauvin et xénophobe, Zviad Gamsakhourdia, devenu président de Géorgie en octobre 1990, usa sans relâche du slogan « la Géorgie aux Géorgiens », supprima le statut

¹ Florence Mardirossian, « Géopolitique du Sud-Caucase : risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, la Turquie et l'Arménie », *Outre Terre*, n° 19, 2008, p. 291.

d'autonomie de l'Ossétie du Sud, fit du géorgien la seule langue officielle sur tout le territoire et promulgua une nouvelle législation imposant par exemple des tests de langue géorgienne à l'entrée des universités. Il n'hésita pas à déclarer : « *Les Ossètes sont des déchets que nous allons expulser par le tunnel de Roki [reliant la Géorgie à la Russie].* » Par ses mesures et ses provocations xénophobes, il déclencha une guerre qui dura du printemps 1991 à juin 1992, au cours de laquelle Moscou soutint les séparatistes sud-ossètes contre l'armée géorgienne. La guerre se termina avec le déploiement de forces géorgiennes, russes et ossètes dites « de maintien de la paix ». C'est la raison pour laquelle des troupes russes stationnaient toujours en Ossétie du Sud au moment du déclenchement du conflit en août.

La Géorgie, un enjeu pour les grandes puissances

Enjeu tout à la fois économique et géostratégique, la Géorgie (5 millions d'habitants) intéresse les grandes puissances à deux titres : comme région décisive pour l'approvisionnement énergétique et comme zone frontière entre l'Europe et le Moyen-Orient. Ce pays est en effet à l'intersection de deux axes majeurs : axe Turquie-Europe et axe Russie-Iran. Pour les impérialistes occidentaux, la Géorgie est d'autant plus essentielle qu'elle se trouve au carrefour des pipelines reliant la Caspienne à l'Europe en contournant la Russie (pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan [BTC], par lequel s'écoule chaque jour un million de barils, soit 1 % du pétrole mondial, mais aussi pipeline Bakou-Tbilissi-Erzeroum). Un tiers du pétrole de la Caspienne transite désormais par la Géorgie. « Verrou du Caucase », le pays fait également office de porte du « Grand Moyen Orient », ce qui en fait un pion important au sein de la stratégie militaro-diplomatique

américaine dans la région¹. À tel point que, en mai 2003, le secrétaire général sortant de l'OTAN, Lord Robertson, la qualifiait de « *zone d'une importance cruciale pour la sécurité commune [de l'OTAN]* ».

L'impérialisme américain n'a donc pas ménagé sa peine, depuis le début des années 1990, pour soutenir la Géorgie financièrement et militairement. L'aide des États-Unis s'est élevée à un milliard de dollars entre 1992 et 2002 ; depuis, elle se monte chaque année à au moins 100 millions de dollars, ce qui fait des Géorgiens les seconds bénéficiaires de l'aide américaine par habitant derrière les Israéliens². Le régime en place est à la botte de son protecteur américain : l'actuel président géorgien Mikheïl Saakachvili a été formé aux États-Unis — il y a été avocat jusqu'en 2003 après avoir étudié à la Columbia University. Au moment de la « révolution des roses » en novembre 2003, qui a chassé du pouvoir l'ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, le président Edouard Chevarnadzé, suite à des élections truquées, c'est de toute évidence avec le soutien massif de Washington qu'il a été porté au pouvoir. La fondation de l'homme d'affaires Georges Soros a financé le mouvement contestataire « Kmara ! » (« Assez ! ») sur lequel s'est appuyé Saakachvili lors de sa prise de pouvoir³. Les salaires des ministres et des hauts fonctionnaires géorgiens sont aujourd'hui versés par cette même fondation Soros et ses myriades d'ONG — on estime entre 5 000 et 8 000 le nombre d'ONG occidentales postées en Géorgie⁴ ! Saakachvili s'est depuis fait le bon petit soldat du FMI et de la Banque mondiale. Soucieux également d'intégrer un jour l'OTAN, il consacre 70 % du

¹ Silvia Serrano, « La Géorgie post-soviétique : lost in translation ? », *Tiers Monde*, n° 193, janvier-mars 2008, p. 68.

² Tracey C. German, « Le conflit en Ossétie du Sud : la Géorgie contre la Russie », *Politique étrangère*, printemps 2006, p. 52.

³ Pierre Razoux, « La Géorgie au cœur du "grand jeu" », *Annuaire français des relations internationales*, vol. VI, 2005, p. 387.

⁴ Silvia Serrano, art. cit., p. 71.

budget de l'État aux dépenses militaires. Pour complaire au gouvernement américain, il a envoyé des troupes en Irak et en Afghanistan. Les forces géorgiennes ont été financées, armées et entraînées par les États-Unis. Des conseillers militaires américains, débarqués en Géorgie en 2002, officiellement dans le cadre de la lutte contre Al-Qaïda, sont toujours présents sur place pour aider la défense et les services de sécurité géorgiens. Les rues de Tbilissi sont couvertes d'affiches montrant Saakachvili aux côtés de George W. Bush — dont le nom a été donné à une avenue reliant la capitale à son aéroport.

Le gouvernement géorgien, valet de l'impérialisme américain, est un régime autoritaire (étroit contrôle des médias, Parlement bridé, lutte contre toute forme d'opposition...) et corrompu. Or des manifestations massives ont eu lieu à l'automne 2007 contre Saakachvili et ses proches, accusés de corruption et de fraude électorale, manifestations violemment réprimées par les forces de sécurité. Une grave crise économique sévit en Géorgie. On peut faire l'hypothèse que, pour éviter une déstabilisation, le régime a opté pour la guerre en Ossétie du Sud afin de détourner le mécontentement populaire en brandissant le drapeau nationaliste de l'intégrité territoriale géorgienne, contre les séparatistes.

La riposte militaire russe : une réaction à l'encercllement impérialiste occidental

La puissance militaire de la riposte russe, tout comme la violence des propos tenus par les dirigeants du Kremlin, ont confirmé leur volonté de prendre l'initiative des réactions occidentales. L'attaque géorgienne contre l'Ossétie du Sud a été qualifiée de « génocide » par le Kremlin ; Mikheïl Saakachvili est régulièrement décrit en Russie comme un malade mental — un psychiatre russe a analysé son « syndrome » en direct à la télévision et le président russe

Dimitri Medvedev l'a traité de « *cadavre politique* ». Medvedev a aussi assuré n'avoir « *peur de rien* », pas même d'une « *nouvelle guerre froide* ». Il a également indiqué le 31 août que la Russie pourrait prendre à son tour « *des sanctions* » en cas de sanctions de l'OTAN à son encontre — parmi les ripostes prévues par la loi russe figure « *l'utilisation de la force militaire* ». Cette escalade a fait dire à l'ancien dirigeant de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev : « *Le danger d'une nouvelle scission est apparu et la menace d'un cataclysme mondial s'accroît* » (*Le Monde*, 28 août 2008).

Une telle virulence militaire et diplomatique illustre le net durcissement des relations entre la Russie et l'OTAN depuis plusieurs années. Ce durcissement s'est en particulier traduit dans le fameux discours tenu par Vladimir Poutine à Munich en février 2007, au cours duquel le président russe s'en est pris violemment à l'unilatéralisme américain et au « messianisme » des puissances occidentales, à leur recours sans concertation à la force militaire, bafouant selon lui les bases du multilatéralisme onusien. Le bourreau des Tchétchènes osait ainsi se référer aux « *principes fondamentaux du droit international* » et à la démocratie pour critiquer « *l'emploi hypertrophié, illégitime, de la force militaire dans les affaires internationales* ». L'ONU est quant à elle régulièrement présentée par Poutine comme l'« *élément central de l'ordre mondial actuel* ». Le Kremlin entend donc user à toute force de son influence, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, pour jouer l'ONU contre l'OTAN.

Un rapprochement avait pourtant eu lieu entre la Russie et l'OTAN après le 11 septembre 2001, la Russie apparaissant à Washington comme un partenaire privilégié dans la « lutte contre le terrorisme ». La collaboration OTAN-Russie avait notamment concerné l'échange d'informations : la Russie est en particulier très bonne connaissance de la situation afghane. Le rapprochement s'était

manifesté par des partenariats et la création, en 2002, du Conseil OTAN-Russie (COR), accompagné d'exercices militaires communs.

Mais depuis 2003, les tensions se sont à nouveau exacerbées, Moscou concevant une méfiance croissante à l'égard de l'OTAN, en raison des provocations et du véritable encerclement menés par les impérialistes occidentaux ces dernières années. Le général Ivachov, ancien responsable des relations internationales au ministère de la Défense, a ainsi pu déclarer, relayant la pensée des dirigeants russes : « *La principale menace pour la Russie provient des tentatives des États-Unis et de leurs satellites au sein de l'OTAN d'établir un contrôle global sur les ressources de la planète, les communications stratégiques et des régions clefs du monde, où la Russie devient leur cible n°1.* »¹

Cette appréciation se fonde sur l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie en 1999, sans mandat des Nations Unies. Puis, à partir de 2003, la guerre en Irak est apparue au pouvoir du Kremlin comme une manière pour les impérialistes unis sous la bannière de l'OTAN de s'approprier des ressources pétrolières. Comme le souligne un chef d'état-major russe, le général Gareev, « *certains États essaieront de contrôler les ressources énergétiques d'autres pays, comme cela s'est passé en Irak* »².

La Russie se sent aussi directement encerclée dans sa zone traditionnelle d'influence et menacée par l'OTAN. Cet encerclement s'est dessiné depuis 1999 avec l'adhésion à l'OTAN de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Bulgarie, de la Slovénie et des pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). Il s'est concrétisé par l'implantation d'une base aérienne de l'OTAN en Lituanie, qui place Moscou à portée directe d'avions de combat américains, par l'installation de brigades équipées de blindés

¹ Texte du 9 mars 2007, cité in Isabelle Facon, « Une nouvelle doctrine militaire pour une nouvelle Russie », *La Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiver 2007-2008, p. 144.

² Cité par Isabelle Facon, art. cit., p. 146.

Stryker en Bulgarie et Roumanie, enfin par la mise sur pied d'un bouclier anti-missile en Europe de l'Est (déploiement de dix missiles intercepteurs en Pologne et d'une station radar en République tchèque). Ce bouclier anti-missile s'inscrit officiellement dans la volonté américaine de pouvoir riposter à une éventuelle attaque iranienne — le système de défense antimissile de l'OTAN « *fournit seulement une protection contre les menaces de courte portée, et ne serait pas capable de se défendre contre des missiles de plus longue portée lancés du Moyen-Orient vers l'Europe centrale ou orientale* »³. En fait, il est considéré par Moscou comme une partie de l'arsenal nucléaire américain susceptible de menacer directement la Russie — les radars pourraient être utilisés à des fins d'espionnage contre Moscou, et les missiles américains sont placés face aux missiles russes. Quant à l'intégration de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie à l'OTAN, dont les impérialistes occidentaux débattent actuellement, ce serait selon le ministre des Affaires étrangères russe S. Lavrov « *un bouleversement géopolitique colossal* »⁴ lourd de conséquences. D'ores et déjà, une nouvelle course aux armements est enclenchée. Les dépenses militaires de la Russie ont quadruplé entre 2000 et 2007. Elle a à cette heure suspendu toute coopération avec l'OTAN.

Au cœur de ces tensions, le Kremlin n'a pas davantage supporté le soutien apporté par les puissances occidentales aux « révolutions de couleur » (révolution « des roses » en Géorgie en 2003, révolution « orange » en Ukraine en 2004, révolution « des tulipes » au Kirghizstan en 2005), qui ont renversé les régimes défendus par Moscou pour les remplacer par des gouvernements clairement placés

³ Charlotte Lepri, « Les relations russo-américaines : les questions stratégiques au cœur de toutes les tensions », *La Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiver 2007-2008, p. 158.

⁴ Cité par Michel Guéneq, « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe », *Hérodote*, n° 129, 2^e trimestre 2008, p. 227.

sous tutelle et protection occidentales.

Enfin, le pouvoir russe, qui a toujours soutenu la Serbie, composante traditionnelle de son arrière-cour, a vécu comme une provocation la reconnaissance, le 17 février dernier, de l'indépendance du Kosovo par les impérialistes occidentaux. Moscou prend désormais appui sur cet exemple brûlant pour légitimer l'indépendance des provinces séparatistes sous son influence — telles l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Prudence et division des bourgeoisies européennes

En se montrant tout à la fois divisés et timorés face à l'intervention militaire russe, les gouvernements de l'Union européenne (UE) ont fait la preuve de leur dépendance partielle à l'égard de la Russie du point de vue économique (notamment pour le gaz et le pétrole), et ont aussi révélé au grand jour leurs intérêts divergents. L'accord Medvedev-Sarkozy n'a pas condamné l'intervention de l'armée russe en Géorgie et n'a pas rappelé le principe de l'intégrité du territoire géorgien¹, ce qui a suscité la colère de certains gouvernements européens. Le président lituanien, Valdas Adamkus, l'a comparé aux accords de Munich de 1938, qui avaient entériné la mise en coupe réglée de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie. Le Royaume-Uni² et un certain nombre de pays d'Europe orientale se sont dits favorables à une ligne dure à l'égard de la Russie, par opposition à d'autres, comme la France, l'Allemagne et l'Italie. L'accord Medvedev-Sarkozy a néanmoins été

approuvé à Bruxelles par « les Vingt-Sept ». Par prudence, la commission des affaires étrangères du Parlement européen ne s'est pas même réunie, pour ne pas prendre position... Des pressions ont été exercées par les principaux impérialismes européens sur de plus petits États : Nicolas Sarkozy a ainsi officiellement demandé au Premier ministre polonais de ne pas réclamer de sanctions contre la Russie (*Le Monde*, 2 septembre).

La réaction globale à l'échelle européenne a donc été pour le moins pusillanime. Lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE, le 1^{er} septembre, les dirigeants européens se sont contentés de reporter les négociations sur leur projet de nouveau partenariat avec la Russie. Les Vingt-Sept n'ont pas condamné formellement l'invasion militaire russe en Géorgie, même s'ils se sont dits « *gravement préoccupés* ». Ils ont opté pour une aide financière à la reconstruction géorgienne. Les gouvernements européens sont de même divisés sur l'éventuelle intégration de l'Ukraine à l'UE. Bien qu'ils aient décidé un « accord d'association », l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) se montrent très réticents à l'idée d'une adhésion ukrainienne, alors que la Pologne, la République tchèque, les Pays baltes, le Royaume-Uni et la Suède la soutiennent fermement ; la diplomatie française tente de son côté de trouver un compromis entre les deux parties³.

Il est donc ridicule d'imaginer une Union européenne tout entière soumise au diktat de l'impérialisme américain⁴. La réaction

diplomatique européenne illustre en fait les intérêts bien compris des différentes bourgeoisies et les contradictions inter-impérialistes qui règnent au sein de l'UE. Certains intérêts européens sont eux-mêmes menacés par la progression de l'impérialisme américain dans la région. Vladimir Poutine lui-même a d'ailleurs tout récemment rappelé que les gouvernants européens n'auraient rien à gagner à s'aligner sur Washington, les menaçant d'« *acheter ailleurs* » qu'en Europe, avançant aussi l'hypothèse de cesser sa coopération sur le dossier nucléaire iranien. Ce chantage traduit assez bien le rôle qu'entend désormais jouer la Russie dans le rapport de forces que se livrent les grandes puissances à l'échelle internationale.

Le redressement du capitalisme russe à l'ère Poutine

Cette place désormais occupée par la Russie s'explique en premier lieu par l'impressionnant redressement économique qui a caractérisé le pays depuis le début des années 2000. La décennie précédente, entre la chute de l'URSS et la crise financière d'août 1998, avait été une phase de forte inflation, de privatisations et de déstructuration économique, au cours de laquelle la Russie avait dépendu considérablement des avances du Fonds monétaire international. Sous la présidence Poutine à partir de 2000, bénéficiant de la hausse des prix des hydrocarbures, la Russie a remboursé ses dettes ; cette situation nouvelle a constitué un véritable revers pour le FMI, doublé d'une perte de crédibilité⁵. La

¹ Sarkozy avait déjà officiellement reconnu à la Russie le droit de défendre les intérêts des russophones à l'étranger.

² Le Royaume-Uni est l'un des soutiens importants de la Géorgie parmi les impérialistes occidentaux. La société British Petroleum est celle qui a investi le plus dans l'oléoduc BTC (32 %), ce qui a encouragé la nomination d'un représentant spécial du gouvernement britannique pour la Géorgie (Pierre Razoux, art. cit., p. 388).

³ Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard, « Les Européens divisés sur un accord d'association avec l'Ukraine », *Le Monde*, 5 septembre 2008.

⁴ C'est pourtant ce que font toujours les dirigeants lambertistes, avec leurs raccourcis aux accents nationalistes de la pire eau. Ainsi Dominique Ferré est-il sûr de son interprétation : « *Le responsable d'un institut américain le dit à sa façon : "L'Europe sera d'autant plus forte qu'elle aura réussi à se passer du pétrole et du gaz russe"* » (*Le Monde*, 2 septembre). Traduction : *l'Union européenne doit*

suivre les intérêts américains, tant pis pour les intérêts particuliers allemands, français ou italiens » (*Informations ouvrières*, n° 12, 4 septembre 2008).

⁵ « *Alors que le FMI prédisait pour 1999 une récession de -7 %, [...] la Russie devait connaître une croissance de plus de 5 %. Jamais une institution financière internationale n'avait commis une telle erreur pour des raisons aussi ouvertement idéologiques. La crédibilité du FMI en fut durablement affectée.* » (Jacques Sapir,

Russie dispose désormais de réserves de change considérables, estimées à 600 milliards de dollars environ. Elle apparaît en outre comme une zone de stabilité financière, par contraste avec les économies touchées par la crise financière internationale (États-Unis, zone euro...)¹.

La situation économique russe est marquée par une croissance de 8,1 % en 2007 — pour la 8^e année consécutive, le taux de croissance se monte à au moins 7 % par an. La population en a progressivement ressenti les effets, puisque les salaires augmentent à nouveau depuis environ 5 ans, après une chute considérable dans les années 1990. Toutefois, cette croissance est fort mal répartie. 20 millions de personnes vivent avec moins de 100 euros par mois. L'espérance de vie reste courte : 59 ans (pour les hommes). L'état du secteur hospitalier notamment est catastrophique. Le mouvement ouvrier se reconstitue peu à peu, dans des conditions très difficiles — avec notamment la grève des cheminots de Moscou, aux grèves dans des entreprises telles Ford à Saint-Petersbourg...

L'État a pris en main la plupart des grands secteurs économiques stratégiques, à commencer par le gaz (il est majoritaire dans l'entreprise Gazprom depuis 2003) et le pétrole, mais aussi dans d'autres branches comme l'automobile (avec le géant Avtovaz). Les deux plus grandes banques russes sont également détenues par l'État. Il est aussi actionnaire à 75 % dans le secteur des télécommunications. Le régime bonapartiste de Poutine pratique ainsi un capitalisme d'État, associé à l'autoritarisme politique : la loi permet d'interdire toute opposition publiquement organisée, aussitôt qualifiée d'« extrémiste » ou de « traître » au service de l'étranger ;

« Le retour économique de la Russie », *Géopolitique*, n° 101, mars 2008, p. 30.)

¹ « Les banques russes n'ont pas utilisé les instruments financiers complexes qui ont permis à la crise hypothécaire de contaminer la finance mondiale. Elles sont donc protégées contre le type de pertes subies par les établissements occidentaux. » (J. Sapir, art. cit., p. 39).

les hôpitaux psychiatriques servent à nouveau de prisons politiques, comme aux heures noires du stalinisme brejnévien. Le « capitalisme d'État » n'est évidemment pas incompatible avec la défense des intérêts privés de la classe des oligarques : les dirigeants russes ne sont pas, dans leur immense majorité, des « *hommes politiques classiques* », mais « *presque tous des capitalistes bureaucrates* »² — le premier d'entre eux, l'actuel président Medvedev, était d'abord le président du conseil d'administration de Gazprom.

La Russie au cœur des échanges économiques mondiaux

La forte croissance économique de la Russie sert de base depuis une dizaine d'années à son expansion à l'échelle mondiale. Les échanges internationaux représentent aujourd'hui 50 % du PIB russe, indice de leur importance désormais décisive. Les exportations ont augmenté en valeur de 400 % entre 1999 et 2006, les importations de 410 %. L'excédent du solde commercial est lui aussi spectaculaire, puisqu'il est passé de 40 milliards de dollars en 1999 à 121 milliards en 2006³. Ces résultats sont toutefois à relativiser car l'essentiel de cette augmentation est due à un effet de prix plus qu'à un effet de volume : ils sont liés principalement à la conjoncture internationale qui a vu le prix des hydrocarbures croître fortement ces dernières années.

De fait, 70 % des recettes d'exportation russes proviennent de ses matières premières. La situation pourrait donc impliquer une certaine vulnérabilité de l'économie russe, soumise à l'éventuel choc d'un retournement de conjoncture dans le domaine des hydrocarbures.

² Dmitri Trenin, « Le business russe entre l'Europe et l'Amérique », *Politique étrangère*, printemps 2001, p. 97-98.

³ Gilles Walter, « Le commerce extérieur de la Russie. Comment sortir du piège d'une économie de rente ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mai-juin 2007, p. 14.

De surcroît, les réserves ne sont pas infinies : dès 2010, la production d'hydrocarbures pourrait être insuffisante pour satisfaire à la fois le marché intérieur russe et la demande extérieure⁴. Cependant, un changement important de conjoncture est peu probable, car les facteurs de la forte demande d'hydrocarbures sont multiples : développement de l'urbanisation chinoise, croissance de modes de consommation « à l'occidentale » dans les « pays émergents » (même si seule une minorité de la population est concernée), longueur des délais dans la mise en service d'autres sources d'énergie (énergies renouvelables et nucléaire)⁵... De surcroît, la Russie ne vit pas que de sa rente énergétique. La croissance a été ces derniers temps également spectaculaire (au moins 10 % annuels) dans le secteur manufacturier de l'industrie, hors activités liées aux matières premières, secteur où la hausse des investissements a été particulièrement importante (+ 22 % rien qu'entre 2006 et 2007)⁶. On estime d'ailleurs que les exportations d'hydrocarbures ne sont qu'une source parmi d'autres de la croissance russe : « *Ce sont la croissance de la consommation et celle des investissements qui ont été les facteurs les plus importants dans le "rebond" qui a suivi la crise de 1998 pour conduire à une trajectoire de croissance stabilisée. [...] Le développement de l'investissement est au cœur de la logique de croissance depuis 2004.* »⁷

La Russie s'ouvre de plus en plus aux investisseurs étrangers, attirés par le marché intérieur russe encore sous-exploité. Entre 2000 et 2006, les investissements étrangers en Russie sont passés de 11 à 55 milliards de dollars. Des entreprises comme Procter and Gamble, Coca-Cola ou Daimler-Chrysler s'y sont implantées. Des industriels européens comme Aerspatial sont entrés dans le capital de la firme aéronautique

⁴ Gilles Walter, art. cit., p. 29.

⁵ Jacques Sapir, art. cit., p. 37.

⁶ *Ibidem*, p. 31.

⁷ *Ibidem*, p. 33.

russe AOK, tandis que Renault a fait de même dans le capital du constructeur automobile Avtovaz. Toutefois, ces investissements étrangers sont étroitement contrôlés par l'État russe, qui leur délivre des autorisations et les plafonne à 50 voire 30 % de la valeur de l'entreprise. Par le contrôle des investissements étrangers, par sa volonté de défendre le capital national, la Russie s'affirme donc comme un État fort qui impose des limites aux capitaux des États impérialistes occidentaux.

Toutefois, la progression la plus nette concerne les achats et prises de participation de groupes russes dans les entreprises étrangères et tout particulièrement européennes. Les investissements directs à l'étranger en provenance de Russie se sont accrus en moyenne de 50 % par an depuis 2000 et s'élèvent désormais à près de 75 milliards de dollars (en 2007)¹. La Russie est ainsi devenue, en dix ans à peine, un important pourvoyeur de capitaux. Plusieurs de ses groupes constituent des consortiums géants à même de peser dans certains secteurs l'économie mondiale². Gazprom est la 3^e plus grande entreprise mondiale. En 2006, la banque publique Vneshtorgbank a acquis 5 % du capital du consortium aéronautique européen EADS. Parmi les oligarques, citons l'exemple de Suleiman Karimov, propriétaire de la société d'investissement Nafta Moskva, qui détient des parts dans la Deutsche Bank, le Crédit suisse, UBS et Morgan Stanley. On a assisté dans le même temps au retour en force de l'armement russe sur le marché

mondial (importants contrats conclus avec l'Algérie, le Venezuela, la Chine et l'Inde). La Russie est de nouveau présente en Afrique (principalement en Algérie et en Afrique du Sud, mais aussi au Nigeria ou en Libye, où Gazprom a conclu des contrats). La Russie se distingue à présent par sa capacité à exporter du capital financier : « *L'évolution des flux sortant de Russie reflète le rôle croissant de cette dernière dans la répartition de l'épargne mondiale, celle-ci se classant désormais parmi les pays qui transfèrent une épargne en excès vers ceux qui en manquent.* »³

Les relations d'interdépendance Europe-Russie

Entre 1999 et 2005, les échanges de biens entre l'Union européenne et la Russie ont plus que triplé en valeur. Les exportations de l'UE vers la Russie sont passées de 16 à 56 milliards (en euros courants) ; les importations en provenance de Russie, de 34 à 106 milliards. Par là même, le déficit de la balance commerciale européenne avec la Russie s'est très fortement creusé⁴. La Russie est ainsi devenue le 3^e partenaire commercial de l'UE, derrière les États-Unis et la Chine. Il faut toutefois tenir compte ici d'une nette différence entre la Russie et la Chine : la première exporte principalement des matières premières, surtout des hydrocarbures, quand la seconde vend des produits manufacturés.

La dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie est très importante dans le domaine énergétique : 40 % du gaz naturel européen est importé de Russie, laquelle vend à l'Europe 67 % de son gaz. 16 % de la population de l'Union vit dans un pays où le gaz russe répond à plus de la moitié des besoins de gaz et 60 % dans un pays où il en satisfait plus du quart⁵. La

Russie est également le premier fournisseur de pétrole de l'UE (20 %), devant la Norvège (19,8 %) et l'Arabie saoudite (11 %)⁶. Dans ce cadre, la stratégie économique et diplomatique russe consiste à contrer toute cohésion de l'UE en privilégiant des accords bilatéraux. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Russie — son principal fournisseur avec plus de 13 % des parts de marché, devant la Chine, et le 2^e importateur de produits russes derrière l'Italie. Gazprom a été à l'origine de la création d'une filiale composée notamment d'actionnaires allemands, que dirige Gerhard Schröder. Celui-ci, quand il était encore chancelier (SPD), a entériné un projet russo-allemand de construction d'un gazoduc en mer Baltique, qui va permettre à l'Allemagne de devenir le principal distributeur de gaz russe en Europe. En 2006, les entreprises allemandes E.ON et BASF ont également obtenu de Moscou des contrats de prospection du sol russe importants.

C'est à ce titre que « *les élites russes tiennent l'Allemagne pour un ami fidèle et un défenseur des intérêts de leur pays en Occident* »⁷. L'Allemagne est, de fait, l'un des fervents avocats de la Russie auprès des autres États occidentaux. Avant Schröder, le chancelier Helmut Kohl a ainsi toujours freiné le processus d'adhésion à l'OTAN des anciennes Républiques soviétiques pour ne pas importuner Moscou. Les chanceliers allemands qui se sont succédé ont tous plaidé pour l'entrée de la Russie au G7 (désormais effective, avec le G8) et à l'OMC (tractations en cours). Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier défend auprès de ses homologues européens l'idée d'une vaste *Ostpolitik* (politique tournée vers l'Est), liant la Russie et l'UE dans des partenariats divers, pour la lutte

¹ Soit environ 53 milliards d'euros. Pour comparaison, en 2006, d'après la CNUCED, les investissements directs à l'étranger se sont élevés (en euros) à 136 milliards pour les États-Unis, 131 milliards pour le Royaume-Uni, 68 milliards pour la France, 54 milliards pour la Chine, 31 milliards pour Hong Kong, 23 milliards pour l'Italie et 7 milliards pour l'Inde.

² Cf. Hélène Clément-Pitiot, « Les mutations du capitalisme russe. Des perceptions extérieures à la réalité », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mai-juin 2007, p. 5.

³ Hélène Clément-Pitiot, art. cit., p. 6.

⁴ Pierre Verluise, « Comment l'Union européenne réarme la Russie », *Outre Terre*, n° 19, 2008, p. 65.

⁵ Céline Bayou, « L'Europe et la diplomatie énergétique du pouvoir russe.

Défiances et dépendances », *La Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiver 2007-2008, p. 176.

⁶ Pierre Verluise, art. cit., p. 71.

⁷ Alexander Rahr, « Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union européenne », *Politique étrangère*, printemps 2007, p. 109.

contre le terrorisme, l'immigration, le trafic de drogue, la politique nucléaire...

Même si l'UE cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement et de transit, elle se révèle prise dans un filet très serré d'interdépendances économiques avec la Russie, ce qui explique l'attitude globalement modérée de l'UE lors du récent conflit avec la Géorgie.

Les alliances centre-asiatiques et la coopération sino-russe : étendue et limites

Mais la Russie a également déployé et renforcé son réseau d'alliances hors de la sphère européenne. Ainsi a été créée en 2002 l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) (Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Arménie, Biélorussie, Ouzbékistan), qui a permis la mise sur pied d'unités militaires sous commandement conjoint ; on peut y voir, toutes proportions de forces gardées, l'esquisse d'un équivalent de l'OTAN : tel est du moins le but que se fixe l'État russe pour contrer l'influence américaine dans la région. Sur le plan économique, cette stratégie est complétée par la Communauté économique eurasiennne (CEEAE), constituée en novembre 2000, fondée sur une union douanière entre la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Mais surtout, l'État russe s'est tourné vers la Chine et l'Asie centrale, en constituant le « Groupe de Shanghai » en 1994, formalisé et institutionnalisé en 2001 avec la création de l'OSC (Organisation de coopération de Shanghai). Celle-ci compte aujourd'hui six membres : la Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Un statut d'observateur également été attribué à la Mongolie (2004), au Pakistan, à l'Inde et à l'Iran (2005), à l'Afghanistan et au Turkménistan (2007). Puissance aux potentialités considérables, l'OSC rassemble des États qui comptent 1,455 milliard d'habitants sur 30 millions de

kilomètres carrés, les 3/5^e de l'Eurasie¹.

Cette organisation s'est fixé pour principal objectif la coopération économique et sécuritaire, qui prend forme avec un consortium bancaire, la formation mutuelle de personnels de haut niveau, des exercices militaires conjoints, la lutte contre le « terrorisme » et le séparatisme, etc. Essentielle est aussi la perspective de transformer l'OSC en un « club énergétique ». Ce sont les autorités iraniennes qui, les premières, ont lancé le projet : en juin 2006, le président iranien Ahmadinedjad a proposé, lors d'une rencontre à Shanghai avec Poutine, « une coopération pour déterminer tant les prix du gaz que les principaux flux dans l'intérêt de la stabilité générale ». En février 2007 au Kremlin, Poutine a repris l'idée en évoquant « une OPEP du gaz »². Les atouts dans ce domaine sont de fait considérables : à eux seuls, la Russie et l'Iran contrôlent plus de 41 % des réserves mondiales de gaz ; par ailleurs, la Russie, la Chine, le Kazakhstan et l'Iran détiennent 23 % des réserves de pétrole prouvées dans le monde et assurent près de 25 % de la production pétrolière de la planète. L'Asie centrale est par ailleurs riche de minerais de haute valeur : or, uranium, cuivre, zinc, plomb, tungstène... Dans le domaine crucial de l'uranium en particulier, la collaboration est étroite ; Vladimir Poutine a évoqué en 2006 la constitution d'une « bloc nucléaire eurasiennne », essentiel pour le complexe militaro-industriel russe.

Les intérêts des uns et des autres sont divers. « (...) La Chine approuve le Kremlin dans sa guerre en Tchétchénie ; la Russie et les États centre-asiatiques soutiennent la politique chinoise envers le Xinjiang et Taiwan ; tandis que

¹ Thierry Kellner, « La Chine, l'Organisation de coopération de Shanghai et les "révolutions colorées" », *Hérodote*, n° 129, 2^e trimestre 2008, p. 168.

² Cités in Nicolas Sarkis, « L'ombre de la Russie sur le marché gazier européen », *Géopolitique*, n° 101, mars 2005, p. 61-62.

Moscou et Pékin apportent leur savoir-faire militaire et technologique aux régimes centre-asiatiques pour les aider à museler leurs oppositions. »³ Pour autant, la Chine se trouve dans l'embarras face à la situation actuelle. Elle ne soutient pas officiellement Moscou dans le dossier géorgien, craignant que l'indépendance proclamée de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ne crée un précédent favorable aux séparatistes ouïgours (province occidentale du Xinjiang) et aux Tibétains. De la même manière, les autres pays de l'OSC n'ont pas reconnu les deux nouveaux États « indépendants », signe d'une limite de l'influence russe sur sa périphérie centre-asiatique. De fait, la coopération centre-asiatique ne va pas sans contradictions : les États concernés sont autant concurrents que collaborateurs dans le domaine économique.

Il est certain que l'essentiel de l'actuelle puissance russe provient de ses ressources dans le secteur si stratégique des hydrocarbures, au point que l'on peut parler de « géo-pétropolitique ». L'État russe utilise la ressource énergétique comme un moyen de coercition, comme en ont témoigné les ruptures d'approvisionnement russe en Lituanie, Ukraine et Biélorussie ces dernières années. Pour autant, la diversification du développement industriel russe est réelle (industries stratégiques comme l'aérospatiale, l'automobile, l'armement, l'électronucléaire ; autres industries comme l'agroalimentaire, le textile, les matériaux de construction...). Moscou n'entend pas se cantonner à fonder sa croissance économique sur la seule rente énergétique. En quelques années, l'économie russe a connu un développement qui n'est pas soumis au diktat des principales puissances impérialistes, même si elle se nourrit en partie de capitaux occidentaux. Le déploiement de ses investissements à l'échelle mondiale montre qu'elle est

³ Marlène Laruelle, « Asie centrale : le "retour" de la Russie », *Politique internationale*, n° 115, printemps 2007, p. 384.

déterminée à redevenir une puissance de premier ordre, même si le chemin sera long, difficile et évidemment sanglant. Cela est d'autant plus vraisemblable qu'à son potentiel économique s'ajoute sa puissance militaire, dont elle a fait la preuve cet été en bravant, par son intervention armée, et au travers de la Géorgie, le plus puissant des impérialismes, l'impérialisme américain. Dans ces conflits d'intérêts entre grandes puissances, les travailleurs et les peuples n'ont rien à gagner, mais tout à perdre : exploitation, oppression, guerres et occupations militaires.

Dès lors, l'urgence est de se battre avec détermination contre les bourgeoisies exploiteuses et guerrières. Pour cela, il faut exiger :

- **Retrait des troupes de l'OTAN de tous les pays où elles sont installées et retrait des troupes russes de Géorgie !** Les Ossètes du Sud, opprimés par l'État géorgien, ont droit à l'autodétermination mais ils ne peuvent avoir d'illusions dans l'État russe, dont la politique est toujours contraire à l'intérêt des peuples, comme le prouvent l'occupation, l'oppression, les massacres du peuple tchéchène.

- **Droit à l'autodétermination pour tous les peuples du Caucase et de l'ex-URSS !**

- **À bas les régimes capitalistes et bonapartistes de Medvedev-Poutine et de Saakachvili !**

- **Seul le combat pour une union des peuples dans le cadre d'une fédération rompant avec le**

capitalisme, une authentique fédération socialiste, pourra assurer une véritable autodétermination et mettre fin aux guerres.

- **Les travailleurs de Russie et de l'ex-URSS ne peuvent compter que sur leur lutte de classe, par la reconstruction du mouvement ouvrier, de syndicats et partis ouvriers indépendants et tout particulièrement d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste renouant les fils du bolchevisme authentique, de la révolution soviétiste de 1917 et du combat trotskyste contre le stalinisme.**

Laura Fonteyn

TIBET

LES ÉMEUTES DU PRINTEMPS N'AURONT PAS PERTURBÉ LES JEUX OLYMPIQUES CAPITALISTES

Finies les jérémiades sur l'oppression du peuple tibétain et le non-respect des droits de l'homme, place au sport-business. Les JO sont une chose bien plus sérieuse que le moment de paix et de communion dans le sport qu'on aime à nous présenter ; ils auront encore une fois permis au pays organisateur, la Chine en l'occurrence, de montrer son savoir-faire, et aux sponsors de rentabiliser les énormes sommes englouties par la conquête de nouveaux marchés¹. N'en déplaise à ceux, idéalistes dans le meilleur des cas, voire manipulateurs idéologiques, qui voyaient là une occasion de faire avancer « la cause des droits de l'homme » en Chine ou plus particulièrement au Tibet.

Retour sur les émeutes du printemps 2008

Les premiers événements datent du 10 mars : pour célébrer l'anniversaire de la révolte tibétaine de 1959 contre la présence chinoise, quelques centaines de moines manifestent dans les rues de la capitale Lhassa, réclamant également la libération de moines emprisonnés lors d'une précédente manifestation en 2007. Ils sont bloqués par la police et, alors qu'ils sont rejoints dans la soirée par des étudiants, quelques arrestations interviennent.

Les jours qui suivent, les manifestations s'amplifient dans Lhassa, pour réclamer la libération des prisonniers. Elles ne touchent plus seulement les moines, mais aussi des Tibétains ordinaires. Une forte présence policière est destinée à empêcher les manifestations ; les autorités chinoises veulent éviter de revivre les événements de 1989, où de premières émeutes au Tibet s'étaient propagées dans l'ensemble du pays, jusqu'à l'écrasement des

manifestants de la place Tiananmen.

Le paroxysme est atteint le 14 mars. Après de premières confrontations entre la police et les manifestants, une foule grandissante se déverse dans les rues commerçantes de Lhassa et détruit par le feu les magasins tenus par les non-Tibétains, tandis que les affrontements avec la police militaire, fortement mobilisée, continuent.

Le bilan de cette journée varie évidemment selon les sources. Le gouvernement chinois insiste sur la mort d'un policier et de 18 civils, Chinois et Tibétains, brûlés vifs dans leur magasin, ainsi que sur un bilan matériel touchant cinq hôpitaux, sept écoles, 120 résidences brûlées et 908 boutiques pillées. Les sources provenant du dalaï-lama et du « gouvernement tibétain en exil » font état au contraire d'une répression meurtrière de la part de la police chinoise, qui aurait tiré sur la foule, faisant une centaine de morts chez les manifestants. Ces affirmations contredisent toutefois les

¹ Cf. Le CRI des travailleurs n° 14 (sept.-oct. 2004) pour une analyse du phénomène des JO dans le sport capitaliste.

témoignages des quelques journalistes occidentaux présents, selon lesquels les forces de police, certes nombreuses, n'auraient pas fait usage de leurs armes — ils réfutent en particulier la qualification de bain de sang, contrairement à ce qui s'était passé en 1989.

Dans les jours suivants, des manifestations se sont poursuivies, en particulier autour des monastères extérieurs à Lhassa, y compris dans les zones de peuplement tibétain voisines de la « région autonome du Tibet », avec pour mots d'ordre la libération des prisonniers, la liberté du Tibet et le retour du dalaï-lama.

À partir de la fermeture de la région aux journalistes étrangers le 20 mars, et jusqu'à fin juin, il devient encore plus difficile d'espérer des informations fiables sur les événements. Les sources concordent toutefois pour décrire une reprise en main par le gouvernement central ; les sources officielles chinoises décrivent « une lutte intense de sang et de feu contre la clique du dalaï-lama, une lutte à mort », et appellent à l'unité nationale, avec le lancement d'une campagne idéologique visant à « unifier la pensée, assurer la cohésion des dirigeants et des masses, accentuer la lutte contre le séparatisme et répondre aux complots séparatistes du dalaï-lama ». Concrètement, une vague d'arrestations a lieu (près d'un milliard de personnes selon les sources officielles), avec l'instauration d'une liste de meneurs recherchés, l'appel à la reddition des manifestants et des séances de dénonciation collective ; le bilan s'élève fin juin à 42 personnes condamnées, avec des peines allant jusqu'à la perpétuité. Les sources proches du dalaï-lama évoquent une vague d'arrestations arbitraires de milliers de personnes, ayant provoqué de nouvelles morts ; les témoignages faisant état de cas de tortures et d'aveux arrachés sous la contrainte ne sont pas incompatibles avec les pratiques du régime totalitaire chinois.

Les causes de ces émeutes

Du côté du gouvernement chinois comme du dalaï-lama et de ses alliés impérialistes, on s'accorde pour expliquer ces émeutes par des manipulations du camp adverse.

Ainsi, soucieux de préserver l'image de non-violence des moines bouddhistes tibétains cultivée auprès du public occidental, un représentant du « gouvernement tibétain en exil », Dawa Tsering, affirme que « *les Tibétains ont été non violents de bout en bout* », les morts accidentels chinois étant même responsables de leur sort : « *Lorsque les Tibétains mettent le feu aux bâtiments, les Chinois hans restent cachés au lieu de s'échapper, si bien que ces Chinois hans sont accidentellement brûlés vifs.* » Les affrontements lors des manifestations ne seraient que des provocations de la police chinoise ; pour preuve, des photos montrent des policiers chinois se déguisant en moines bouddhistes dans le but de déclencher des violences et de justifier une intervention. Mais ces « preuves », largement reprises, se sont révélées être des faux, provenant en fait du tournage d'un film de fiction...

Le régime chinois lui aussi profite de ces événements pour poursuivre sa lutte idéologique contre « la clique du dalaï-lama ». Il l'accuse ainsi d'avoir soigneusement planifié le déclenchement des émeutes, avant d'envoyer ses instructions par Internet (ce qui justifie au passage la censure de celui-ci), expliquant ainsi le déclenchement simultané des émeutes dans plusieurs lieux, avec des slogans similaires (alors que c'est bien plus une propagation du soulèvement qui a pu être observée). La police locale à Lhassa présente même un suspect ayant avoué « *sa participation dans l'organisation, la planification et la mise en œuvre des émeutes du 14 mars à Lhassa, inspirées par un officiel de la clique du dalaï-lama* » ; on sait ce que peuvent valoir de tels aveux.

S'il est vrai que ces émeutes ont débuté avec les manifestations des moines bouddhistes, et si aucun partisan des travailleurs et des paysans tibétains ne peut reprendre

à son compte la revendication du retour de la théocratie du dalaï-lama, le caractère massif des émeutes est le signe d'une colère des Tibétains qui dépasse de loin les monastères. Le régime chinois essaie pourtant de dépeindre une situation où il aurait apporté le progrès économique et une amélioration du niveau de vie, citant par exemple la construction d'une ligne de chemin de fer Pékin-Lhassa pour désenclaver la région, la croissance annuelle de 12 % environ, une hausse de l'espérance de vie¹. Mais avec de semblables arguments, on pourrait tout aussi bien suivre les positions de ceux qui en France défendent le prétendu rôle positif de la colonisation en Afrique.

Le Tibet, outre sa position géostratégique ouvrant sur la Chine, l'Inde et l'Asie centrale, offre de précieuses ressources, tant minières (or, cuivre, plomb) qu'hydrauliques. C'est aussi une destination touristique prisée par des Occidentaux en quête de zénitude bouddhique. L'exploitation de ces ressources nécessite des infrastructures et fait gonfler les chiffres du PIB d'une région qui reste arriérée économiquement, avec pour activité principale l'élevage. Mais pas plus que dans le reste de la Chine, dite « communiste », ce développement économique ne profite à l'ensemble de la population. Ainsi les éleveurs tibétains expropriés de leur terre (la version du progrès économique selon le pouvoir chinois) n'ont-ils d'autres choix que d'affluer vers les villes où, sans qualification, ils ne peuvent espérer que des salaires de misère, voire sont réduits à la mendicité. Cette différenciation sociale au Tibet se double d'une différenciation ethnique. À part une mince élite tibétaine, la majorité des 2,5 millions de Tibétains est mise à l'écart et voit les Chinois hans occuper les principaux postes dans

¹ Ces arguments sont aussi repris par ceux qui, voulant rompre à juste titre avec la belle unanimité montrée dans les pays impérialistes autour du dalaï-lama, en arrivent à condamner l'ingratitude des Tibétains envers leurs bienfaiteurs chinois — voir l'exemple du socialiste Mélenchon.

l'administration et le commerce, et profiter de la manne d'argent investi par le gouvernement central dans la région. Les emplois publics, par exemple, qui nécessitent l'usage du chinois, ne sont pas accessibles à ceux qui, faute d'études secondaires, ne connaissent que le tibétain. Alors qu'un million de Tibétains vivent sous le seuil de pauvreté, les émeutes du printemps, que certains tendent à décrire comme des pogromes à caractère ethnique, sont avant tout l'expression de la colère légitime des laissés-pour-compte envers les couches aisées.

L'hypocrisie des condamnations occidentales

Le concert de protestations, au besoin édulcorées par souci diplomatique, que l'on a entendu de la part des principaux dirigeants impérialistes occidentaux, n'avait évidemment que peu à voir avec la situation des Tibétains. La lutte pour cette région himalayenne est aussi vieille que l'impérialisme, avec une opposition entre la Russie et la Grande-Bretagne dès la fin du XIX^e siècle. Avec la révolution « communiste » chinoise, le Tibet devient un enjeu dans la guerre froide, la CIA finançant dès le début une guérilla tibétaine contre la présence chinoise, puis soutenant le dalaï-lama exilé en Inde à partir de 1959, après que le régime de Mao Zedong eut décidé de s'en prendre aux privilèges féodaux des moines bouddhistes.

Depuis, la « question tibétaine » et le dalaï-lama restent une carte décisive pour les impérialistes, et en premier lieu les États-Unis, dans leurs relations avec la Chine. Avec l'ouverture massive du pays aux capitalistes étrangers, ces relations ont évolué, et il n'est plus question, pour le moment, d'opposition frontale avec un pays qui occupe dans la division capitaliste du travail la place d'atelier du monde, ainsi qu'un marché potentiel énorme.

Les réactions officielles ont ainsi été mesurées de la part des dirigeants impérialistes. Personne n'a prétendu interdire au régime

chinois de réprimer les manifestations, mais on l'a seulement invité à y mettre les formes : Condoleeza Rice a demandé par exemple de « pratiquer la modération avec les manifestants », l'UE en a appelé à la retenue et Sarkozy « au sens de la responsabilité des dirigeants chinois »¹. L'idée d'un boycott des JO, puis seulement de la cérémonie d'ouverture, un temps évoquée par quelques voix isolées, n'a jamais vraiment été prise au sérieux : cela aurait été une hérésie tant du point de vue diplomatique que du point de vue économique, avec les retombées espérées pour les entreprises occidentales présentes à cette occasion. De plus, jamais la préoccupation feinte des dirigeants impérialistes n'a débordé les frontières du Tibet, et pour cause : la répression quotidienne des travailleurs surexploités en Chine a une ampleur bien plus grande que quelques jours de manifestations, mais c'est une condition nécessaire pour un coût du travail minime, et il ne s'agirait pas de contrarier les intérêts des entreprises occidentales qui peuvent en profiter, voire qui sont complices de cette répression.

Mais cela ne signifie pas que les puissances impérialistes renoncent à utiliser la colère des Tibétains dans leur propre intérêt ; on ne peut pas exclure non plus que certaines aient été des soutiens actifs au déclenchement de ces émeutes. Si l'affrontement avec la Chine n'est pas d'actualité, il est à terme incontournable au niveau économique et politique, voire militaire. L'œuvre de formatage idéologique de la part des voix non-officielles de l'impérialisme est pour cela nécessaire. En France par exemple, Robert Ménard, porte-parole de Reporters sans Frontières, association financée indirectement par la CIA, a été omniprésent dans

¹ On a d'ailleurs pu observer en France un partage des tâches entre, d'un côté, le gouvernement qui, en tant que voix officielle de la France, a tout fait pour préserver son « partenariat stratégique et global » avec le gouvernement chinois, et de l'autre, « l'opposition socialiste » qui ne trouvait pas de mots assez durs pour condamner la dictature chinoise et célébrait « sa sainteté le dalaï-lama ».

les médias pour réclamer la liberté du Tibet et le boycott des JO, allant jusqu'à critiquer le gouvernement français pour sa mollesse vis-à-vis des sanguinaires Chinois. Les journalistes sont comme toujours une arme de choix dans la guerre idéologique, tel ce journaliste vedette de CNN déplorant : « Et nous avons toujours une dette commerciale de cent milliards de dollars envers eux, en continuant à importer leurs saloperies couvertes de plomb. »

Les déclarations et revendications du dalaï-lama reflètent assez fidèlement les intérêts des forces impérialistes qui le soutiennent. Ainsi, en ce qui concerne les JO, il s'est prononcé depuis le début contre tout boycott. Plus fondamentalement, et même si on pourrait y déceler une précaution de langage, il a réaffirmé le principe de la non-violence, faisant planer la menace de renoncer à son rôle de porte-parole autoproclamé du peuple tibétain si une majorité de celui-ci choisissait la voie de la violence dans sa lutte pour la liberté. C'est certes une opération de communication destinée à renforcer une image manichéenne de la situation, avec les paisibles moines bouddhistes contre les cruels tortionnaires chinois, mais c'est aussi le reflet de la peur que la situation lui échappe, si les masses tibétaines s'emparaient de cette cause avec leurs propres méthodes, sans considération pour la diplomatie du dalaï-lama, qui n'a apporté aucune solution. Ainsi, au sein de la communauté tibétaine en exil, une frange minoritaire se démarque-t-elle en revendiquant l'indépendance totale du Tibet, alors que la position du dalaï-lama est beaucoup plus conciliante : il préconise le dialogue avec le gouvernement chinois (des discussions ont d'ailleurs déjà eu lieu depuis les émeutes de mars) et ne revendique plus que l'autonomie, insistant avant tout sur le respect de la culture tibétaine.

Or c'est ce type de solution qui conviendrait aux impérialistes occidentaux : introduire un allié sûr dans la région, tout en laissant le gouvernement central mener sa

politique d'exploitation et de répression des travailleurs — la rétrocession de Hong-Kong à la Chine a montré que ces deux aspects étaient parfaitement conciliables. Les classes pauvres du Tibet ont quant à elles à affronter, en plus de ses exploiters capitalistes, la couche théocratique parasitaire des moines bouddhistes.

L'autodétermination des Tibétains ne pourra pas s'exprimer sous la direction du dalaï-lama

La constitution théocratique prônée par le dalaï-lama, qui lui confère le droit de décision ultime sur toute question, en tant que détenteur infailible du pouvoir spirituel et temporel, comme la régénération du rôle traditionnel des moines, classe oisive haïe et crainte

de ceux qui vivent sous sa domination, ne sont bien évidemment pas les réponses qu'attendent les masses tibétaines. Leurs revendications d'émancipation vis-à-vis du gouvernement de Pékin qui les opprime sont autant sociales que nationales. Il serait donc illusoire de croire que leur droit à l'autodétermination puisse s'exprimer sans que les masses elles-mêmes le fassent valoir, par de simples tractations entre le clergé bouddhiste et le pouvoir chinois, sous la bienveillance des puissances impérialistes.

Ce chemin sera bien sûr long et difficile. Il suppose que les travailleurs et paysans tibétains se forgent leurs propres organisations indépendantes, ce qu'interdit le régime totalitaire chinois. Le

soutien dans ce combat ne proviendra pas du prétendu « gouvernement tibétain en exil », mais de la classe ouvrière chinoise, qui affronte le même ennemi, avec les mêmes entraves. La possibilité pour les différents peuples de Chine de vivre en harmonie, dans le respect de la culture de chacun, est impossible sous cette exploitation capitaliste qui usurpe le vocabulaire communiste. Elle passe par la lutte commune des travailleurs tibétains et de ceux du reste de la Chine pour renverser ce régime, pour construire le véritable socialisme au moyen d'une République des conseils ouvriers et paysans exerçant eux-mêmes le pouvoir politique et économique.

Frédéric Traille

LE GROUPE CRI DEVIENT SECTION SYMPATHISANTE DE LA FTQI !

Ve CONFÉRENCE DE LA FT-QI : UN PAS EN AVANT DANS LA CONSTRUCTION D'UNE TENDANCE INTERNATIONALE POUR LA IV^E INTERNATIONALE

Dès sa fondation, le Groupe CRI a considéré comme une tâche fondamentale de nouer des relations avec d'autres organisations trotskystes rompant avec le centrisme caractéristique des principaux courants issus de la crise de la IV^e Internationale et cherchant à renouer avec le marxisme révolutionnaire authentique. En effet, il est impossible d'élaborer, de développer et de mener à bien une politique révolutionnaire sans un point de vue, une orientation et un cadre organisationnel internationalistes.

Dès 2003, le Groupe CRI a noué des liens avec la FT-QI, tendance principalement latino-américaine, parce qu'il partageait avec elle des accords importants sur des questions stratégiques fondamentales : analyse convergente de la crise de la IV^e Internationale et de son explosion en de multiples courants centristes, centralité de la classe

ouvrière, caractère fondamental de l'auto-organisation des travailleurs dans les luttes et pour la prise du pouvoir, défense rigoureuse de l'indépendance de classe, lutte claire contre la bureaucratie syndicale, combat ferme contre l'impérialisme, à commencer par le « nôtre » dans pays impérialistes, etc. Ces accords se sont confirmés à travers de nombreuses prises de positions convergentes sur des questions essentielles de la lutte de classe mondiale : pour la défaite de l'impérialisme en Irak, en Afghanistan et partout où il intervient, indépendance de classe par rapport au gouvernement et au parti de Chavez au Venezuela et à ceux de Morales en Bolivie, soutien à la révolte contre l'État de la jeunesse populaire opprimée des banlieues françaises en 2005, lutte contre l'Union européenne en tant qu'instrument des monopoles impérialistes des différents pays européens, en plus

de la lutte contre les bourgeoisies et les gouvernements nationaux, premiers responsables de la politique impérialiste et anti-ouvrière, etc. De voyages ont contribué à une meilleure connaissance respective de nos organisations et de notre intervention dans la lutte de classe. Enfin, de nombreuses réunions tout au long de l'année passée ont permis d'approfondir la connaissance réciproque de nos positions et la discussion.

C'est sur cette base que le Groupe CRI a accepté tout naturellement la proposition de la FT-QI de participer à sa Ve Conférence, qui s'est tenue au mois de juillet 2008 à Buenos Aires. Elle a regroupé des délégués du PTS (parti qui compte près d'un millier de militants en Argentine), de la LER-QI (Brésil), de la LOR-CI (Bolivie), de la LTS-CC (Mexique), de la LTS (Venezuela), de Clase contra Clase (Chili), de Clase contra

Clase (État Espagnol), de la LRS (Costa Rica), du Groupe CRI (France), ainsi que de camarades de la FT d'Allemagne et d'Italie.

Cette conférence, où les deux délégués du Groupe CRI ont été accueillis avec enthousiasme, a été un moment passionnant d'élaboration marxiste collective et de discussion à la fois exigeante et fraternelle. Les débats se sont centrés sur trois textes principaux :

Les délégués ont d'abord cherché à analyser les causes et les effets de la crise économique sur les relations entre les États et la lutte de classes. Il s'agissait de comprendre la dynamique de la crise capitaliste actuelle, de formuler des hypothèses sur les possibles développements à venir et de commencer à élaborer des réponses politiques adéquates. À peine la Conférence était-elle finie que l'accélération de la crise économique et le conflit en Géorgie confirmaient l'actualité brûlante de cette résolution.

L'évolution des rapports entre la lutte spontanée de la classe ouvrière, sa conscience (ou subjectivité) et le marxisme depuis la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet d'une seconde discussion. En effet, à l'heure où la lutte économique de la classe ouvrière commence à prendre un nouvel essor, il était essentiel d'en dégager les grandes étapes, afin de concevoir une orientation pour développer aujourd'hui le marxisme révolutionnaire, en le défendant pied à pied contre l'idéologie dominante, en cherchant à le faire fusionner avec l'avant-garde ouvrière et à l'incarner dans des partis révolutionnaires.

Le troisième texte portait sur la situation latino-américaine. La conférence a critiqué les appréciations superficielles des courants qui, comme le CRCI ou la LIT, estiment que la situation serait révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, sur la base des luttes certes importantes qui ont eu lieu sur le continent latino-

américain depuis le début du siècle, mais qui restent politiquement dominées par le nationalisme bourgeois ou le réformisme et n'ont pas connu une intervention politique indépendante de la classe ouvrière. Avec plus de rigueur, la résolution montre pourquoi la situation, sans atteindre un tel degré de tension, est devenue plus instable : sous l'effet conjugué d'une usure, certes variable, des gouvernements « de gauche » canalisant la lutte des classes (Chavez, Morales, Kirchner, Tabaré Vazquez, Lula) et des premiers effets de la crise économique, la situation offre des possibilités d'évolution brutale aussi bien à droite qu'à gauche, comme l'ont illustré le récent conflit entre le gouvernement Kirchner et le patronat agricole en Argentine ou encore les affrontements en Bolivie. Le texte conclut sur les tâches principales pour les révolutionnaires à cette étape¹.

Enfin, la contribution du Groupe CRI a été discutée à la suite immédiate de la Conférence.

Sur la base des accords atteints et de la discussion de la Conférence a été décidée l'intégration du Groupe CRI à la FT comme section sympathisante en France. C'est un progrès politique considérable pour la construction de notre courant communiste révolutionnaire internationaliste en France, et un pas non négligeable pour l'extension de la FT-QI en Europe. L'année à venir doit permettre de poursuivre la discussion sur les points qui font encore débat, tout en vérifiant les accords à travers l'intervention commune dans la lutte des classes. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros.

¹ L'ensemble des résolutions de la Conférence sont d'ores et déjà disponibles en espagnol à l'adresse http://www.ft-ci.org/rubrique.php3?id_rubrique=86. Leur traduction française est en cours. Nous les publierons prochainement sur notre site Internet et en version papier.

La conférence s'est achevée par un meeting public rassemblant environ 1500 travailleurs et jeunes, animés par un impressionnant enthousiasme révolutionnaire, chantant et scandant : « *Nous sommes la mort du Capital, nous sommes la IV^e Internationale* » ou « *nous sommes le parti de Lénine, le trotskysme, qui lutte pour le pouvoir socialiste, la classe ouvrière et la révolution* »...

Les camarades de chaque section sont intervenus, ainsi que les dirigeants ouvriers du PT : on peut voir les vidéos des discours prononcés au meeting sur le site Internet de la FT-QI, http://www.ft-ci.org/article.php3?id_article=1374.

Le meeting s'est clos par le discours de Cristian Castillo, l'un des dirigeants du PTS, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

Antoni Mivani

Discours de clôture du meeting ayant suivi la conférence de la FTQI à Buenos Aires

La V^e Conférence de la Fraction Trotskyste - Quatrième Internationale a tenu ses débats cette semaine dans le contexte de l'aggravation d'une crise capitaliste qui n'est pas simplement américaine, mais internationale.

Il n'y a qu'à lire pour cela l'article d'*El País*, quotidien de l'État espagnol : « *Le spectre de la récession s'étend de manière incontrôlable depuis les États-Unis vers l'Europe. Les politiciens sont devenus plus prudents et ont déjà renoncé à fixer une date à la reprise économique. On ne peut plus croire à une amélioration mi-2009, comme ils l'affirmaient. La tempête financière provoquée par les crédits hypothécaires à haut risque qui a explosé en août dernier aux États-Unis a aussi contaminé de nombreuses*

banques européennes et commence à affecter l'économie réelle. Personne ne se risque à essayer de prédire jusqu'où ira la crise. » (*El País*, 25 juillet.) (...) Depuis que la crise a commencé, les pays impérialistes ont déjà investi des centaines de milliards de dollars pour éviter des faillites bancaires et de fonds d'investissements. (...) Une fois de plus, le capitalisme se montre aux yeux de tous comme un système qui socialise les pertes et privatise les profits.

Les derniers sauvetages ont été effectués il y a moins de 15 jours par la Réserve fédérale américaine. Il s'agit du sauvetage de la banque spécialisée dans les opérations immobilières Indy Mac et des compagnies hypothécaires Fanny Mae et Freddy Mac (...). Ces firmes, possèdent une portion considérable des 5 200 milliards de dollars sous forme de titres de dette garantis par ces deux géants. 10 fois la dette externe de l'Amérique latine. Aux États-Unis, il n'y a qu'un débiteur plus important : le Trésor des États-Unis. (...) La crise affecte l'ensemble de l'économie états-unienne, en particulier l'industrie automobile ; les grands monopoles qui la contrôlent comme Ford, Chrysler et Général Motors souffrent de pertes considérables et annoncent des milliers de licenciements. (...)

Cette crise s'est exprimée jusqu'à présent de manière inégale. Il y a des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'État espagnol qui vivent déjà ou prennent le chemin d'une récession profonde, tandis que d'autres maintiennent encore une croissance importante. Les matières premières ont subi une très forte augmentation, en partie à cause de la spéculation. Cela a suscité une pression inflationniste dans le monde entier et provoqué des révoltes de la faim dans les pays importateurs d'aliments. Mais il faut garder à l'esprit que la récession risque de se généraliser

dans les prochains mois. (...) Comment imaginer que l'ensemble de l'économie internationale puisse ne pas être affectée par une crise qui apparaît au cœur même du capitalisme contemporain ?

Camarades, nous ne sommes pas des devins qui pourraient prédire les rythmes précis ni la portée finale de la crise en cours. Mais ce que nous savons d'ores et déjà, et que nous avons examiné pendant la Conférence, c'est que nous nous trouvons face (...) à de nouvelles et très importantes turbulences économiques et politiques, qui contredisent tous ceux qui imaginaient que la restauration capitaliste en ex-Union Soviétique et en Chine, combinée avec les attaques néolibérales contre la classe ouvrière, avaient créé les conditions du développement d'un nouveau long cycle de croissance capitaliste comme celui qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Le capitalisme s'est certes maintenu ces dernières années, mais au prix de nouvelles et plus grandes contradictions qui sont en train d'exploser aujourd'hui. Le système ne peut pas éviter sa tendance à des catastrophes récurrentes. Celle que nous sommes en train de vivre risque d'être la plus importante depuis 1929. (...)

Aujourd'hui, la crise économique est l'élément le plus dynamique qui menace l'équilibre capitaliste des dernières années et qui mène à des conflits inter-étatiques croissants et à des affrontements de classes plus importants. La FT doit se préparer à intervenir dans ce nouveau scénario plus convulsif. (...) À l'heure où des millions de gens n'ont pas de quoi se nourrir, alors même que la production d'aliments pourrait satisfaire le double des nécessités de la population mondiale, les monopoles de l'alimentation sont plus riches que jamais. Il faut lutter pour l'expropriation de ces

monopoles qui spolient la classe ouvrière.

Nous assistons en même temps que la crise économique à la fin de l'ère Bush. Loin d'accomplir l'objectif néo-conservateur d'assurer « un nouveau siècle américain », elle a renforcé la décadence de l'hégémonie états-unienne, avec l'enlisement de sa politique en Irak, la continuité des convulsions politiques au Moyen-Orient et de la guerre en Afghanistan.

Mais cet affaiblissement ne saurait signifier que l'impérialisme ne va pas utiliser de nouveaux moyens d'agression militaire contre les peuples du monde. (...) C'est pourquoi dans ce meeting nous voulons crier bien fort : *Troupes impérialistes hors d'Irak, d'Afghanistan et de tout le Moyen-Orient ! Vive la résistance du peuple palestinien contre l'État d'Israël et l'impérialisme !*

Camarades, le fait symbolique que les États-Unis risquent d'avoir à recourir à un Afro-américain comme Barak Obama pour essayer de se donner une image de changement et contenir les espoirs de millions d'américains qui veulent en finir avec la politique de Bush aux États-Unis et dans le reste du monde, est l'expression de la décadence profonde de l'impérialisme nord-américain. Mais au-delà des discours de campagne, Obama est un homme que Wall Street estime clairement fiable pour ses intérêts et qui, avant même de triompher, a déjà fait sienne une grande partie de la politique extérieure de Bush, comme l'appui à Israël contre le peuple palestinien, la menace contre l'Iran ou l'appui au Plan Colombie.

(...) Durant ces dernières années la classe ouvrière s'est renforcée socialement et a montré dans différents secteurs une capacité de lutte renouvelée sur le

terrain économique (...). Mais cette relative recomposition de l'action syndicale des travailleurs ne signifie pas que les défaites profondes subies sous le néolibéralisme aient été effacées.

(...) Nous, marxistes révolutionnaires, sommes aujourd'hui une petite minorité au milieu de centaines de millions de travailleurs qui ont cessé de croire à la possibilité de dépasser ce système d'exploitation (...). Durant ces années, la résistance sociale aux politiques néolibérales a donné lieu à divers types de mouvements qui vont de réformismes tièdes jusqu'à la renaissance de courants, comme l'autonomisme, soutenant qu'il serait possible de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Ces courants nous ont amenés à des discussions théoriques et stratégiques marxistes semblables à celles que déjà Marx et Engels menaient dans le *Manifeste Communiste* contre les socialistes et les communistes utopiques. Le mouvement anti-mondialisation, qui est apparu à Seattle en 1999, a présenté un échantillon de toutes ces tendances.

De son côté, notre continent a vu se renforcer différentes variantes populistes, qui sont parvenues à canaliser le mécontentement exprimé dans les grandes révoltes populaires qui ont eu lieu au début du siècle. Une grande partie de la gauche mondiale a cédé face à ces phénomènes. (...)

Même des secteurs provenant du trotskysme ont soutenu qu'il était l'heure de construire des « fronts anti-néolibéraux » ou partis sans ancrage dans la classe ouvrière et sans délimitation stratégique entre réformisme et révolution. Ce qui est arrivé à Refondation Communiste en Italie, parti présenté comme modèle de cette stratégie, montre bien où conduit cette politique. Refondation s'est intégrée au

gouvernement anti-ouvrier et impérialiste de Prodi, a perdu son aile gauche et a fini sans représentation parlementaire.

Au Brésil, le Parti « Socialisme et Liberté » (PSOL), dirigé par Heloisa Helena, est un simple accord électoral de convenance, une coquille vide de militants, avec un programme « développementiste » bourgeois (...). Au Venezuela, différents courants trotskystes figurent au côté de chefs d'entreprise et de militaires, dans le PSUV chaviste (...).

Ce n'est pas d'organisations de ce type que la classe ouvrière a besoin, mais de véritables partis révolutionnaires de combat. Et ce n'est pas simplement en intervenant dans les luttes quotidiennes que l'on peut construire de telles organisations. Il faut en même temps mener une lutte puissante sur le terrain théorique et idéologique (...) et prendre part à tous les processus au cours desquels la classe ouvrière fait le moindre pas en avant vers la conquête de son indépendance de classe.

Nous, organisations membres de la FT, affirmons qu'il est nécessaire de combattre pour des partis avec un programme révolutionnaire clair. En ce sens, nous partageons la politique des camarades du CRI en France de mener une lutte pour une stratégie de ce type dans le processus de constitution du Nouveau Parti Anticapitaliste lancé à l'appel de la LCR d'Olivier Besancenot, dont la direction, comme nous le dénonçons dans la revue *Stratégie Internationale*, veut former un parti qui ne lutte ni pour le pouvoir ouvrier, ni pour le socialisme.

Il y a presque 70 ans, le 3 septembre 1938, une conférence réunie clandestinement à Paris donnait lieu à la fondation de la IV^e Internationale, dont le texte

central est ce que l'on appelle le *Programme de transition* (...).

Trotsky, peu avant son assassinat, écrivait que, « au milieu des vastes étendues de terres et des merveilles de la technique qui a conquis pour l'homme le ciel comme la terre, la bourgeoisie s'est arrangée pour faire de notre planète une abominable prison » (*Manifeste d'alarme de la IV^e Internationale*). Ces mots ne sont-ils pas restés d'une brûlante actualité ? Je lisais justement l'autre jour un texte d'un célèbre peintre, poète et écrivain britannique, John Berger, qui disait que s'il devait définir le monde contemporain avec un seul mot il utiliserait le mot prison. (...)

Trotsky écrivait ces lignes quand éclatait la Seconde Guerre mondiale. Nous ne sommes pas aujourd'hui devant la perspective d'une telle guerre. (...) Mais nous vivons une crise économique de grande envergure (...). Et nous avons déjà eu l'occasion, dans les années précédentes, de voir comment, dans des circonstances de crise, une partie du programme de transition, quand les travailleurs en lutte se l'approprient, retrouvait son actualité, comme par exemple dans l'occupation et la gestion de Zanon sous contrôle ouvrier ou dans d'autres usines occupées. C'est apparu aussi au Venezuela avec la lutte Sanitarios de Maracay [NdT : usine occupée dont les travailleurs ont relancé la production au Venezuela]. Et dans ce même pays, la lutte ouvrière a mené à la nationalisation de SIDOR, entreprise contrôlée par le groupe Techint [NdT : cf. le précédent CRI des travailleurs]. Ici en Argentine sont apparues des organisations militantes de chômeurs qui, par delà leurs limites, ont exprimé la résistance au fléau qu'est le chômage de masse et ont évité que les travailleurs licenciés ne soient

utilisés par la bourgeoisie comme briseurs de grève. Grèves, occupations d'usines, soulèvements de la faim, insurrections locales, barrages routiers : ce sont ces formes de lutte de classe et d'autres encore que nous allons voir se développer face à la crise. (...) Nous croyons profondément que le programme trotskyste deviendra à nouveau une réalité vivante dans des secteurs de masses et pourra ainsi présenter une alternative à l'ensemble des exploités. Espérons qu'il permette de réaliser l'expropriation des expropriateurs, seul chemin pour en finir avec la barbarie capitaliste.

Que ces luttes aient lieu, cela ne dépend pas de nous. Mais ce qui en revanche est à notre portée, c'est de forger les dirigeants, les cadres et les militants qui pourront s'unir avec le meilleur de l'avant-garde ouvrière et jeune, avec les intellectuels et les étudiants pour avancer dans la construction de partis et d'une Internationale révolutionnaires. Dans cette voie, nous voulons saluer l'incorporation comme section de la FT au Costa Rica des camarades de la Ligue de la Révolution Socialiste (...) Nous voulons aussi saluer l'accord des camarades français du CRI pour s'intégrer comme section sympathisante en France. C'est un cadre qui nous permet de développer une intervention commune sur la base des accords programmatiques et politiques que nous avons, tout en abordant des sujets importants, sur lesquels nous sommes encore en désaccord.

Pour finir, la Conférence a défini trois types de tâches pour toutes les organisations de la FT.

- Approfondir la formation théorique et politique de nos organisations, en luttant pour recréer un marxisme vivant, qui donne des réponses aux défis que nous pose la réalité et qui discute

les principales théories élaborées par les classes dominantes et par les réformistes de différents types.

- Poursuivre le développement de nos organisations au sein du mouvement ouvrier. C'est une tâche qui non seulement se heurte aux persécutions du patronat et de la bureaucratie syndicale, mais qui a été lamentablement abandonnée par une grande partie de l'extrême gauche. Et cette tâche est cruciale, camarades, car, face à l'usure des gouvernements nationalistes ou populistes, nous assistons au renforcement de tendances de droite complètement réactionnaires. Et si nous ne construisons pas une alternative d'indépendance de classe, c'est par ces variantes réactionnaires-là que ce mécontentement sera canalisé. La classe ouvrière va alors encaisser de nouveaux coups.

- Nous nous sommes enfin proposé de redoubler la lutte pour des partis révolutionnaires et pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous sommes bien conscients que cette tâche est difficile, et qu'elle ne résultera pas de l'évolution de notre organisation. Elle ne pourra être que le produit de fusions et de convergences avec des secteurs d'autres tendances avec lesquelles nous pourrions nous retrouver au cours de la lutte des classes. Dans le même sens que l'a indiqué mon camarade José Montes, mais lui sur le plan national, au sujet du PTS [NdT : allusion à l'appel adressé par le PTS au PO, au MAS et à IS (autres organisations qui se réclament du trotskysme en Argentine) en décembre 2007 pour ouvrir des discussions en vue d'un parti révolutionnaire unifié; cf. Le CRI des travailleurs n° 30], nous mettons l'accent sur l'appel à réaliser des campagnes communes et un regroupement progressif vers la reconstruction de la IV^e Internationale avec les organisations qui mettent en avant

la lutte pour la révolution ouvrière et socialiste, comme la LIT, dirigée par le PSTU brésilien, et le CRICI, qui a le PO argentin à sa tête.

Nous proposons de clore ce meeting avec les slogans qui synthétisent les principales campagnes de la FT :

- Troupes brésiliennes, argentines, uruguayennes, chiliennes et boliviennes hors d'Haïti !

- À bas la directive du retour et toutes les lois anti-immigrés et xénophobes de l'Union Européenne !

- Soutien à la lutte de Zanon sous contrôle ouvrier et pour son expropriation définitive !

- Et enfin, vers une campagne pour la reconstruction de la IV^e Internationale à 70 ans de sa fondation.

Vive la classe ouvrière mondiale !

Vive la IV^e Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste !

Cristian Castillo

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (60 pages)

ACTUALITÉ POLITIQUE EN FRANCE

- **Éditorial : Salaires rognés, offensive du patronat, contre-réformes gouvernementales, guerre impérialiste : l'heure est à la préparation d'une riposte unie de classe** (p. 3)
 - La situation économique et les attaques du gouvernement (p. 3)
 - Contre les atermoiements des appareils, une riposte de classe est nécessaire (p. 6)
 - Pour un plan d'action immédiat pour les travailleurs, les jeunes, leurs organisations (p. 8)
- **Salé guerre en Afghanistan : il faut lutter pied à pied contre l'impérialisme français** (p. 9)
 - Communiqué du Groupe CRI : après la mort de dix soldats français en Afghanistan (p. 12)
 - Appel à la manifestation du 6 septembre à Paris pour le retrait des troupes d'Afghanistan (p. 13)
- **Enseignement** : Contre-réformes et « restructuration » du système éducatif (p. 13)
- **Expérience de mobilisation dans l'enseignement** à Clichy et dans le 92 Nord. (Tribune libre) (p. 14)
- **Goodyear Dunlop (Amiens)** : Non aux licenciements, solidarité avec les travailleurs ! (Document) (p. 15)
- **Bulletin Résistons ensemble contre les violences policières** (Document) (p. 17)
- **Orientation générale du Groupe CRI** : La situation en France et les tâches des révolutionnaires (p. 19)
- **« Nouveau parti anti-capitaliste »** : Suite à la réunion nationale des comités NPA... il est urgent d'amplifier le combat pour un parti utile à la lutte de classe, clairement révolutionnaire et vraiment démocratique ! (p. 28)
- **La direction de la LCR fait son tri** : elle veut maintenant exclure tous les militants CRI du NPA ! Elle a adressé le 8 juillet à ses militants une circulaire interne en ce sens ! Comment construire un NPA démocratique et pluraliste en commençant par exclure une de ses composantes ? (p. 33)
- **Intervention d'un ouvrier de Peugeot-Mulhouse au meeting de l'université d'été LCR/NPA** (p. 39)

INTERNATIONALISME

- **Maghreb** : Solidarité avec les travailleurs et jeunes en lutte du Maghreb ! À bas les régimes d'oppression ! Front unique contre l'État impérialiste français qui les soutient ! (p. 43)
- **Guerre Russie-Géorgie** : L'affrontement des grandes puissances et la place de la Russie dans le nouvel ordre mondial (p. 45)
- **Tibet** : Les émeutes du printemps n'auront pas perturbé les Jeux olympiques capitalistes (p. 52)

POUR LA IV^e INTERNATIONALE

- **Le Groupe CRI devient section sympathisante de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale** (p. 55)
- **Discours de clôture du meeting ayant suivi la V^e conférence internationale de la FTQI** (p. 57)

VOUS ÊTES MILITANT, TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, JEUNE, LYCÉEN ?

Les analyses et propositions de ce journal vous intéressent ? Vous voulez en discuter ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS !

Tél. : 06 64 91 49 63.

Courriel : groupecri@free.fr